



Direction des finances  
Service du dialogue budgétaire et comptable

RAPPORT N° 2023-3 - 1 . 6 . 6

au CONSEIL DÉPARTEMENTAL

Séance du 26/06/2023

### **Compte de gestion et compte administratif 2022. Budget général.**

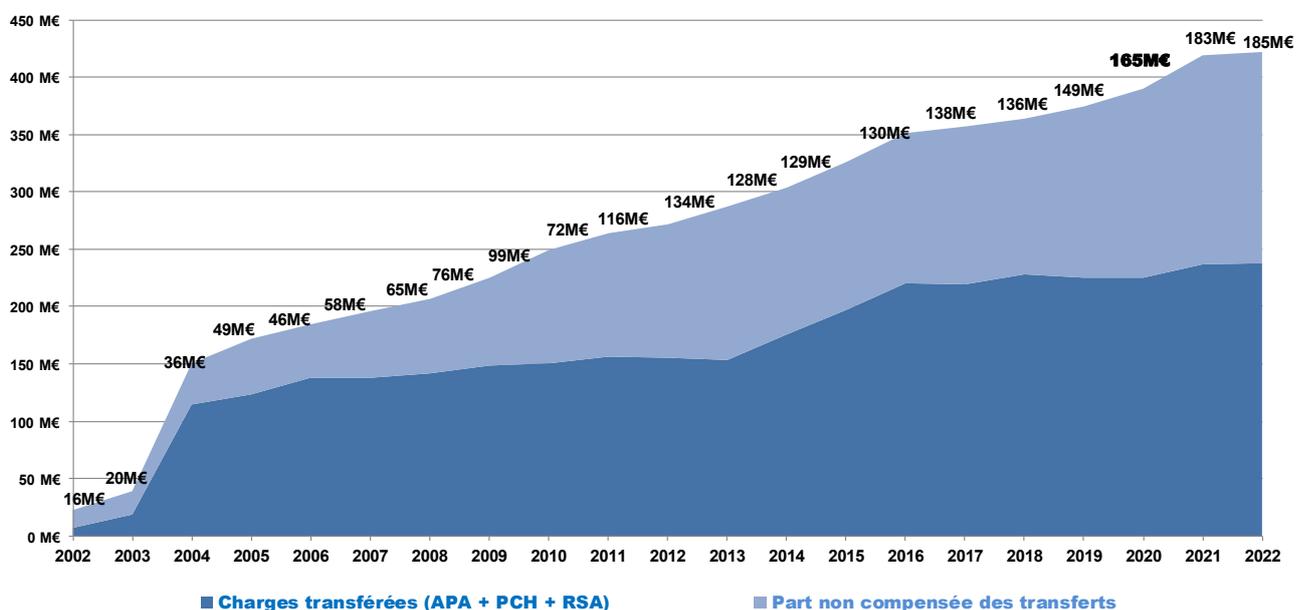
Le compte administratif 2022 est avant tout marqué par la sortie progressive de la crise sanitaire de la Covid-19 qui a lourdement pesé sur les finances départementales en 2020, avec un coût estimé à près de 54 M€ pour la collectivité. Il reflète également l'exécution du premier budget voté par la majorité ayant succédé à l'ancien exécutif départemental. Ce document budgétaire s'inscrit dans la trajectoire de restauration de la santé financière de la collectivité impulsée par l'Assemblée départementale depuis son élection en juin 2021.

Le compte administratif 2022 demeure marqué par le contexte inchangé de sous-compensation structurelle par l'Etat des dépenses d'action sociale et en particulier des allocations individuelles de solidarité (AIS), soit l'allocation personnalisée d'autonomie (APA), la prestation de compensation du handicap (PCH) et le revenu de solidarité active (RSA), qui progressent très régulièrement et représentent, comme en 2021, 29,1% contre 27,6 % en 2020. Le reste à charge qui s'élevait à 182,79 M€ en 2021 est ainsi porté à 184,55 M€ en 2022, soit une augmentation de 1,0% et 1,76 M€.

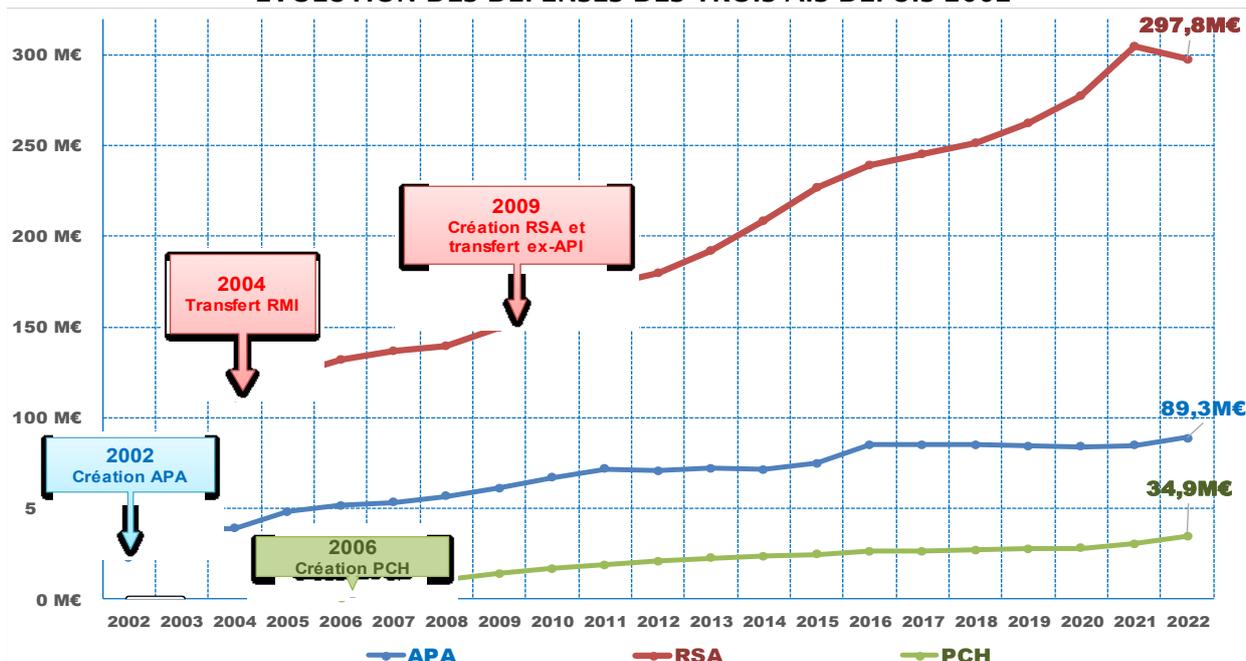
La charge des transferts supportés par la collectivité au titre des AIS atteint un montant cumulé depuis 2002 de 2 163,87 M€ en progression de 9,3%. Il est à noter qu'il est tenu compte dans ce calcul de la dépense afférente à la péréquation au titre des droits de mutation à titre onéreux (DMTO) qui vient diminuer les recettes perçues suite au relèvement du taux plafond qu'il leur est applicable.

Transferts de l'aide sociale			CA 2017	CA 2018	CA 2019	CA 2020	CA 2021	CA 2022	Cumul depuis transfert
A.P.A.	Dépenses	Allocations versées	85,28 M€	85,14 M€	84,33 M€	84,26 M€	84,65 M€	89,26 M€	1 398,08 M€
	Recettes	Contribution CNSA	29,07 M€	32,82 M€	30,27 M€	28,96 M€	31,81 M€	31,72 M€	442,89 M€
	Charge nette A.P.A.		56,21 M€	52,33 M€	54,05 M€	55,30 M€	52,84 M€	57,53 M€	955,18 M€
R.S.A. (socle)	Dépenses	Allocations forfaitaires	218,58 M€	224,93 M€	232,35 M€	246,23 M€	275,37 M€	266,69 M€	3 469,15 M€
	Recettes	TIPP "historique"	98,42 M€	1 883,16 M€					
		FMDI	10,86 M€	11,19 M€	11,07 M€	11,61 M€	11,17 M€	13,13 M€	198,61 M€
	Charge nette R.S.A. (socle)		109,31 M€	115,33 M€	122,86 M€	136,20 M€	165,78 M€	155,14 M€	1 387,38 M€
R.S.A. Allocations majorées (ex-A.P.I.)	Dépenses	Allocations forfaitaires majorées	26,83 M€	26,23 M€	29,86 M€	31,32 M€	29,18 M€	31,12 M€	348,25 M€
	Recettes	TIPP "supplémentaire"	15,08 M€	203,69 M€					
	Charge nette R.S.A. Allocations majorées (ex-A.P.I.)		11,74 M€	11,15 M€	14,78 M€	16,24 M€	14,10 M€	16,03 M€	144,56 M€
P.C.H.	Dépenses	PCH	26,24 M€	27,13 M€	27,91 M€	28,21 M€	30,36 M€	34,94 M€	360,09 M€
		ACTP	12,49 M€	11,88 M€	11,30 M€	10,58 M€	10,53 M€	10,14 M€	266,88 M€
		Baisse ACTP (à déduire)	-0,17 M€	-0,61 M€	-0,58 M€	-0,73 M€	-0,05 M€	-0,39 M€	-10,81 M€
	Recettes	Contribution C.N.S.A.	10,70 M€	11,09 M€	11,35 M€	11,51 M€	11,87 M€	15,82 M€	184,16 M€
	Charge nette P.C.H.		15,37 M€	15,43 M€	15,98 M€	15,98 M€	18,43 M€	18,73 M€	165,13 M€
Recettes du Pacte de juillet 2013 et fonds d'urgence	Recettes	Dispositif de Compensation Péréquée	12,07 M€	12,96 M€	13,56 M€	13,82 M€	14,41 M€	14,71 M€	113,84 M€
		Relèvement taux DMTO	43,00 M€	40,66 M€	45,24 M€	41,95 M€	51,88 M€	48,18 M€	352,34 M€
		Fonds d'urgence RSA	-	4,97 M€	-	3,13 M€	2,08 M€	-	22,20 M€
	Total Recettes du Pacte de juillet 2013 et fonds d'urgence		55,08 M€	58,60 M€	58,80 M€	58,90 M€	68,37 M€	62,89 M€	488,38 M€
Total Aide Sociale	Dépenses totales		356,93 M€	363,43 M€	374,44 M€	390,02 M€	419,56 M€	421,99 M€	5 575,57 M€
	Recettes totales		219,38 M€	227,80 M€	225,57 M€	225,20 M€	236,77 M€	237,45 M€	3 411,70 M€
	Charge nette totale		137,55 M€	135,64 M€	148,87 M€	164,83 M€	182,79 M€	184,55 M€	2 163,87 M€

Cumul des transferts non compensés depuis 2002 = 2 164 M€



## ÉVOLUTION DES DEPENSES DES TROIS AIS DEPUIS 2002



Le présent rapport sur le compte administratif 2022 permet de prendre acte des réalisations prises en charge par le budget général et fait état de la situation financière du Département. Son examen est également l'occasion d'exposer les principaux facteurs d'évolution des dépenses, des recettes et des équilibres. La présentation ci-après tient uniquement compte des dépenses réelles, hors opérations d'ordre. Le tableau suivant récapitule les tendances majeures constatées au compte administratif 2022, tant en évolution qu'en réalisation.

Opérations réelles en M€	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Recettes de fonctionnement (A)	1 474,01	1 491,89	1 539,38	1 517,67	1 598,90	1 610,91
<i>hors produits des cessions</i>						
<i>Taux de réalisation</i>	102,5%	100,7%	103,4%	99,7%	105,5%	101,3%
<i>taux d'évolution</i>	1,5%	1,2%	3,2%	-1,4%	5,4%	0,8%
Dépenses de fonctionnement (B)	1 358,55	1 359,26	1 378,65	1 413,46	1 443,46	1 452,01
<i>Taux de réalisation</i>	99,8%	98,6%	99,8%	99,7%	101,2%	99,3%
<i>taux d'évolution</i>	0,2%	0,1%	1,4%	2,5%	2,1%	0,6%
<b>Autofinancement (C = A - B)</b>	115,46	132,63	160,73	104,21	155,44	158,90
<i>hors produits des cessions</i>						
<i>Taux de réalisation</i>	152,2%	128,1%	151,0%	100,5%	175,8%	123,6%
<i>Taux d'évolution</i>	18,3%	14,9%	21,2%	-35,2%	49,2%	2,2%
<b>Opérations réelles en M€ (hors opérations de gestion active de la dette)</b>	<b>2017</b>	<b>2018</b>	<b>2019</b>	<b>2020</b>	<b>2021</b>	<b>2022</b>
Dépenses d'investissement (D)	293,5	291,3	304,6	323,0	383,5	367,8
<i>Taux de réalisation</i>	87,7%	89,1%	90,8%	90,2%	101,6%	90,9%
<i>taux d'évolution</i>	1,3%	-0,8%	4,6%	6,0%	18,7%	-4,1%
Recettes d'investissement (E)	69,50	56,85	81,45	140,67	93,36	90,30
<i>produits des cessions inclus</i>						
<i>Taux de réalisation</i>	74,4%	76,0%	92,7%	138,8%	96,3%	81,3%
<i>taux d'évolution</i>	-4,0%	-18,2%	43,3%	72,7%	-33,6%	-3,3%
<b>Besoin de financement avant reprise du résultat N-1 (F = D - E - C)</b>	108,6	101,8	62,4	78,1	134,7	118,6
<b>Reprise du résultat N-1</b>	71,0	24,5	24,0	46,6	98,5	53,9
<b>Besoin de financement après reprise du résultat N-1</b>	37,5	77,3	38,4	31,5	36,1	64,7

(Taux de réalisation calculé sur le budget primitif)

En fonctionnement, le taux de réalisation des recettes, calculé par rapport aux crédits inscrits au budget primitif, est de 101,3 % et enregistre une hausse de 0,8 point par rapport au taux de réalisation 2021. Le taux de réalisation des dépenses de fonctionnement passe de 101,2% en 2021 à 99,3 % en 2022. Ces niveaux d'exécution sont à rapprocher des taux moyens constatés, toujours au regard des inscriptions des budgets primitifs, sur la période 2017-2022 de 102,2 % pour les recettes et de 99,7% pour les dépenses.

En investissement, le taux de réalisation des dépenses s'établit à 90,9 % et retrouve le niveau des dernières années exception faite de 2021 qui avait atteint 101,6 % à la suite de l'inscription au budget supplémentaire du reversement de l'avance remboursable de DMTO (50,0 M€). Le taux de réalisation des recettes d'investissement passe de 96,3% à 81,3% sous l'effet de la diminution des produits de cession qui s'élèvent à 1,86 M€ en 2022 contre 6,97 M€ en 2021.

Tandis que le montant des dépenses de fonctionnement progresse de 0,6 %, les recettes de fonctionnement enregistrent pour leur part une hausse de 0,8 % et permet d'éviter l'effet de ciseau. Il en résulte une hausse de l'autofinancement corrigé des produits de cession, qui passe de 155,44 M€ en 2021 à 158,90 M€ en 2022, soit + 2,2%, résultat qui s'inscrit dans le prolongement de la reprise constatée à l'exercice précédent.

## **1. Une section de fonctionnement préservée, des DMTO maintenus à un niveau élevé**

### **1.1. Des dépenses de fonctionnement globalement en augmentation en 2022**

Les dépenses réelles de fonctionnement s'établissent à 1 452,01 M€ en 2022, contre 1 443,46 M€ en 2021, soit une augmentation de 0,6 %.

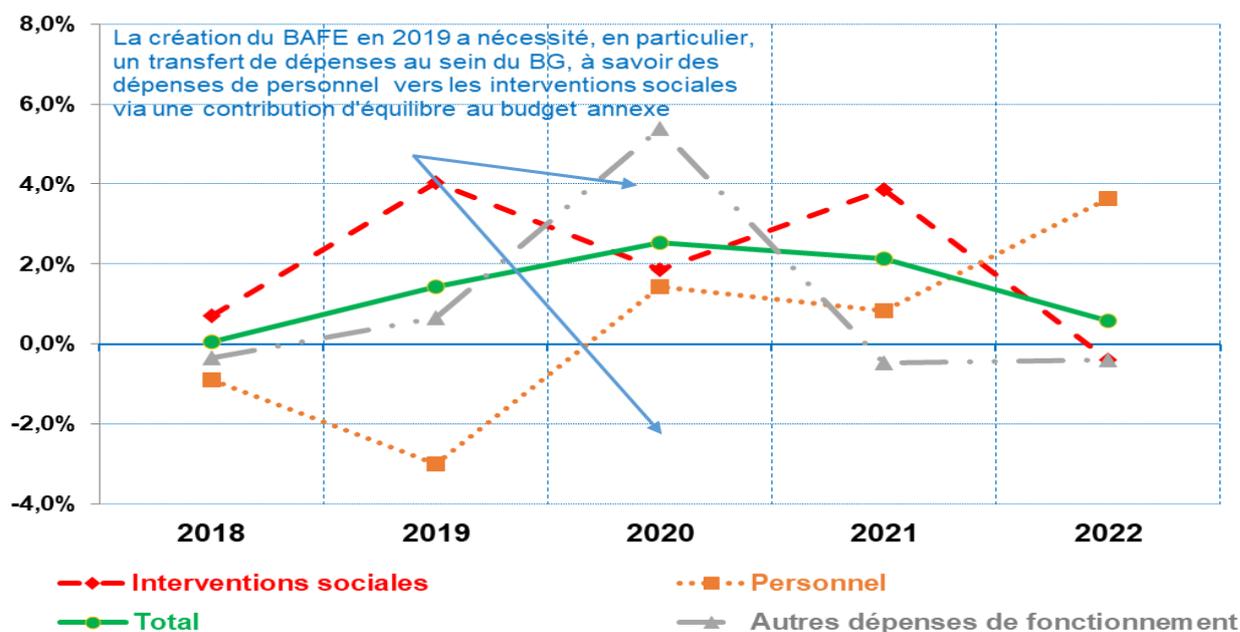
Les dépenses de personnel -hors groupe d'élus- connaissent une hausse de 9,6 M€ soit + 2,7% par rapport à 2021 qui s'explique principalement par trois facteurs : l'application du Ségur de la santé, la hausse du SMIC et l'augmentation de la valeur du point d'indice.

La mise en place du Ségur de la santé s'est traduit par le versement d'un complément de traitement indiciaire ainsi qu'une prime à certains agents à partir d'avril 2022 pour une estimation de 5 M€.

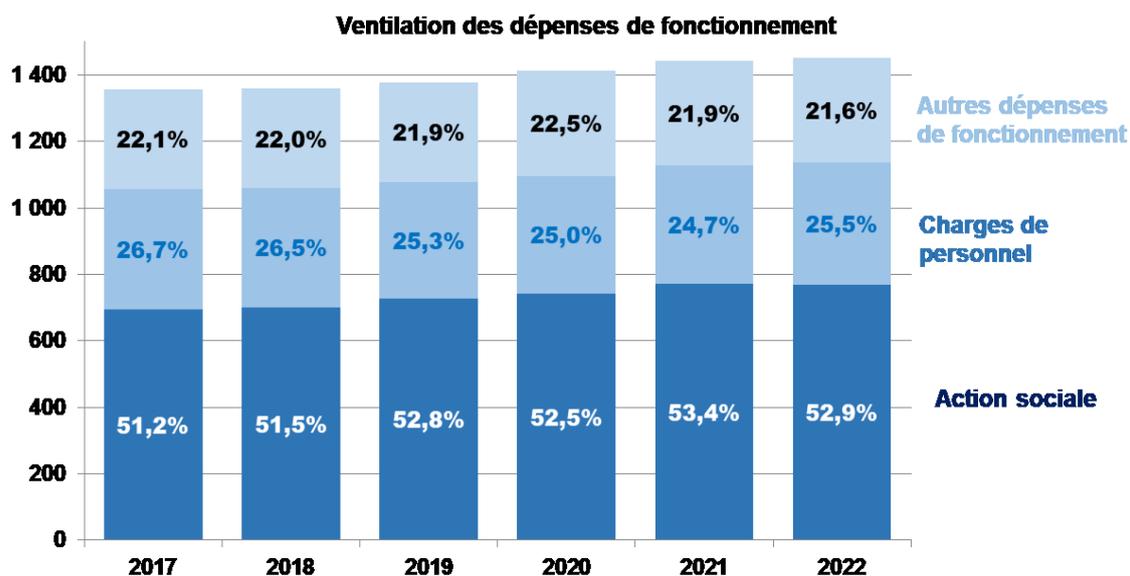
Dans un objectif de faire face à l'inflation, le SMIC a été revalorisé trois fois durant l'année 2022 pour une dépense de 1,1 M€ tandis que la valeur du point d'indice a été majorée de 3,5 % pour une dépense estimée à 5,8 M€.

Les dépenses liées aux interventions sociales fléchissent sur l'année 2022 avec une baisse de 3,1 M€ soit - 0,4 % par rapport à 2021. Cette diminution concerne principalement le versement de l'allocation RSA, et son nombre d'allocataires qui baisse pour la deuxième année consécutive pour atteindre 44 016 allocataires en décembre 2022 contre 44 212 à la même période en 2021. Après le pic de décembre 2020 (47 084 allocataires), le nombre d'allocataires payés poursuit en effet sa décrue puisqu'en année glissante, la baisse est de 5,52% sur deux années. Cette évolution s'inscrit dans la tendance observée nationalement mais, en valeur absolue, le nombre d'allocataires RSA payés par le Département demeure en 2021 nettement supérieur au niveau d'avant la crise Covid-19 (41 473 allocataires en novembre 2019).

## Évolution des dépenses réelles de fonctionnement



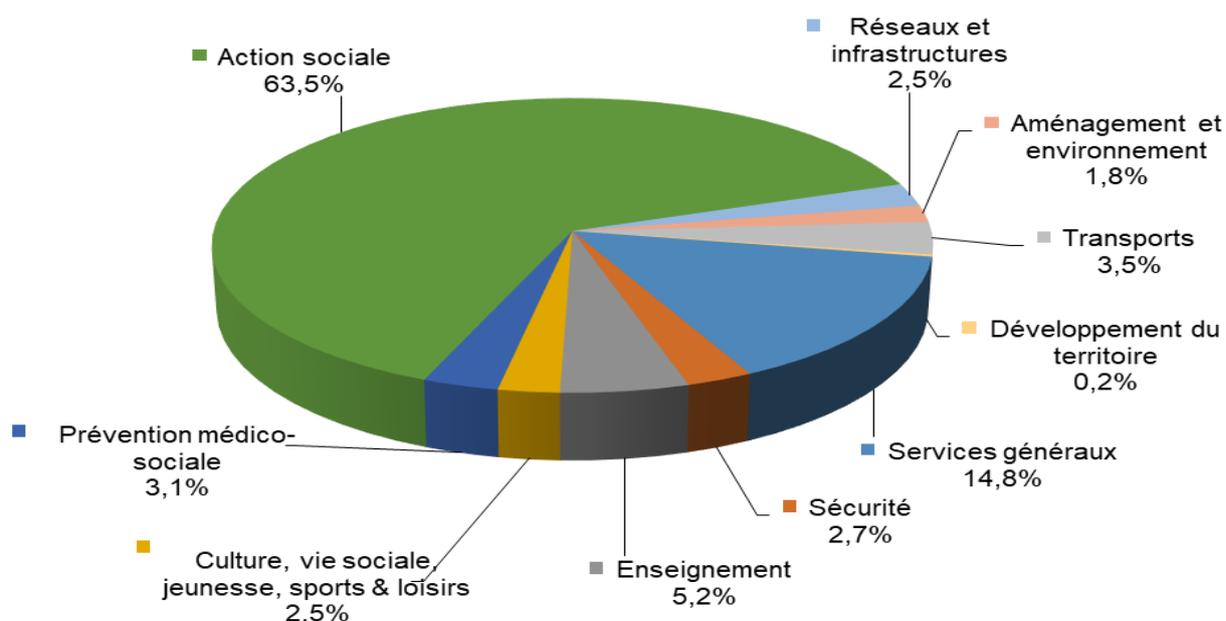
Dépenses réelles de fonctionnement en M€		2017	2018	2019	2020	2021	2022
<b>Dépenses d'action sociale</b>	BP	698,28	702,17	725,08	741,32	741,82	759,38
	CA	695,24	700,23	728,50	742,06	770,73	767,61
	% évolution	-0,6%	0,7%	4,0%	1,9%	3,9%	-0,4%
	% structure	51,2%	51,5%	52,8%	52,5%	53,4%	52,9%
<b>Dépenses de personnel</b>	BP	365,08	370,34	353,82	358,81	365,94	369,33
	CA	363,02	359,76	348,94	353,96	356,86	369,81
	% évolution	0,8%	-0,9%	-3,0%	1,4%	0,8%	3,6%
	% structure	26,7%	26,5%	25,3%	25,0%	24,7%	25,5%
<b>Autres dépenses de fonctionnement</b>	BP	298,27	305,46	302,72	317,87	318,77	332,97
	CA	300,29	299,27	301,21	317,44	315,87	314,59
	% évolution	1,7%	-0,3%	0,6%	5,4%	-0,5%	-0,4%
	% structure	22,1%	22,0%	21,9%	22,5%	21,9%	21,7%
<b>Total BP des dépenses</b>		<b>1 361,63</b>	<b>1 377,97</b>	<b>1 381,62</b>	<b>1 418,00</b>	<b>1 426,53</b>	<b>1 461,68</b>
<b>CA</b>		<b>1 358,55</b>	<b>1 359,26</b>	<b>1 378,65</b>	<b>1 413,46</b>	<b>1 443,46</b>	<b>1 452,01</b>
% exécution des dépenses		0,2%	0,1%	1,4%	2,5%	2,1%	0,6%



### 1.1.1. La place prépondérante des dépenses d'action sociale

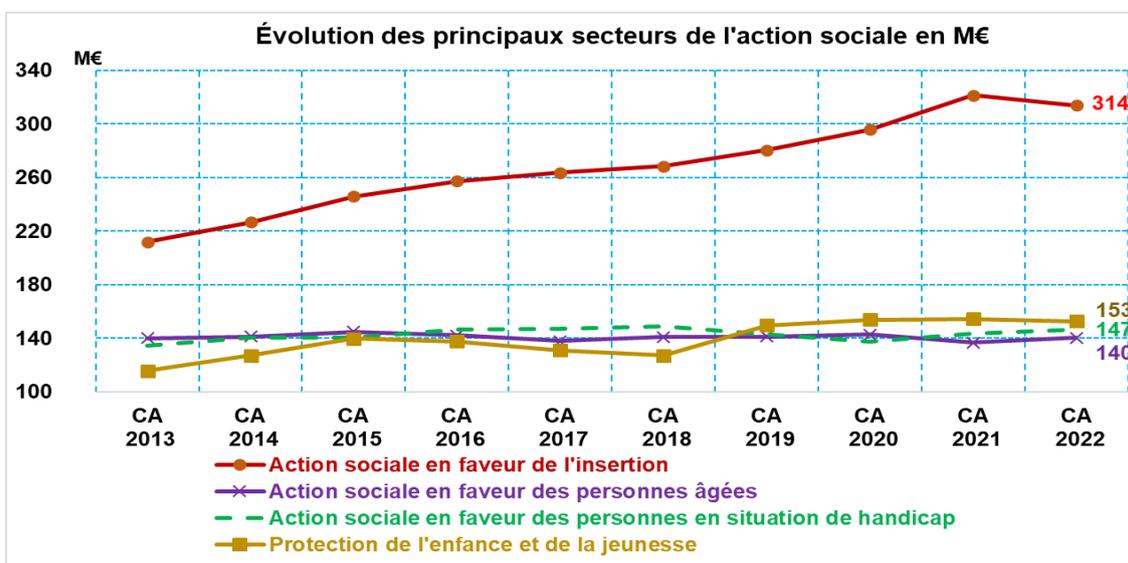
La structure des dépenses de fonctionnement, ventilées par politique publique (dépenses de personnel comprises), illustrée par le schéma ci-dessous, confirme la place prépondérante de l'action sociale dans les politiques publiques en dépit d'un léger fléchissement constaté en 2022 (63,5 % contre 63,8 % en 2021 et 63,0 % en 2020) au profit des dépenses de la culture, de la vie sociale, de la jeunesse, des sports, des loisirs, de l'enseignement, de la prévention médico-sociale et de la sécurité tandis que le poids des autres dépenses en 2022 marque un ralentissement, principalement dans le domaine de l'aménagement et environnement en raison notamment de la baisse du montant des subventions versées au profit du FSH et de la contribution au fonctionnement du Conseil d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement (CAUE).

**Dépenses de fonctionnement par fonction au CA 2022  
(dépenses de personnel comprises)**

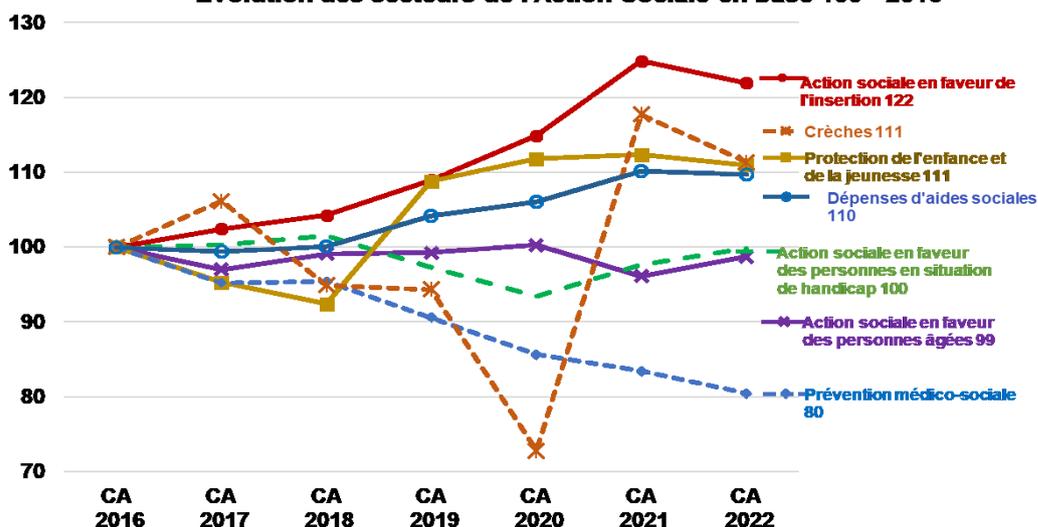


Comme chaque année depuis le transfert des compétences en matière sociale aux départements, l'action sociale, dépenses de personnel comprises, représente près de deux-tiers des dépenses de fonctionnement. Malgré une légère baisse constatée en 2022, le niveau de ces dépenses affiche un des montants les plus importants de ces 6 dernières années après 2021.

Dépenses d'action sociale en M€		2017	2018	2019	2020	2021	2022
Action sociale en faveur de l'insertion	BP	259,21	260,49	275,13	292,09	305,51	304,57
	CA	263,61	268,35	280,41	295,78	321,35	313,81
	% évolution	2,4%	1,8%	4,5%	5,5%	8,6%	-2,3%
	% exécution	101,7%	103,0%	101,9%	101,3%	105,2%	103,0%
Action sociale en faveur des personnes âgées	BP	143,77	144,92	143,42	142,57	140,52	144,52
	CA	137,95	140,98	141,19	142,60	136,74	140,41
	% évolution	-3,0%	2,2%	0,2%	1,0%	-4,1%	2,7%
	% exécution	95,9%	97,3%	98,4%	100,0%	97,3%	97,2%
Action sociale en faveur des personnes en situation de handicap	BP	145,88	149,29	143,77	140,81	131,96	143,47
	CA	147,16	148,93	142,87	137,19	143,24	146,55
	% évolution	0,3%	1,2%	-4,1%	-4,0%	4,4%	2,3%
	% exécution	100,9%	99,8%	99,4%	97,4%	108,5%	102,1%
Protection de l'enfance et de la jeunesse	BP	132,96	131,41	146,94	150,46	148,83	151,96
	CA	131,10	127,12	149,69	153,82	154,56	152,64
	% évolution	-4,7%	-3,0%	17,8%	2,8%	0,5%	-1,2%
	% exécution	98,6%	96,7%	101,9%	102,2%	103,9%	100,4%
Prévention médico-sociale	BP	10,77	10,49	10,31	9,77	9,37	8,98
	CA	9,78	9,80	9,30	8,79	8,57	8,26
	% évolution	-4,8%	0,2%	-5,0%	-5,5%	-2,5%	-3,6%
	% exécution	90,8%	93,3%	90,2%	90,0%	91,5%	92,0%
Crèches	BP	5,70	5,57	5,51	5,62	5,62	5,87
	CA	5,65	5,06	5,03	3,88	6,27	5,93
	% évolution	6,1%	-10,6%	-0,6%	-22,9%	61,8%	-5,4%
	% exécution	99,3%	90,8%	91,1%	68,9%	111,5%	101,1%
<b>Total BP des dépenses</b>		<b>698,28</b>	<b>702,17</b>	<b>725,08</b>	<b>741,32</b>	<b>741,82</b>	<b>759,38</b>
<b>Total CA des dépenses</b>		<b>695,24</b>	<b>700,23</b>	<b>728,50</b>	<b>742,06</b>	<b>770,73</b>	<b>767,61</b>
<b>% évolution des dépenses</b>		<b>-0,6%</b>	<b>0,7%</b>	<b>4,0%</b>	<b>1,9%</b>	<b>3,9%</b>	<b>-0,4%</b>
<b>% exécution des dépenses</b>		<b>99,6%</b>	<b>99,7%</b>	<b>100,5%</b>	<b>100,1%</b>	<b>103,9%</b>	<b>101,1%</b>



## Évolution des secteurs de l'Action Sociale en base 100 - 2016



### ✓ L'insertion

Premier poste parmi les dépenses d'action sociale, l'insertion a représenté un volume de 313,81 M€ en 2022 (hors dépenses de personnel), en baisse de 2,3 % et de 7,54 M€ par rapport à 2021.

- Allocation RSA (- 3,2 % pour le RSA socle, avec un montant de 266,7 M€, auxquels s'ajoutent 31,1 M€ au titre du RSA majoré soit un total de 297,8 M€). La baisse globale du coût de cette allocation recouvre des facteurs d'évolution différenciés :
  - ✓ Comme indiqué précédemment, le nombre d'allocataires confirme sa décline amorcée en 2021 (-5,52 % et - 2 574 bénéficiaires entre 2020 et 2022) après avoir connu une constante augmentation entre 2015 et 2020 (+ 26,0 %). Le nombre d'allocataires constaté à la fin de chaque exercice n'a cependant pas retrouvé son niveau d'avant crise sanitaire :
    - 36 977 en 2015
    - 37 502 en 2016 (+ 1,42 %)
    - 37 349 en 2017 (- 0,41 %)
    - 40 882 en 2018 (+ 9,46 %)
    - 41 473 en 2019 (+ 1,45 %)
    - 46 590 en 2020 (+ 12,30 %)
    - 44 212 en 2021 (- 5,10 %)
    - 44 026 en 2022 (- 0,42 %).

Cette baisse continue du nombre d'allocataires est le résultat du double effet d'une conjoncture économique plus favorable et de politiques départementales volontaristes en matière de retour à l'emploi. Ainsi, le Département a lancé un projet de plateforme de l'autonomie dans le but de sensibiliser les publics allocataires du RSA aux métiers de l'autonomie qui font l'objet de tensions de recrutement via des parcours d'orientation et de formation proposés aux allocataires.

- ✓ une revalorisation sur la base de l'inflation du montant forfaitaire de RSA au 1<sup>er</sup> avril 2022 de 1,8 % puis une hausse exceptionnelle de 4 % en août.

- Allocations et secours d'urgence

Avec l'objectif de simplifier le parcours des usagers et d'améliorer le pilotage et la cohérence des aides départementales, a été mis en place le 1<sup>er</sup> janvier 2018 le fonds unique de solidarité (FUS) qui délivre des aides financières destinées aux personnes résidant dans le Val-de-Marne et disposant de faibles ressources. En 2022, les dépenses réalisées dans ce cadre s'élèvent à 6,5 M€ soit une diminution de - 14,5 % par rapport à 2021, les ramenant ainsi à leur niveau habituel. En effet au cours de l'exercice 2021, un élargissement des critères d'éligibilité et une augmentation des montants des aides avaient été décidés en raison de la crise sanitaire. Au cours du printemps 2021, une nouvelle dérogation mise en place pour une période de deux mois, avait conduit à une consommation supplémentaire de crédit estimée à 500 000 €.

- Autres dépenses d'insertion sociale et professionnelle

Les autres dépenses en faveur de l'insertion diminuent de 17,5 % entre 2021 et 2022. L'annulation de la fête des solidarités de 2021 en raison des contraintes sanitaires a fortement contribué à la baisse des consommations des crédits de 2022 au titre des autres dépenses d'insertion.

Insertion en M€		2017	2018	2019	2020	2021	2022
<b>Allocations RSA</b>	<b>BP</b>	<b>240,00</b>	<b>238,60</b>	<b>254,26</b>	<b>270,86</b>	<b>284,41</b>	<b>284,48</b>
	<i>Total Inscrits</i>	245,42	251,16	264,26	277,56	304,55	297,80
	<b>CA</b>	<b>245,41</b>	<b>251,16</b>	<b>262,20</b>	<b>277,56</b>	<b>304,55</b>	<b>297,80</b>
	% évolution	2,6%	2,3%	4,4%	5,9%	9,7%	-2,2%
	% exécution	102,3%	105,3%	103,1%	102,5%	107,1%	104,7%
<b>Insertion professionnelle au titre du RSA</b>	<b>BP</b>	<b>3,75</b>	<b>3,53</b>	<b>3,69</b>	<b>3,69</b>	<b>4,18</b>	<b>4,48</b>
	<i>Total Inscrits</i>	3,50	2,84	3,74	2,91	2,92	4,14
	<b>CA</b>	<b>3,33</b>	<b>2,84</b>	<b>2,94</b>	<b>2,91</b>	<b>2,92</b>	<b>3,74</b>
	% évolution	3,0%	-14,7%	3,4%	-1,2%	0,6%	28,0%
	% exécution	88,8%	80,5%	79,7%	78,7%	70,0%	83,6%
<b>Autres actions au titre du RSA</b>	<b>BP</b>	<b>5,83</b>	<b>7,11</b>	<b>5,98</b>	<b>5,88</b>	<b>5,59</b>	<b>5,48</b>
	<i>Total Inscrits</i>	5,33	4,94	5,93	5,20	5,04	5,24
	<b>CA</b>	<b>5,21</b>	<b>4,91</b>	<b>4,54</b>	<b>5,20</b>	<b>5,01</b>	<b>4,52</b>
	% évolution	6,0%	-5,8%	-7,6%	14,6%	-3,7%	-9,7%
	% exécution	89,4%	69,0%	75,9%	88,5%	89,7%	82,6%
<b>Loyers et charges</b>	<b>BP</b>	<b>1,26</b>	<b>1,38</b>	<b>1,38</b>	<b>1,40</b>	<b>1,43</b>	<b>1,48</b>
	<i>Total Inscrits</i>	2,14	2,07	2,05	2,05	2,06	2,18
	<b>CA</b>	<b>2,10</b>	<b>2,02</b>	<b>2,00</b>	<b>2,05</b>	<b>2,03</b>	<b>2,11</b>
	% évolution	-6,8%	-3,9%	-0,9%	2,0%	-0,8%	3,8%
	% exécution	167,0%	146,7%	145,0%	145,8%	142,2%	142,3%
<b>Autres actions en faveur de l'insertion</b>	<b>BP</b>	<b>8,37</b>	<b>9,86</b>	<b>9,82</b>	<b>10,26</b>	<b>9,92</b>	<b>8,66</b>
	<i>Total Inscrits</i>	8,10	8,84	9,48	8,90	8,95	6,96
	<b>CA</b>	<b>7,55</b>	<b>7,41</b>	<b>8,73</b>	<b>8,07</b>	<b>6,83</b>	<b>5,64</b>
	% évolution	-2,7%	-1,8%	17,7%	-7,5%	-15,4%	-17,5%
	% exécution	90,2%	75,2%	88,9%	78,7%	68,9%	65,1%
<b>Total BP des dépenses</b>	<b>259,21</b>	<b>260,49</b>	<b>275,13</b>	<b>292,09</b>	<b>305,51</b>	<b>304,57</b>	
<b>Total CA des dépenses</b>	<b>263,61</b>	<b>268,35</b>	<b>280,41</b>	<b>295,78</b>	<b>321,35</b>	<b>313,81</b>	
<b>% évolution des dépenses</b>	<b>2,4%</b>	<b>1,8%</b>	<b>4,5%</b>	<b>5,5%</b>	<b>8,6%</b>	<b>-2,3%</b>	
<b>% exécution des dépenses</b>	<b>101,7%</b>	<b>103,0%</b>	<b>101,9%</b>	<b>101,3%</b>	<b>105,2%</b>	<b>103,0%</b>	

- **Les personnes âgées**

Les dépenses en faveur des personnes âgées ont représenté un volume de 140,41 M€ en 2022, en hausse de 2,7%, recouvrant là encore des évolutions contrastées.

- Les dépenses d'allocation personnalisée d'autonomie à domicile (APAD) sont en hausse, avec + 11,8 % et un nouveau montant de 57,32 M€.

Le nombre de bénéficiaires disposant de droits ouverts s'élève à 15 933 en 2022 contre 14 450 en 2021. Le nombre de bénéficiaires payés en 2022 s'élève à 5 698 au titre du paiement à la personne et à 5 653 au titre du paiement aux prestataires, sachant qu'un bénéficiaire peut être pris en charge dans les deux dispositifs. En

effet, un bénéficiaire peut à la fois percevoir une aide au titre du paiement à la personne (aide psychologique par exemple) et une aide au titre du paiement de prestations d'un service à domicile (entretien du logement par exemple).

- Les dépenses d'allocation personnalisée d'autonomie en établissement (APAE) s'élèvent à 31,92 M€ et diminuent de 4,3 % pour un nombre de bénéficiaires disposant de droits ouverts de 7 145 au 31 décembre 2022, contre 8 307 au 31 décembre 2021. Les effets de la crise sanitaire impactent les établissements, il est constatée une diminution du nombre de bénéficiaires payés. La dépense 2022 s'est élevée à 31.92 M€.
- Les frais de séjour des personnes âgées diminuent de 9,0 % et la dépense s'établit à un montant de 23,03 M€, du fait d'une baisse du nombre de bénéficiaires payés en unités de soins longue durée (USLD). Le nombre de bénéficiaires payés s'élève à 7 798 en 2022 contre 8 595 en 2021.
- Par ailleurs, les dépenses relatives au forfait de la carte améthyste s'élèvent à 22,2 M€ au titre de l'année 2022 contre 21,6 M€ en 2021. Le montant de ces dépenses enregistre une baisse de 2,7 % et de 0,59 M€ par rapport à 2021. Le nombre de bénéficiaires s'est élevé à 47 020 au titre de l'année 2022 contre 45 772 en 2021. Cette augmentation est principalement due à une reprise progressive des demandes à l'issue de la période Covid.

Afin de maintenir une aide spécifique à destination des retraités imposables val-de-marnais, le Département a décidé de mettre en place une aide de 60 € à destination des titulaires du Navigo sénior proposé par la Région, sous réserve de son utilisation pendant une période de six mois minimum. Ouverte en juillet 2020, cette allocation a bénéficié en 2022 à 768 usagers pour un budget de 46 080 €.

Personnes âgées en M€		2017	2018	2019	2020	2021	2022
APA à domicile	BP	51,63	49,84	49,52	50,23	50,80	56,76
	CA	50,37	49,47	49,79	50,93	51,27	57,32
	% évolution	3,8%	-1,8%	0,7%	2,3%	0,7%	11,8%
	% exécution	97,6%	99,3%	100,5%	101,4%	100,9%	101,0%
APA en établissement	BP	35,43	35,09	35,77	34,50	34,56	33,53
	CA	34,89	35,66	34,52	33,32	33,37	31,92
	% évolution	-4,8%	2,2%	-3,2%	-3,5%	0,2%	-4,3%
	% exécution	98,5%	101,6%	96,5%	96,6%	96,6%	95,2%
Frais de séjour en établissements pour personnes âgées	BP	29,39	25,42	25,25	25,04	25,09	25,43
	CA	25,82	25,11	24,88	26,57	25,32	23,03
	% évolution	-17,9%	-2,8%	-0,9%	6,8%	-4,7%	-9,0%
	% exécution	87,8%	98,7%	98,5%	106,1%	100,9%	90,5%
Mobilité des personnes âgées (carte s améthyste, allocations taxi)	BP	20,72	26,66	26,65	25,77	23,92	22,30
	CA	21,65	24,90	26,82	23,68	21,73	22,31
	% évolution	3,5%	15,0%	7,7%	-11,7%	-8,2%	2,7%
	% exécution	104,5%	93,4%	100,6%	91,9%	90,8%	100,1%
Autres actions en faveur des personnes âgées	BP	6,60	7,92	6,24	7,03	6,15	6,50
	CA	5,22	5,84	5,18	8,10	5,06	5,83
	% évolution	10,0%	12,0%	-11,3%	56,3%	-37,5%	15,1%
	% exécution	79,1%	73,8%	83,1%	115,3%	82,3%	89,7%
<b>Total BP des dépenses</b>		<b>143,77</b>	<b>144,92</b>	<b>143,42</b>	<b>142,57</b>	<b>140,52</b>	<b>144,52</b>
<b>Total CA des dépenses</b>		<b>137,95</b>	<b>140,98</b>	<b>141,19</b>	<b>142,60</b>	<b>136,74</b>	<b>140,41</b>
<b>% évolution des dépenses</b>		<b>-3,0%</b>	<b>2,2%</b>	<b>0,2%</b>	<b>1,0%</b>	<b>-4,1%</b>	<b>2,7%</b>
<b>% exécution des dépenses</b>		<b>95,9%</b>	<b>97,3%</b>	<b>98,4%</b>	<b>100,0%</b>	<b>97,3%</b>	<b>97,2%</b>

- **Les personnes en situation de handicap**

Les dépenses en faveur des personnes en situation de handicap ont représenté en 2022 un volume de 146,55 M€, hors dépenses de personnel, en progression de 2,3 %.

- L'hébergement des personnes en situation de handicap continue de constituer le premier poste de dépenses avec 88,8 M€ en 2022. Après une baisse continue en 2019 et 2020, il est en progression de 1,23 M€ et de 1,4 % par rapport à 2021. Cette évolution résulte d'une augmentation des coûts moyens payés dans les établissements.
- L'allocation compensatrice pour tierce personne (ACTP) baisse de 3,7 % en 2022 en raison de l'extinction progressive de ce dispositif, avec 1 532 bénéficiaires disposant de droits ouverts au 31 décembre 2022 contre 1 601 en 2021. Elle recouvre encore une dépense de 10,14 M€.
- Les dépenses afférentes à la prestation de compensation du handicap (PCH) augmentent de 15,1 % en 2022 pour s'établir à 34,9 M€ contre 30,4 M€ en 2021. Le nombre de bénéficiaires ayant un droit ouvert à la PCH est passé de 3 570 fin 2021 à 3 841 fin 2022. Cette hausse résulte également de l'augmentation du nombre de bénéficiaires en paiement à la personne et de la mise en place à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2021 de la PCH parentalité (1,5 M€ en 2022).

Le montant moyen du plan de compensation est passé de 916 € en 2021 à 946 € mensuels en 2022. Il est à noter qu'entre les 1<sup>er</sup> janvier 2021 et 2022, le nombre de personnes ayant au moins un droit ouvert à la MDPH a été porté de 106 390 à 111 000, soit 4 610 bénéficiaires de plus, ce qui constitue un marqueur de l'activité toujours croissante de cette entité.

- Le nombre d'abonnés bénéficiant du service de transport adapté à la demande, Filival, s'élève à 2 443, dont 321 nouveaux inscrits contre 203 en 2021.

Personnes en situation de handicap en M€		2017	2018	2019	2020	2021	2022
Prestation de compensation du handicap (PCH)	BP	26,86	28,29	28,57	28,18	28,33	33,71
	CA	26,24	27,13	27,91	28,21	30,36	34,94
	% évolution	-0,4%	3,4%	2,9%	1,1%	7,6%	15,1%
	% exécution	97,7%	95,9%	97,7%	100,1%	107,2%	103,6%
Allocation compensatrice pour tierce personne (ACTP)	BP	12,99	11,57	10,82	10,10	9,80	9,64
	CA	12,49	11,88	11,30	10,58	10,53	10,14
	% évolution	-1,3%	-4,9%	-4,9%	-6,4%	-0,5%	-3,7%
	% exécution	96,2%	102,7%	104,5%	104,7%	107,4%	105,2%
Frais d'hébergement des personnes handicapées	BP	88,72	91,16	91,01	89,14	80,77	86,02
	CA	90,82	92,60	91,21	86,53	87,62	88,85
	% évolution	0,9%	2,0%	-1,5%	-5,1%	1,3%	1,4%
	% exécution	102,4%	101,6%	100,2%	97,1%	108,5%	103,3%
Développement de l'offre de l'aide à domicile	BP	7,44	7,79	7,43	7,22	7,33	7,50
	CA	9,79	9,11	8,67	8,76	9,40	8,69
	% évolution	-0,3%	-6,9%	-4,8%	1,0%	7,4%	-7,6%
	% exécution	131,6%	116,9%	116,8%	121,2%	128,3%	115,9%
Aide à l'autonomie et aux déplacements	BP	3,51	0,16	0,39	0,29	0,29	0,29
	CA	3,32	3,36	3,43	2,30	3,40	3,72
	% évolution	-8,7%	1,0%	2,1%	-32,8%	47,4%	9,5%
	% exécution	94,7%	2 104,0%	880,1%	795,6%	1 172,7%	1 274,9%
Maison départementale des personnes handicapées	BP	4,26	4,63	0,11	0,11	0,06	0,08
	CA	4,28	4,66	0,11	0,11	0,06	0,08
	% évolution	1,7%	8,8%	-97,6%	-	-50,0%	45,5%
	% exécution	100,4%	100,6%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%
Autres actions	BP	2,10	5,69	5,45	5,77	5,39	6,23
	CA	0,21	0,20	0,23	0,71	1,88	0,13
	% évolution	117,3%	-7,3%	17,0%	205,7%	165,9%	-93,0%
	% exécution	10,1%	3,5%	4,2%	12,2%	34,8%	2,1%
<b>Total BP des dépenses</b>		<b>145,88</b>	<b>149,29</b>	<b>143,77</b>	<b>140,81</b>	<b>131,96</b>	<b>143,47</b>
<b>Total CA des dépenses</b>		<b>147,16</b>	<b>148,93</b>	<b>142,87</b>	<b>137,19</b>	<b>143,24</b>	<b>146,55</b>
<b>% évolution des dépenses</b>		<b>0,3%</b>	<b>1,2%</b>	<b>-4,1%</b>	<b>-4,0%</b>	<b>4,4%</b>	<b>2,3%</b>
<b>% exécution des dépenses</b>		<b>100,9%</b>	<b>99,8%</b>	<b>99,4%</b>	<b>97,4%</b>	<b>108,5%</b>	<b>102,1%</b>

- **La protection de l'enfance et de la jeunesse**

Les dépenses en faveur de l'aide sociale à l'enfance ont représenté en 2022 un volume de 152,64 M€ hors dépenses de personnel, et connaissent par rapport à l'exercice 2021 une baisse de 1,2%, qui fait suite à une progression de 0,5% au cours de l'exercice précédent. Elles intègrent la participation de 20,97 M€ du budget général au budget annexe des foyers de l'enfance (BAFE), en hausse de 1,9% par rapport à 2021.

La diminution générale des dépenses de protection de l'enfance et de la jeunesse résulte de l'évolution contrastée des principaux postes budgétaires suivants :

- Les dépenses relatives à l'hébergement et à l'accueil familial d'un montant de 104,9 M€ régressent (-2,0 % et -2,1 M€) par rapport à 2021. Cette diminution intègre :
  - ✓ celle de l'accueil familial facturé sur la base d'un prix de journée (placements familiaux associatifs – PFA) avec une diminution des dépenses de 1,8 M€, soit - 15 %. Le nombre de jeunes accueillis dans ce type de structures a baissé au cours de l'année 2022. Ils étaient 216 jeunes en moyenne en 2021 ; ils ne sont plus que 193 jeunes en 2022.
  - ✓ celle des hébergements hôteliers, avec une baisse des dépenses de 1 M€, soit - 51,7%. En effet, 81 jeunes en moyenne ont été hébergés à l'hôtel en 2021, contre 29 jeunes en moyenne en 2022.
- Les dépenses d'aide à la famille d'un montant de 9,52 M€ régressent de 12,0% soit - 1,30 M€. Cette baisse correspond pour partie à l'arrêt de l'élargissement ponctuel des critères appliqués dans le cadre du FUS lors de la pandémie pour soutenir les Val-de-Marnais en difficulté sur le volet économique.
- Les dépenses en faveur des actions éducatives et de prévention (10,56 M€) sont en hausse de 1,0% et de 0,1 M€ par rapport à 2021.

Les principales baisses évoquées ci-dessus se trouvent malgré tout atténuées par la relative stabilité, voire la hausse d'autres postes de dépenses. L'exercice 2022 aura en particulier enregistré une hausse de 41 % du nombre d'admissions de nouveaux mineurs non accompagnés (377 MNA ont été confiés à la DPEJ en 2022 contre 268 en 2021).

Protection de l'enfance et de la jeunesse en M€		2017	2018	2019	2020	2021	2022
Frais de séjour en établissements, en accueil familial et autres lieux	BP	92,09	86,47	84,57	88,56	84,83	91,12
	CA	90,34	94,36	101,37	106,18	107,00	104,87
	% évolution	-7,5%	4,4%	7,4%	4,7%	0,8%	-2,0%
	% exécution	98,1%	109,1%	119,9%	119,9%	126,1%	115,1%
Aides à la famille et à l'enfance	BP	11,14	10,33	10,04	8,80	8,82	7,33
	CA	10,69	9,83	10,25	10,37	10,81	9,52
	% évolution	-10,4%	-8,0%	4,3%	1,2%	4,3%	-12,0%
	% exécution	96,0%	95,2%	102,1%	117,8%	122,6%	129,9%
Actions éducatives et de prévention	BP	5,73	0,41	0,47	0,55	0,60	0,47
	CA	16,78	11,27	10,77	11,18	10,45	10,56
	% évolution	2,3%	-32,8%	-4,5%	3,8%	-6,5%	1,0%
	% exécution	292,9%	2 748,8%	2 290,8%	2 032,2%	1 742,2%	2 261,4%
Budget annexe des foyers de l'enfance - participation d'équilibre	BP	-	-	19,97	20,07	21,55	22,29
	CA	-	-	19,00	20,05	20,57	20,97
	% évolution	-	-	-	5,5%	2,6%	1,9%
	% exécution	-	-	95,2%	99,9%	95,5%	94,1%
Autres actions de protection de l'enfance et de la jeunesse	BP	23,99	34,21	31,89	32,47	33,03	30,76
	CA	13,29	11,66	8,31	6,04	5,72	6,73
	% évolution	14,1%	-12,3%	-28,8%	-27,3%	-5,2%	17,6%
	% exécution	55,4%	34,1%	26,0%	18,6%	17,3%	21,9%
<b>Total BP des dépenses</b>		<b>132,96</b>	<b>131,41</b>	<b>146,94</b>	<b>150,46</b>	<b>148,83</b>	<b>151,96</b>
<b>Total CA des dépenses</b>		<b>131,10</b>	<b>127,12</b>	<b>149,69</b>	<b>153,82</b>	<b>154,56</b>	<b>152,64</b>
<b>% évolution des dépenses</b>		<b>-4,7%</b>	<b>-3,0%</b>	<b>17,8%</b>	<b>2,8%</b>	<b>0,5%</b>	<b>-1,2%</b>
<b>% exécution des dépenses</b>		<b>98,6%</b>	<b>96,7%</b>	<b>101,9%</b>	<b>102,2%</b>	<b>103,9%</b>	<b>100,4%</b>

- **La prévention médico-sociale**

Les dépenses en faveur de la protection maternelle et infantile ainsi que de la prévention santé ont représenté en 2022 un volume de 8,26 M€ hors dépenses de personnel, en baisse de 3,6%.

Le financement des centres de protection maternelle et infantile-planification et éducation familiale, qui recouvre les consultations pédiatriques pour les enfants âgés de 0 à 6 ans, les consultations de gynécologie et le suivi de grossesse, réalisés dans l'un des centres de PMI conventionnés, est en diminution de 9,7 % par rapport à 2021. Cette diminution s'explique par la poursuite du transfert progressif des missions de PMI assurées par les équipes de la Caisse primaire d'assurance maladie du Val-de-Marne au Conseil départemental ainsi qu'une baisse de l'achat de vaccins et des prestations d'interprétariat mieux maîtrisées.

L'enveloppe budgétaire est minorée des montants des rémunérations des professionnels qui intervenaient par délégation (un poste de puéricultrice. Cette opération de transfert est cependant neutre pour le Département puisqu'un crédit correspondant au montant de cette rémunération est prise en charge au titre de la masse salariale pour rémunérer ces personnels dans le cadre de la départementalisation des postes.

Prévention médico-sociale en M€		2017	2018	2019	2020	2021	2022
PMI et planification familiale	BP	10,40	10,05	9,80	9,34	8,94	8,59
	CA	9,37	9,37	8,90	8,46	8,28	7,93
	% évolution	-5,5%	0,1%	-5,0%	-4,9%	-2,2%	-4,3%
	% exécution	90,0%	93,2%	90,8%	90,6%	92,6%	92,3%
Prévention et éducation pour la santé	BP	0,37	0,44	0,51	0,43	0,43	0,39
	CA	0,41	0,43	0,40	0,33	0,29	0,33
	% évolution	13,1%	3,1%	-5,0%	-18,6%	-12,7%	16,2%
	% exécution	112,9%	96,0%	79,3%	76,5%	67,2%	85,8%
<b>Total BP des dépenses</b>		<b>10,77</b>	<b>10,49</b>	<b>10,31</b>	<b>9,77</b>	<b>9,37</b>	<b>8,98</b>
<b>Total CA des dépenses</b>		<b>9,78</b>	<b>9,80</b>	<b>9,30</b>	<b>8,79</b>	<b>8,57</b>	<b>8,26</b>
<b>% évolution des dépenses</b>		<b>-4,8%</b>	<b>0,2%</b>	<b>-5,0%</b>	<b>-5,5%</b>	<b>-2,5%</b>	<b>-3,6%</b>
<b>% exécution des dépenses</b>		<b>90,8%</b>	<b>93,3%</b>	<b>90,2%</b>	<b>90,0%</b>	<b>91,5%</b>	<b>92,0%</b>

- **Les crèches**

En 2022, les dépenses directes en faveur des crèches se sont élevées à 5,93 M€ (hors dépenses de personnel), en régression par rapport à 2021 avec -5,4 % et -0,34 M€ ce qui reflète d'un fort travail pour contenir les dépenses.

Par ailleurs, l'année 2022 a également été marquée par un léger recul de l'activité. Ce léger recul de l'activité résulte de plusieurs points :

- ✓ Du fait des cas de Covid+ parmi les personnels départementaux et les enfants accueillis en crèche, des réductions d'amplitude horaire et des fermetures de section ont été ponctuellement nécessaires pour respecter les consignes sanitaires et assurer un accueil conforme aux taux d'encadrement réglementaires.
- ✓ Des fermetures de crèches en raison de travaux de rénovation / reconstruction / d'agrandissement ont dû être mises en place.
- ✓ Le nombre de postes vacants a fortement augmenté (211 en moyenne en 2022 ; 154 en 2021). Ces difficultés de recrutement se sont traduites par la baisse du nombre d'enfants accueillis, notamment sur des territoires en tension.

- ✓ Les dépenses d'alimentation sont en hausse (+15,5%), soit +0,18 M€ en raison de la mise en œuvre de la loi Egalim qui impose à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2022 de réaliser des achats de produits à 50% biologiques ou labélisés.
- ✓ Les dépenses relatives aux prestations d'intérim sont en progression par rapport à l'année précédente et atteignent le niveau le plus élevé constaté sur les cinq dernières années (1,63 M€). Ces prestations extérieures représentent une alternative pour compenser les difficultés de recrutement et d'absentéisme rencontrées dans le secteur de la petite enfance et assurer la continuité de service.

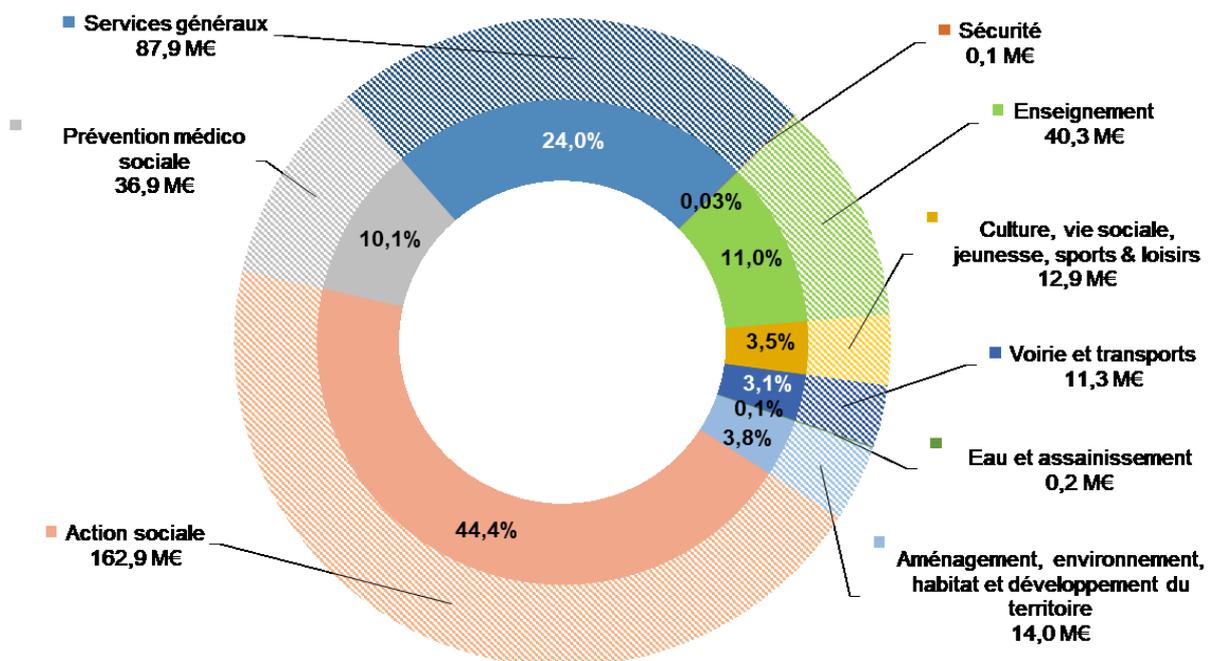
Crèches en M€		2017	2018	2019	2020	2021	2022
<b>Alimentation</b>	BP	1,54	1,56	1,40	1,27	1,23	1,53
	CA	1,46	1,33	1,19	0,79	1,19	1,37
	% évolution	-1,1%	-8,7%	-10,4%	-33,8%	50,5%	15,5%
	% exécution	94,8%	85,4%	85,3%	62,1%	96,6%	89,5%
<b>Autres achats de fournitures</b>	BP	0,97	0,98	0,99	0,92	0,89	0,82
	CA	0,85	0,83	0,82	0,63	0,81	0,72
	% évolution	2,2%	-3,1%	-1,1%	-22,9%	27,8%	-10,1%
	% exécution	88,2%	84,5%	82,8%	68,6%	90,9%	88,5%
<b>Prestations d'interimaires</b>	BP	0,96	0,96	1,00	1,28	1,24	1,20
	CA	0,95	1,07	1,19	0,55	1,40	1,63
	% évolution	27,2%	12,6%	11,3%	-53,7%	155,6%	15,8%
	% exécution	98,5%	111,0%	118,6%	42,7%	113,1%	135,4%
<b>Entretien et réparations dans les bâtiments et entretien des terrains</b>	BP	1,56	1,48	1,48	1,52	1,50	1,61
	CA	1,63	1,43	1,29	1,38	1,53	1,54
	% évolution	1,2%	-12,5%	-9,2%	6,8%	10,6%	0,8%
	% exécution	104,7%	96,3%	87,5%	91,2%	101,6%	95,7%
<b>Autres dépenses</b>	BP	0,68	0,59	0,65	0,64	0,77	0,71
	CA	0,77	0,41	0,54	0,53	1,35	0,67
	% évolution	15,6%	-46,9%	31,0%	-1,6%	155,8%	-50,2%
	% exécution	113,8%	68,9%	82,5%	82,8%	176,1%	95,0%
<b>Total BP des dépenses</b>		<b>5,70</b>	<b>5,57</b>	<b>5,51</b>	<b>5,62</b>	<b>5,62</b>	<b>5,87</b>
<b>Total CA des dépenses</b>		<b>5,65</b>	<b>5,06</b>	<b>5,03</b>	<b>3,88</b>	<b>6,27</b>	<b>5,93</b>
<b>% évolution des dépenses</b>		<b>6,1%</b>	<b>-10,6%</b>	<b>-0,6%</b>	<b>-22,9%</b>	<b>61,8%</b>	<b>-5,4%</b>
<b>% exécution des dépenses</b>		<b>99,3%</b>	<b>90,8%</b>	<b>91,1%</b>	<b>68,9%</b>	<b>111,5%</b>	<b>101,1%</b>

### 1.1.2. Des dépenses de personnel en augmentation modérée

Les dépenses de personnel, hors frais de fonctionnement des groupes d'élus, s'élèvent à 366,45 M€ en 2022, en augmentation de 2,7 % par rapport à 2021. Elles représentent 25,2 % des dépenses totales de fonctionnement contre 24,7% en 2021 et demeurent donc stables au regard des autres dépenses de fonctionnement.

Reflétant le poids des dépenses d'action sociale et médico-sociale dans le budget départemental, les effectifs affectés à ces politiques publiques recouvrent le principal poste de dépenses de personnel avec 44,4%.

### Dépenses de personnel par politique au CA 2022



Comme indiqué précédemment, l'évolution des dépenses de personnel repose principalement sur l'application du Ségur de la santé, la hausse du SMIC et l'augmentation de la valeur du point d'indice.

Dépenses de personnel en M€		2017	2018	2019	2020	2021	2022
Rémunérations du personnel titulaire	BP	223,21	225,29	214,71	214,63	212,47	213,34
	CA	219,55	217,11	207,94	206,77	206,94	210,24
	% évolution	-0,5%	-1,1%	-4,2%	-0,6%	0,1%	1,6%
	% exécution	98,4%	96,4%	96,8%	96,3%	97,4%	98,5%
Rémunérations des assistantes maternelles	BP	16,92	17,07	17,39	18,92	22,69	22,63
	CA	15,88	16,57	17,81	21,06	21,40	23,60
	% évolution	5,1%	4,3%	7,5%	18,2%	1,6%	10,3%
	% exécution	93,9%	97,1%	102,4%	111,3%	94,3%	104,3%
Rémunérations du personnel non titulaire	BP	24,94	26,98	27,38	30,73	33,35	34,93
	Total Inscrits	26,73	28,11	28,28	30,89	32,05	34,81
	CA	27,03	29,71	29,72	32,71	33,94	36,03
	% évolution	10,2%	9,9%	0,0%	10,1%	3,8%	6,2%
% exécution	108,4%	110,1%	108,5%	106,4%	101,8%	103,2%	
Rémunérations du personnel rémunéré à la vacation	BP	0,25	0,25	0,25	0,26	0,26	0,26
	CA	0,27	0,23	0,17	0,15	0,14	0,13
	% évolution	7,1%	-17,0%	-23,6%	-11,5%	-11,1%	-5,8%
	% exécution	107,2%	89,0%	67,9%	59,6%	53,0%	49,9%
Emplois aidés	BP	1,08	1,08	0,09	0,04	0,04	0,04
	CA	0,98	0,23	0,06	0,01	0,01	-
	% évolution	-10,1%	-76,3%	-75,5%	-80,2%	-47,2%	-
	% exécution	90,5%	21,5%	64,1%	30,6%	16,1%	-
Rémunérations des apprentis	BP	1,00	1,00	1,11	1,11	1,11	1,13
	CA	1,05	1,08	1,11	1,01	1,20	1,57
	% évolution	-9,8%	2,9%	2,9%	-8,9%	19,1%	30,1%
	% exécution	105,2%	107,8%	99,6%	90,7%	108,0%	139,2%
Charges sociales	BP	89,92	90,55	84,90	84,60	87,22	88,21
	CA	90,57	87,00	84,02	84,12	84,36	85,81
	% évolution	1,1%	-3,9%	-3,4%	0,1%	0,3%	1,7%
	% exécution	100,7%	96,1%	99,0%	99,4%	96,7%	97,3%
Impôts, taxes et versements sur rémunérations	BP	7,26	7,68	7,55	8,46	8,74	8,75
	CA	7,48	7,79	8,04	8,08	8,74	9,05
	% évolution	3,7%	4,2%	3,2%	0,4%	8,2%	3,6%
	% exécution	103,0%	101,5%	106,6%	95,5%	99,9%	103,5%
Autre personnel extérieur	BP	0,49	0,43	0,44	0,06	0,06	0,06
	CA	0,20	0,04	0,07	0,04	0,15	0,03
	% évolution	-54,5%	-81,3%	96,5%	-40,0%	248,7%	-79,7%
	% exécution	40,3%	8,6%	16,5%	79,6%	277,4%	56,4%
<b>Total BP des dépenses</b>		<b>365,08</b>	<b>370,34</b>	<b>353,82</b>	<b>358,81</b>	<b>365,94</b>	<b>369,33</b>
<b>Total CA des dépenses</b>		<b>363,02</b>	<b>359,76</b>	<b>348,94</b>	<b>353,96</b>	<b>356,86</b>	<b>366,45</b>
<b>% évolution des dépenses</b>		<b>0,8%</b>	<b>-0,9%</b>	<b>-3,0%</b>	<b>1,4%</b>	<b>0,8%</b>	<b>2,7%</b>
<b>% exécution des dépenses</b>		<b>99,4%</b>	<b>97,1%</b>	<b>98,6%</b>	<b>98,7%</b>	<b>97,5%</b>	<b>99,2%</b>

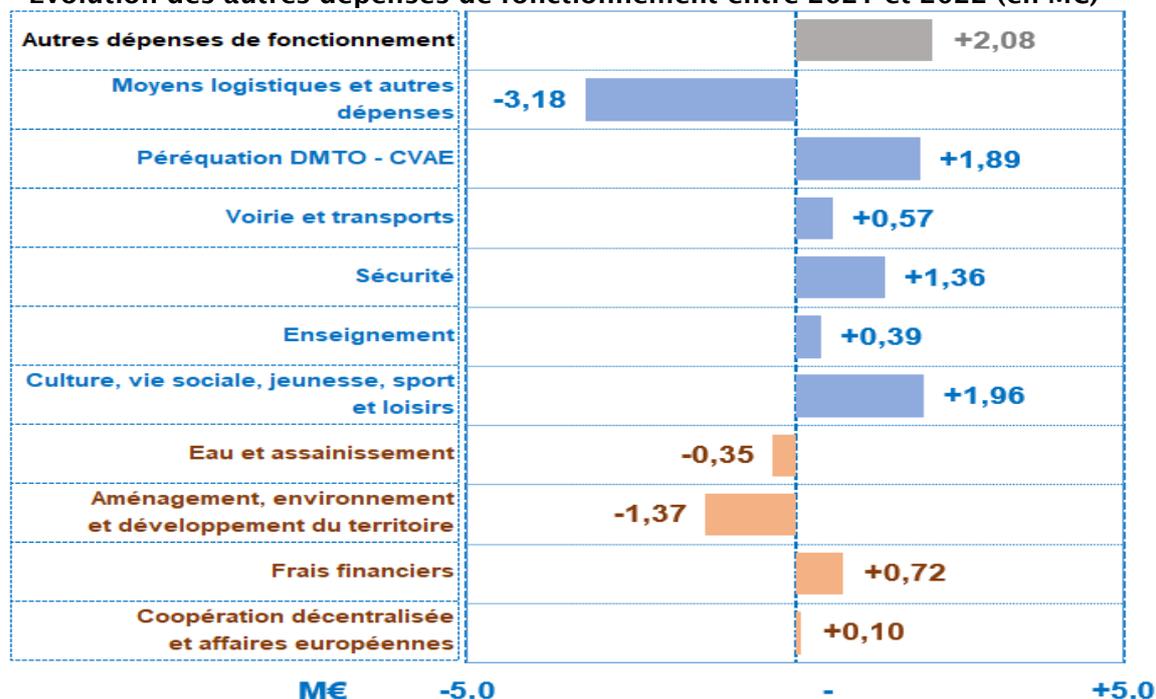
### 1.1.3. D'autres dépenses de fonctionnement globalement à la hausse

Les autres dépenses d'un montant de 317,95 M€ enregistrent globalement une hausse de 0,7% et de 2,08 M€ en 2022 par rapport à 2021. Hormis les dépenses de péréquation et obligatoires comme la participation au fonctionnement de la Brigade des sapeurs-pompiers de Paris, cette hausse se concentre sur les crédits affectés au sport et aux loisirs. Elles correspondent à une augmentation consécutive à la reprise d'activité des villages vacances et des animations sportives à la sortie de la pandémie de la Covid-19.

### Évolution des autres dépenses de fonctionnement aux comptes administratifs depuis 2016 (en M€)

	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
<b>Autres dépenses de fonctionnement</b>	<b>295,40</b>	<b>300,29</b>	<b>299,27</b>	<b>301,21</b>	<b>317,44</b>	<b>315,87</b>	<b>317,95</b>
Moyens logistiques et autres dépenses	56,56	64,90	60,76	59,75	67,40	68,66	65,48
Voirie et transports	44,31	44,21	44,39	44,84	45,31	45,71	46,28
Eau et assainissement	17,64	17,67	17,37	17,37	18,16	19,45	19,10
Aménagement, environnement et développement du territoire	22,17	20,29	16,59	16,69	15,40	16,80	15,43
Enseignement	32,36	31,95	31,72	32,21	33,84	35,38	35,77
Sécurité	32,11	33,15	34,08	35,00	36,34	37,84	39,20
Culture, vie sociale, jeunesse, sport et loisirs	38,70	37,29	36,44	36,45	34,54	32,63	34,59
Coopération décentralisée et affaires européennes	1,02	0,93	1,09	1,16	0,44	0,33	0,43
Frais financiers	16,06	15,86	15,58	14,99	13,83	13,53	14,25
Péréquation DMTO - CVAE	34,38	34,03	41,26	42,75	52,17	45,53	47,43

### Évolution des autres dépenses de fonctionnement entre 2021 et 2022 (en M€)



- **Les charges à caractère général**

En 2022, les charges à caractère général se sont élevées à 65,48 M€ hors dépenses de personnel, en baisse de 4,6% et 3,18 M€ par rapport à 2021. Hors dotations aux provisions pour litiges réalisées à hauteur de 2,5 M€ en 2022, les autres charges à caractère général sont en baisse de 1,21 M€, soit de 1,9% par rapport à 2021.

Hors dotations aux provisions, les charges à caractère général sont principalement composées :

- des frais locatifs et d'assurances (9,38 M€) qui progressent de 2,4 % sous l'effet notamment des dépenses d'assurance dommage-ouvrage au titre des opérations soldées ou nouvelles (crèche d'Orly, PMI d'Orly, crèche de Fontenay-sous-Bois, collèges de Ivry-sur-Seine le plateau et Villeneuve-Le-Roi, bâtiment Eiffel, etc..)
- des frais d'entretien, de réparation, de nettoyage et de gardiennage (12,59 M€) qui augmentent de 6,6% par rapport à 2021. Cette hausse (+0,78 M€) découle principalement de frais de gardiennage de propriétés à Villejuif et Vitry-sur-Seine, du domaine Chérioux, du site des archives
- des achats de matières et de fournitures (9,26 M€) en recul de 3,6%, par rapport à 2021. Ce repli confirme le retour à la normale du niveau de ces dépenses amorcées en 2021 après l'augmentation exceptionnelle de 2020 liée à la crise sanitaire (achat de masques, produits d'hygiène, etc..).
- de la contribution au budget annexe de restauration (9,46 M€) qui progresse de 15,4% par rapport à l'exercice 2021.
- des frais de communication, de relations publiques et de documentation (3,9 M€) en baisse de 13,4 % par rapport à 2021, et connaissent leur niveau le plus bas de ces 6 dernières années. S'agissant des dépenses de communication stricto sensu, elles sont en diminution (- 0,47 M€) par rapport à 2021 en raison de la réorientation de l'achat d'espace dans la presse et à la réduction du nombre de numéros de magazines distribués aux Val-de-marnais (8 contre 11 auparavant). Le poste relatif aux dépenses de formation est en baisse (- 0,12 M€) en l'absence de l'effet de rattrapage rencontré en 2021 en raison du contexte de restrictions sanitaires de l'exercice 2020.
- des études, prestations de service et honoraires (4,27 M€) qui intègrent une diminution liée notamment aux frais de contentieux
- de diverses autres dépenses qui incluent notamment les autres subventions et participations, les cotisations versées à des organismes, le coût des créances admises en non-valeur, ainsi que les dépenses exceptionnelles. Sur l'exercice 2022, ces dépenses baissent de 25,7 % par rapport 2021, soit - 4,2 M€. Cette baisse est principalement liée à l'évolution de deux postes de dépenses :
  - ✓ les dépenses exceptionnelles ont retrouvées un niveau d'exécution habituel. En effet lors de l'exercice précédent, le Département avait versé une indemnité exceptionnelle d'un montant de 3,8 M€ dans le cadre de la gestion de l'assiette foncière du parc des Lilas à Vitry-sur-Seine.
  - ✓ la provision pour dépréciation des actifs circulants qui a dû être réajustée à la baisse pour 1,3 M€ eu égard à la variation des restes à recouvrer.

Moyens logistiques et autres dépenses en M€		2017	2018	2019	2020	2021	2022
Frais locatifs et assurances	BP	7,85	8,58	8,58	9,10	9,54	10,15
	CA	8,42	8,51	8,62	8,26	9,16	9,38
	% évolution	-0,4%	1,0%	1,4%	-4,2%	11,0%	2,4%
	% exécution	107,2%	99,2%	100,5%	90,7%	96,0%	92,4%
Entretien, réparations, nettoyage et gardiennage	BP	8,10	10,07	11,00	11,13	11,12	13,02
	CA	8,36	9,62	11,04	10,56	11,81	12,59
	% évolution	4,3%	15,1%	14,7%	-4,4%	11,8%	6,6%
	% exécution	103,2%	95,6%	100,4%	94,9%	106,2%	96,7%
Études, prestations de service et honoraires	BP	5,34	5,50	5,61	5,82	5,72	5,43
	CA	5,46	5,13	5,67	4,42	4,51	4,27
	% évolution	-5,5%	-5,9%	10,5%	-22,0%	1,9%	-5,2%
	% exécution	102,2%	93,3%	101,2%	76,0%	78,9%	78,7%
Communication, relations publiques et documentation	BP	5,66	5,72	5,49	5,61	5,39	4,64
	CA	5,50	5,27	5,30	4,10	4,55	3,94
	% évolution	4,2%	-4,1%	0,5%	-22,6%	10,9%	-13,4%
	% exécution	97,1%	92,2%	96,5%	73,1%	84,4%	84,8%
Achat de matières et de fournitures	BP	10,37	10,77	9,96	9,69	8,97	10,08
	CA	9,47	9,57	9,22	16,07	9,60	9,26
	% évolution	-2,2%	1,0%	-3,7%	74,3%	-40,2%	-3,6%
	% exécution	91,3%	88,8%	92,5%	165,8%	107,0%	91,9%
Contribution au budget annexe de restauration	BP	6,86	6,94	7,24	7,75	8,22	9,86
	CA	6,69	6,82	7,40	7,42	8,20	9,46
	% évolution	1,4%	1,9%	8,6%	0,3%	10,5%	15,4%
	% exécution	97,5%	98,2%	102,2%	95,7%	99,7%	95,9%
Contribution au budget annexe du laboratoire départemental de santé environnementale (BALDSE)	BP	1,30	1,30	1,32	1,33	1,18	1,44
	CA	1,14	1,14	1,03	1,14	1,14	1,07
	% évolution	1,6%	-	-9,6%	10,3%	0,7%	-6,5%
	% exécution	88,0%	87,4%	78,0%	85,4%	96,7%	74,2%
Autres charges de gestion courante	BP	3,30	4,07	3,65	3,62	3,11	4,52
	CA	3,61	3,90	2,75	4,05	3,18	4,23
	% évolution	20,7%	8,1%	-29,5%	47,1%	-21,4%	33,0%
	% exécution	109,5%	96,0%	75,5%	111,8%	102,2%	93,6%
Frais postaux	BP	3,12	2,65	2,65	2,60	2,43	2,63
	CA	2,86	2,75	2,57	2,38	2,56	2,45
	% évolution	-5,8%	-3,9%	-6,3%	-7,7%	7,8%	-4,3%
	% exécution	91,7%	103,8%	97,1%	91,3%	105,4%	93,3%
Autres charges exceptionnelles	BP	0,11	0,09	0,15	0,74	0,17	0,20
	CA	0,15	0,06	0,08	0,28	3,80	0,16
	% évolution	139,4%	-60,3%	45,5%	234,5%	1 237,1%	-95,9%
	% exécution	129,3%	64,8%	57,1%	38,5%	2 188,7%	80,0%
Dotations aux provisions (risques ou charges exceptionnelles)	BP	0,50	0,23	-	1,35	0,15	3,83
	CA	7,50	2,23	-	1,35	4,50	2,53
	% évolution	-	-70,3%	-	-	232,6%	-43,8%
	% exécution	1 500,0%	985,6%	-	-	-	-
Indemnités et fonctionnement des groupes d'élus	BP	3,32	3,33	3,34	3,36	3,36	3,36
	CA	3,25	3,24	3,26	3,20	3,35	3,36
	% évolution	2,0%	-0,3%	0,7%	-1,9%	4,7%	0,4%
	% exécution	97,9%	97,2%	-	-	-	-
Autres dépenses	BP	2,91	3,08	2,91	2,94	3,94	4,20
	CA	2,51	2,53	2,80	4,18	2,31	2,79
	% évolution	5,5%	0,8%	10,8%	49,2%	-44,7%	20,7%
	% exécution	86,1%	82,0%	96,3%	142,1%	58,6%	66,3%
<b>Total BP des dépenses</b>		<b>58,74</b>	<b>62,32</b>	<b>61,89</b>	<b>65,04</b>	<b>63,31</b>	<b>73,37</b>
<b>Total CA des dépenses</b>		<b>64,90</b>	<b>60,76</b>	<b>59,75</b>	<b>67,40</b>	<b>68,66</b>	<b>65,48</b>
<b>% évolution des dépenses</b>		<b>14,8%</b>	<b>-6,4%</b>	<b>-1,7%</b>	<b>12,8%</b>	<b>1,9%</b>	<b>-4,6%</b>
<b>% exécution des dépenses</b>		<b>110,5%</b>	<b>97,5%</b>	<b>96,5%</b>	<b>103,6%</b>	<b>108,5%</b>	<b>89,2%</b>

- **Les réseaux et les infrastructures**

- **La voirie et les transports**

En 2022, les dépenses de voirie et de transports se sont élevées à 46,28 M€ hors dépenses de personnel, en augmentation de 1,2 % par rapport à 2021.

Le montant alloué à l'entretien et aux réparations du réseau routier est de 4,18 M€, en baisse de 2,1 %. La participation du Département au fonctionnement d'Île-de-France Mobilités a été portée de 39,56 M€ en 2021 à 40,12 M€ en 2022, en hausse de 1,4% et 0,55 M€.

Les crédits relatifs aux autres dépenses d'un montant de 1,98 M€ sont en hausse de 0,10 M€ et de 5,3%. Cette évolution recouvre des régularisations comptables opérées au sein de la section de fonctionnement en lien avec les conditions d'éligibilité des dépenses au fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA).

Voirie et transports en M€		2017	2018	2019	2020	2021	2022
Entretien et réparations du réseau routier	BP	3,61	4,15	4,17	4,44	4,28	4,35
	CA	4,31	4,10	4,22	4,84	4,27	4,18
	% évolution	-2,0%	-5,0%	3,1%	14,6%	-11,9%	-2,1%
	% exécution	119,6%	98,8%	101,3%	108,9%	99,6%	96,1%
Participation au fonctionnement d'Île-de-France Mobilités	BP	38,18	38,49	38,85	39,04	39,68	40,12
	CA	38,10	38,41	38,85	39,29	39,56	40,12
	% évolution	0,8%	0,8%	1,1%	1,1%	0,7%	1,4%
	% exécution	99,8%	99,8%	100,0%	100,6%	99,7%	100,0%
Autres dépenses de fonctionnement	BP	2,12	2,05	1,97	1,91	1,90	2,05
	CA	1,80	1,88	1,77	1,18	1,88	1,98
	% évolution	-14,6%	4,8%	-6,0%	-33,3%	59,5%	5,4%
	% exécution	84,5%	91,6%	89,8%	61,8%	99,1%	96,7%
<b>Total BP des dépenses</b>		<b>43,91</b>	<b>44,69</b>	<b>44,98</b>	<b>45,40</b>	<b>45,87</b>	<b>46,52</b>
<b>Total CA des dépenses</b>		<b>44,21</b>	<b>44,39</b>	<b>44,84</b>	<b>45,31</b>	<b>45,71</b>	<b>46,28</b>
<b>% évolution des dépenses</b>		<b>-0,2%</b>	<b>0,4%</b>	<b>1,0%</b>	<b>1,1%</b>	<b>0,9%</b>	<b>1,2%</b>
<b>% exécution des dépenses</b>		<b>100,7%</b>	<b>99,3%</b>	<b>99,7%</b>	<b>99,8%</b>	<b>99,7%</b>	<b>99,5%</b>

- **L'eau et l'assainissement**

Ces dépenses s'élèvent à 19,10 M€ en 2022, en diminution de 1,8% et 0,35 M€ par rapport à 2021 (19,45 M€).

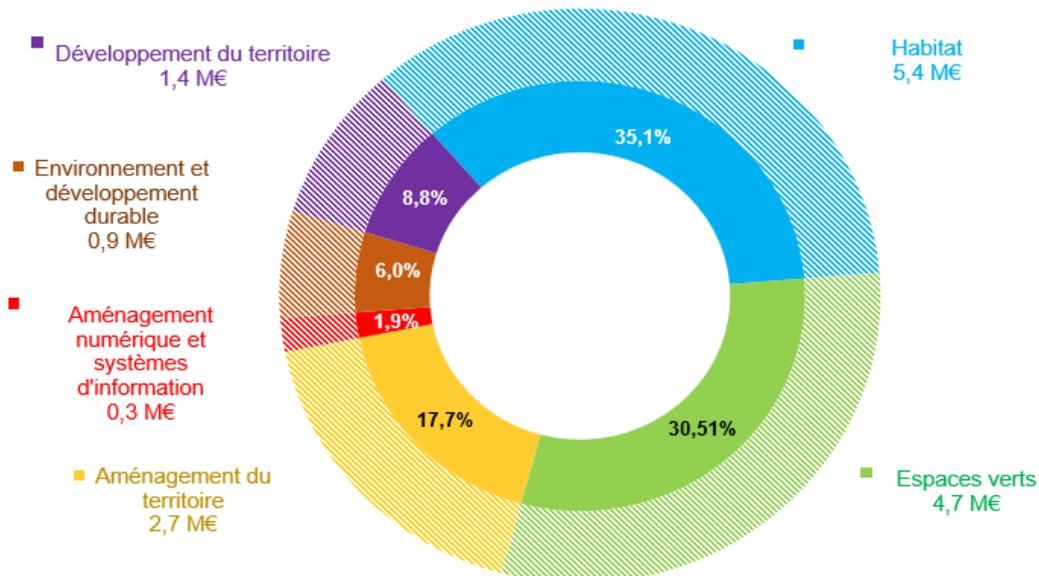
Cette évolution correspond principalement à la baisse des dépenses d'entretien et réparations du réseau d'assainissement et des perrés en l'absence d'évènements climatiques subis en 2022 nécessitant des interventions urgentes de sécurisation.

Eau et assainissement en M€		2017	2018	2019	2020	2021	2022
Entretien et réparations du réseau d'assainissement et des perrés	BP	0,86	0,75	0,78	0,78	0,77	0,86
	CA	0,85	0,80	0,83	0,84	1,32	0,91
	% évolution	-10,5%	-5,8%	3,8%	1,1%	58,0%	-31,3%
	% exécution	99,1%	107,2%	107,0%	108,2%	173,1%	105,7%
Contribution du budget général au budget annexe d'assainissement	BP	15,58	15,33	15,52	16,45	16,77	17,30
	CA	15,09	14,89	15,03	15,81	16,73	16,80
	% évolution	0,9%	-1,3%	0,9%	5,2%	5,8%	0,4%
	% exécution	96,9%	97,1%	96,9%	96,2%	99,8%	97,1%
Organisations de regroupement (syndicats mixtes)	BP	1,73	1,73	1,50	1,50	1,50	1,39
	CA	1,72	1,67	1,50	1,50	1,38	1,38
	% évolution	-	-3,4%	-10,0%	-	-7,7%	-
	% exécution	100,0%	96,6%	100,0%	100,0%	92,3%	100,0%
Autres dépenses de fonctionnement	BP	0,01	0,01	0,02	0,02	0,02	0,01
	CA	0,01	0,01	0,01	0,01	0,01	0,01
	% évolution	0,0%	-0,0%	-3,2%	-	9,4%	24,7%
	% exécution	99,3%	99,3%	48,7%	48,7%	53,3%	113,4%
<b>Total BP des dépenses</b>		<b>18,17</b>	<b>17,81</b>	<b>17,81</b>	<b>18,74</b>	<b>19,06</b>	<b>19,55</b>
<b>Total CA des dépenses</b>		<b>17,67</b>	<b>17,37</b>	<b>17,37</b>	<b>18,16</b>	<b>19,45</b>	<b>19,10</b>
<b>% évolution des dépenses</b>		<b>0,2%</b>	<b>-1,7%</b>	<b>0,0%</b>	<b>4,5%</b>	<b>7,1%</b>	<b>-1,8%</b>
<b>% exécution des dépenses</b>		<b>97%</b>	<b>98%</b>	<b>98%</b>	<b>97%</b>	<b>102%</b>	<b>98%</b>

- **L'aménagement, l'environnement, l'habitat et le développement du territoire**

Les secteurs de l'aménagement, l'environnement, l'habitat et le développement du territoire ont représenté en 2022 un montant de dépenses de 15,43 M€, en baisse de 8,1% et 1,37 M€. Ces dernières baissent principalement au titre du secteur de l'habitat.

**Aménagement, environnement, habitat et développement du territoire au CA 2022**



Aménagement, environnement et développement du territoire en M€		2017	2018	2019	2020	2021	2022
Logement	BP	7,97	7,31	6,96	6,97	7,00	6,85
	CA	7,22	6,80	6,81	5,49	6,37	5,42
	% évolution	-8,5%	-5,9%	0,2%	-19,4%	16,1%	-15,0%
	% exécution	90,6%	92,9%	97,9%	78,7%	91,0%	79,1%
Espaces verts	BP	4,14	4,02	4,02	4,18	4,09	4,68
	CA	4,00	4,01	3,96	4,19	4,49	4,71
	% évolution	-7,1%	0,3%	-1,4%	5,8%	7,1%	5,0%
	% exécution	96,8%	99,8%	98,4%	100,1%	109,7%	100,5%
Aménagement du territoire	BP	3,36	3,09	3,03	3,30	3,07	2,86
	CA	3,32	2,97	3,18	3,17	3,23	2,73
	% évolution	-9,4%	-10,5%	7,1%	-0,5%	2,1%	-15,7%
	% exécution	98,9%	96,2%	104,9%	95,9%	105,4%	95,3%
Aménagement numérique et systèmes d'information	BP	0,10	0,16	0,16	0,20	0,29	0,29
	CA	0,07	0,10	0,27	0,35	0,34	0,29
	% évolution	-6,6%	42,9%	155,1%	32,5%	-2,8%	-15,0%
	% exécution	73,4%	65,6%	167,2%	177,3%	118,9%	101,0%
Environnement et développement durable	BP	1,50	1,22	1,18	1,16	1,12	1,08
	CA	1,16	0,99	1,10	0,82	1,00	0,93
	% évolution	-30,6%	-14,8%	11,9%	-25,8%	21,8%	-6,7%
	% exécution	77,0%	80,8%	93,5%	70,6%	89,5%	86,2%
Sous-Total Aménagement et environnement	BP	17,07	15,81	15,35	15,82	15,56	15,76
	CA	15,78	14,87	15,32	14,02	15,43	14,07
	% évolution	-10,4%	-5,7%	3,0%	-8,5%	10,1%	-8,8%
	% exécution	92,4%	94,1%	99,8%	88,6%	99,2%	89,3%
Développement du territoire	BP	4,15	1,92	1,83	1,44	1,42	1,34
	CA	4,51	1,71	1,37	1,38	1,37	1,36
	% évolution	-0,9%	-62,0%	-19,9%	0,9%	-1,1%	-0,6%
	% exécution	108,8%	89,2%	74,9%	96,1%	96,7%	101,5%
<b>Total BP des dépenses</b>		<b>21,22</b>	<b>17,73</b>	<b>17,18</b>	<b>17,26</b>	<b>16,98</b>	<b>17,10</b>
<b>Total CA des dépenses</b>		<b>20,29</b>	<b>16,59</b>	<b>16,69</b>	<b>15,40</b>	<b>16,80</b>	<b>15,43</b>
<b>% évolution des dépenses</b>		<b>-8,5%</b>	<b>-18,2%</b>	<b>0,6%</b>	<b>-7,7%</b>	<b>9,1%</b>	<b>-8,1%</b>
<b>% exécution des dépenses</b>		<b>95,6%</b>	<b>93,6%</b>	<b>97,2%</b>	<b>89,2%</b>	<b>98,9%</b>	<b>90,3%</b>

○ **L'aménagement et l'environnement**

✓ **Le logement**

Le niveau des dépenses 2022 dans le domaine du logement est de 5,42 M€ en baisse de 15,0 % par rapport à 2021 soit - 0,95 M€. Un volume de 95,2 % des crédits 2022 a été consacré au soutien à l'accès et au maintien dans le logement au travers du fonds de solidarité habitat (FSH).

Les variations observées sont les suivantes :

- une baisse des aides au maintien dans le logement du FSH (- 14,9 % et + 0,91 M€) avec un niveau d'exécution des crédits inscrits au BP de 81,0 % contre 90,9 % en 2021. Les subventions au titre du maintien dans les lieux sont en diminution de 34 % et 0,54 M€ avec un niveau de réalisation également en baisse (65,3 % par rapport aux crédits inscrits au BP).

La baisse des recours aux aides du FSH constatée entre 2021 et 2022 traduit un recul du nombre des demandes d'aides. Les aides versées au titre du FSH visent notamment à soutenir les familles aux ressources modestes pour accéder à un logement, s'y maintenir en cas de dettes locatives et pour faire face aux impayés de factures d'électricité, de gaz et d'eau.

- Le soutien aux associations œuvrant dans le domaine de l'habitat est stable cette année avec un montant de 0,22 M€ soit un niveau de réalisation de 90,3 %, tandis que les dépenses de remises gracieuses ont enregistré une hausse.

#### ✓ Les espaces verts

Espaces verts en M€		2017	2018	2019	2020	2021	2022
Entretien des terrains	BP	2,70	2,63	2,63	2,81	2,61	2,93
	CA	2,68	2,72	2,62	2,84	2,92	3,04
	% évolution	-3,8%	1,3%	-3,7%	8,5%	2,7%	4,1%
	% exécution	99,3%	103,4%	99,7%	101,2%	111,9%	103,8%
Fournitures et petits équipements	BP	0,41	0,41	0,46	0,41	0,41	0,44
	CA	0,39	0,43	0,43	0,38	0,39	0,42
	% évolution	-8,1%	8,3%	1,4%	-13,2%	3,5%	7,6%
	% exécution	95,3%	104,5%	94,4%	91,9%	95,1%	96,2%
Autres dépenses	BP	1,02	0,98	0,93	0,97	1,07	1,32
	CA	0,92	0,87	0,91	0,97	1,18	1,25
	% évolution	-15,4%	-6,0%	4,2%	7,4%	21,5%	6,2%
	% exécution	90,6%	88,3%	96,9%	100,4%	110,0%	94,8%
<b>Total BP des dépenses</b>		<b>4,14</b>	<b>4,02</b>	<b>4,02</b>	<b>4,18</b>	<b>4,09</b>	<b>4,68</b>
<b>Total CA des dépenses</b>		<b>4,00</b>	<b>4,01</b>	<b>3,96</b>	<b>4,19</b>	<b>4,49</b>	<b>4,71</b>
<b>% évolution des dépenses</b>		<b>-7,1%</b>	<b>0,3%</b>	<b>-1,4%</b>	<b>5,8%</b>	<b>7,1%</b>	<b>5,0%</b>
<b>% exécution des dépenses</b>		<b>97%</b>	<b>100%</b>	<b>98%</b>	<b>100%</b>	<b>110%</b>	<b>101%</b>

Les dépenses de gestion et d'entretien des espaces verts s'élèvent à 4,71 M€, en hausse de 5,0% et 0,22 M€ par rapport à 2021 (4,49 M€).

Les dépenses réalisées dans les parcs départementaux progressent de 4,1% et représentent 64,5 % des dépenses de gestion et d'entretien, soit 3,04 M€. Elles recouvrent en particulier les interventions préventives du fait du changement climatique et de l'augmentation des surfaces. La hausse de 6,2 % des crédits relatifs aux autres dépenses concerne principalement :

- ✓ le recours à des agents de sécurité dans les parcs départementaux, afin de juguler les incivilités liées à la fréquentation, mais également pour éviter de nouvelles intrusions, notamment sur les parcs des Lilas, des Hautes bruyères et de la Plage bleue
- ✓ la location de matériel indispensable à l'entretien des parcs.

#### ✓ L'aménagement du territoire

Les dépenses d'aménagement du territoire sont en baisse de 15,7 % et représentent 17,72 % des dépenses du secteur, soit 2,73 M€. Elles correspondent aux projets d'aménagement, au développement de partenariat avec les aménageurs ainsi qu'à la participation aux dynamiques de territoire.

Le Département apporte son soutien au syndicat d'action foncière (SAF 94) en prenant en charge 50 % des intérêts d'emprunt. En 2022, on constate une hausse du niveau des bonifications des prêts de 0,06 M€. Cette hausse notable s'explique par le paiement d'échéances en attente de transmission depuis plusieurs exercices. Ce rattrapage induit une augmentation du nombre d'échéances et du montant des bonifications acquittées. La participation au fonctionnement du Conseil d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement (CAUE) est en baisse de 0,42 M€. Le Département a fixé le taux de la part départementale de la taxe d'aménagement (TAM) à 2,5 %. La répartition de ce taux s'établit à hauteur de 2,25 % pour le financement des espaces naturels sensibles et 0,25 % pour le financement du CAUE.

Par ailleurs, le Département a souhaité sécuriser le montant versé au CAUE afin de lui permettre de disposer de la visibilité nécessaire à la poursuite de son activité et de ses actions. Ainsi verse-t-il un montant annuel minimum de 1,2 M€ au CAUE, soit trois versements de 0,4 M€. Si le rendement de la taxe d'aménagement lui ouvre droit à un financement supérieur, un ajustement du montant déjà versé s'effectue en année n+1. Le montant versé en 2021 n'ayant à cet égard pas été suffisant, avec un montant de TAM perçu en 2021 inférieur de 28% à celui perçu en 2020, le Département a réalisé en 2022 un ajustement d'un montant de 0,08 M€ de son financement.

#### ✓ **L'aménagement numérique et les systèmes d'information**

Les dépenses relatives à l'aménagement numérique et aux systèmes d'information sont en baisse de 15,0% par rapport à 2021 et s'établissent à 0,29 M€. Malgré cette baisse, ces dépenses restent à un niveau supérieur à celui constaté jusqu'en 2019.

Le maintien du niveau de ces dépenses en 2022, alors même que la modernisation du réseau câblé est totalement achevée sur le territoire, s'explique principalement par les dépenses de maintenance du réseau très haut débit, des équipements de télé-sécurité et des frais de téléphonie mobiles.

#### ✓ **L'environnement et le développement durable**

Les dépenses consacrées à l'environnement et au développement durable sont en baisse de 6,7 % par rapport à 2021, soit -0,07 M€. Cette évolution est notamment en lien avec le démarrage en 2021 de la campagne des analyses de la qualité de l'air dans les collèges.

L'analyse des eaux destinées à la consommation humaine dans les bâtiments départementaux est régie par l'article L.1321-1 du code de la santé publique. De plus, l'arrêté du 1<sup>er</sup> février 2010 impose de contrôler annuellement la teneur en légionelles dans l'eau chaude sanitaire. Tous ces contrôles sont assurés par le Laboratoire départemental de santé environnementale. Le nombre d'analyse sur l'année 2022 s'élève à 2 639 contre 2 040 en 2021.

Par ailleurs la loi Grenelle 2, puis le décret n°2011-1728 du 2 décembre 2011 instaurent la surveillance obligatoire de la qualité de l'air intérieur dans les établissements recevant du public sensible. Ainsi en 2022 sont entrés dans le dispositif de surveillance de la qualité de l'air 25 collèges et 19 crèches.

#### • **L'enseignement**

En 2022, les dépenses du secteur de l'enseignement se sont élevées à 35,77 M€ hors dépenses de personnel, en progression de 1,1 % par rapport à 2021, soit +0,39 M€. Cette augmentation est principalement due aux variations suivantes :

- Avec un montant total de 15,59 M€, l'enveloppe allouée à la dotation de fonctionnement aux collèges publics augmente de 4,7% par rapport à 2021 (+0,70 M€). Il s'est en effet avéré nécessaire d'abonder les budgets des collèges dont les consommations de fluides ont été fortement impactées à la hausse dans un contexte inflationniste des coûts de l'énergie. Par ailleurs, cette dépense augmente également sous l'effet de l'ouverture du nouveau collège Nelson Mandela à Champigny-sur-Marne.
- L'enveloppe allouée à la dotation de fonctionnement aux collèges privés augmente de 0,9% par rapport à 2021 (+0,06 M€). Par un effet mécanique, cette dotation suit la même courbe d'évolution que celle relative aux collèges publics car elle s'appuie sur les mêmes critères de calcul (masse salariale, nombre de collèges...).

- L'aide à la demi-pension des collégiens recouvre une dépense globale de 3,12 M€ en augmentation de 7,8%. Cette évolution tient à la hausse de fréquentation de la restauration scolaire par les collégiens au sortir de la crise sanitaire.

Enseignement en M€		2017	2018	2019	2020	2021	2022
Dotation de fonctionnement aux collèges publics	BP	13,57	13,56	14,01	14,64	14,61	14,97
	CA	13,35	13,81	14,39	14,28	14,89	15,59
	% évolution	-5,6%	3,4%	4,2%	-0,8%	4,3%	4,7%
	% exécution	98,4%	101,8%	102,8%	97,5%	102,0%	104,1%
Dotation de fonctionnement aux collèges privés et forfait d'externat	BP	7,24	7,28	7,38	7,38	7,38	7,38
	CA	7,24	7,35	7,35	7,30	7,39	7,45
	% évolution	0,5%	1,5%	0,0%	-0,7%	1,2%	0,9%
	% exécution	100,0%	101,0%	99,6%	98,9%	100,1%	101,0%
Aide à la demi-pension	BP	2,92	2,91	2,90	2,90	2,90	2,93
	CA	3,25	2,89	3,44	2,79	2,89	3,12
	% évolution	13,5%	-11,1%	19,0%	-18,9%	3,7%	7,8%
	% exécution	111,4%	99,4%	118,7%	96,3%	99,8%	106,7%
Entretien et réparations dans les collèges	BP	4,24	4,02	4,02	3,92	3,88	3,88
	CA	4,85	4,50	3,98	4,62	4,68	4,67
	% évolution	6,7%	-7,2%	-11,5%	15,9%	1,4%	-0,1%
	% exécution	114,4%	112,1%	99,1%	117,8%	120,5%	120,3%
Enseignement supérieur	BP	0,03	0,03	0,18	0,18	0,18	0,15
	CA	0,02	0,11	0,14	0,15	0,13	0,14
	% évolution	5,7%	333,3%	29,1%	12,1%	-16,2%	6,9%
	% exécution	87,3%	385,3%	77,1%	86,4%	73,3%	89,6%
Autres dépenses de fonctionnement	BP	3,92	3,99	3,47	5,63	5,54	4,92
	CA	3,22	3,05	2,90	4,70	5,39	4,79
	% évolution	-9,7%	-5,2%	-4,9%	61,7%	14,8%	-11,2%
	% exécution	82,2%	76,7%	83,8%	83,4%	97,3%	97,3%
<b>Total BP des dépenses</b>		<b>31,93</b>	<b>31,78</b>	<b>31,95</b>	<b>34,65</b>	<b>34,49</b>	<b>34,24</b>
<b>Total CA des dépenses</b>		<b>31,95</b>	<b>31,72</b>	<b>32,21</b>	<b>33,84</b>	<b>35,38</b>	<b>35,77</b>
<b>% évolution des dépenses</b>		<b>-1,3%</b>	<b>-0,7%</b>	<b>1,6%</b>	<b>5,1%</b>	<b>4,6%</b>	<b>1,1%</b>
<b>% exécution des dépenses</b>		<b>100,1%</b>	<b>99,8%</b>	<b>100,8%</b>	<b>97,7%</b>	<b>102,6%</b>	<b>104,5%</b>

### • La sécurité

En 2022, les dépenses de sécurité se sont élevées à 39,20 M€, hors dépenses de personnel, en augmentation de 3,6% par rapport à 2021, soit +1,36 M€.

Elles sont consacrées essentiellement, à hauteur de 91,5%, à la contribution du Département aux frais de fonctionnement de la Brigade des sapeurs-pompiers de Paris (BSPP), en hausse de 4,2% et de 1,44 M€ par rapport à 2021. Cette augmentation a été motivée par la mise en œuvre de la troisième annuité du plan de modernisation décennale (2020-2029) de la brigade. Cette mobilisation aura permis pour 2022 de contribuer aux besoins du fonctionnement courant des missions de la BSPP dans un contexte de revalorisations salariales et d'augmentations liée à l'inflation (énergie, carburant ...).

Le deuxième poste de dépenses porte sur la contribution aux services communs (participation annuelle versée à la Préfecture de police) en baisse de 5%, soit -0,14 M€, par rapport à 2021. La tendance à la baisse observée en 2022 est due au recul du potentiel fiscal 2021 du département (16,419% contre 16,290% en 2022).

Sécurité en M€		2017	2018	2019	2020	2021	2022
Contribution au fonctionnement de la BSPP	BP	29,40	30,90	31,51	32,43	34,09	35,39
	CA	30,45	31,25	32,10	33,55	34,44	35,88
	% évolution	3,7%	2,6%	2,7%	4,5%	2,7%	4,2%
	% exécution	103,6%	101,1%	101,9%	103,5%	101,0%	101,4%
Autres dépenses	BP	2,92	2,82	2,85	2,97	2,87	3,33
	CA	2,69	2,82	2,90	2,79	3,39	3,32
	% évolution	-2,3%	4,9%	2,7%	-3,8%	21,6%	-2,3%
	% exécution	92,2%	100,3%	101,6%	94,0%	118,1%	99,5%
<b>Total BP des dépenses</b>		<b>32,32</b>	<b>33,72</b>	<b>34,37</b>	<b>35,41</b>	<b>36,97</b>	<b>38,72</b>
<b>Total CA des dépenses</b>		<b>33,15</b>	<b>34,08</b>	<b>35,00</b>	<b>36,34</b>	<b>37,84</b>	<b>39,20</b>
<b>% évolution des dépenses</b>		<b>3,2%</b>	<b>2,8%</b>	<b>2,7%</b>	<b>3,8%</b>	<b>4,1%</b>	<b>3,6%</b>
<b>% exécution des dépenses</b>		<b>102,5%</b>	<b>101,1%</b>	<b>101,8%</b>	<b>102,7%</b>	<b>102,4%</b>	<b>101,2%</b>

• **La culture, la vie sociale, la jeunesse, les sports et les loisirs**

En 2022, les dépenses consacrées à la culture, la vie sociale, la jeunesse et au sport se sont élevées à 34,59 M€ hors dépenses de personnel. Elles sont en hausse de 6,0% par rapport 2021.

Culture, vie sociale, jeunesse, sport et loisirs en M€		2017	2018	2019	2020	2021	2022
Culture	BP	12,52	12,27	12,10	12,12	12,01	12,05
	CA	12,48	12,39	12,08	11,75	11,39	11,86
	% évolution	-0,3%	-0,7%	-2,5%	-2,7%	-3,1%	4,1%
	% exécution	99,6%	101,0%	99,8%	96,9%	94,8%	98,4%
Sport	BP	8,45	8,32	8,23	8,19	7,83	8,05
	CA	8,35	7,82	8,10	7,70	7,09	7,80
	% évol.	-8,9%	-6,4%	3,6%	-5,0%	-7,9%	10,0%
	% exéc.	98,8%	94,0%	98,5%	94,1%	90,6%	96,9%
Jeunesse et loisirs	BP	5,60	5,24	5,21	5,18	5,21	5,04
	CA	5,38	4,97	4,95	3,81	2,92	3,91
	% évol.	-1,2%	-7,6%	-0,4%	-23,0%	-23,5%	34,0%
	% exéc.	96,1%	94,9%	95,1%	73,6%	56,0%	77,6%
Carte "Imagine' R"	BP	12,26	12,26	11,30	11,30	11,30	11,28
	CA	11,08	11,26	11,31	11,28	11,23	11,02
	% évol.	-4,3%	1,6%	0,5%	-0,3%	-0,4%	-1,9%
	% exéc.	90,4%	91,8%	100,1%	99,8%	99,4%	97,6%
<b>Total BP des dépenses</b>		<b>38,83</b>	<b>38,09</b>	<b>36,84</b>	<b>36,79</b>	<b>36,36</b>	<b>36,43</b>
<b>Total CA des dépenses</b>		<b>37,29</b>	<b>36,44</b>	<b>36,45</b>	<b>34,54</b>	<b>32,63</b>	<b>34,59</b>
<b>% évolution des dépenses</b>		<b>-3,7%</b>	<b>-2,3%</b>	<b>0,0%</b>	<b>-5,2%</b>	<b>-5,5%</b>	<b>6,0%</b>
<b>% exécution des dépenses</b>		<b>96,0%</b>	<b>95,7%</b>	<b>98,9%</b>	<b>93,9%</b>	<b>89,7%</b>	<b>94,9%</b>

○ **La culture et le patrimoine**

Les dépenses relatives au secteur culturel (11,86 M€) sont en hausse de 4,1% et de 0,47 M€ par rapport à l'exercice 2021. En baisse constante depuis 2017, elles connaissent en 2022 un regain du niveau de leur dépense en raison de :

- ✓ D'une part, une subvention exceptionnelle attribuée par l'Etat, dans le cadre du protocole musique, a permis de déployer des projets de création musicale dans des lieux de la petite enfance.
- ✓ D'autre part, l'octroi d'une subvention dans le cadre de la signature d'un contrat départemental lecture itinérance en partenariat avec l'Etat s'est traduite par une nouvelle subvention ayant permis de renforcer le réseau de lecture publique.

- ✓ Enfin, le Département a financé la tenue de concerts dans les parcs départementaux.
- **Le sport**

Les dépenses consacrées au sport (7,80 M€) sont en 2022 en hausse de 10,00% par rapport à 2021. Cette évolution concerne :

  - ✓ la politique de soutien au sport pour tous dont les crédits réalisés ont augmenté (84,8 % en 2022 contre 75,7 % en 2021) depuis un retour à la normal des activités post Covid qui ont permis d'organiser de nouveaux les projets (stages sportifs et manifestations sportives)
  - ✓ la politique de soutien au sport de haut niveau a vu le nombre des aides allouées au financement des déplacements nationaux et internationaux des clubs augmenter en raison de la fin de la pandémie de la Covid-19.
- **La jeunesse et les loisirs**
  - ✓ **La jeunesse**

Contrairement à 2021, les partenaires du Département ont été en mesure de mettre en place leurs projets, augmentant d'autant les demandes de financement. En 2022, une subvention exceptionnelle a été versée pour le tir à l'arc, devenu CPJ (Centre de préparation aux jeux olympiques et paralympiques Paris 2024) pour accueillir les délégations étrangères.

Le Département a continué de promouvoir l'accès aux vacances et aux loisirs grâce à ses deux villages vacances, Guébriant et Jean Franco. Cette année, ils ont dû faire face aux augmentations des tarifs (marchés alimentaires, fluides et énergie) tout en revenant à un taux d'occupation plus proche de la période avant Covid.
  - ✓ **La mobilité**

En 2022, les dépenses consacrées aux aides à la mobilité se sont élevées à 11,02 M€, en baisse par rapport à l'année précédente avec - 1,9 %.

Dans le cadre de la campagne scolaire de 2021/2022, 66 421 demandes ont été étudiées contre 67 887 en 2020-2021. Le Département a remboursé 50 % de la carte Imagine R à 61 279 usagers éligibles contre 62 905 en 2020/2021 soit - 1 626 bénéficiaires (-2,6 %).

La participation du Département par élève a été de 168,02 € en 2022 contre 168,06 € en 2021. Elle demeure par conséquent stable.
- **La coopération décentralisée et les affaires européennes**

En 2022, les dépenses relatives à la coopération décentralisée et aux affaires européennes se sont élevées à 0,43 M€, en hausse par rapport à l'année précédente de 28,7 %.

Ces augmentations sont liées à la possibilité retrouvée d'organiser des déplacements après la période de Covid-19 en Val-de-Marne mais aussi dans plusieurs territoires de coopération, notamment le Niger, le déploiement de nouveaux projets en déclinaison du rapport cadre adopté par le Département en juin 2022.

Coopération décentralisée et affaires européennes en M€		2017	2018	2019	2020	2021	2022
Participation au titre de la coopération décentralisée	BP	0,75	0,88	0,68	0,36	0,40	0,31
	CA	0,57	0,73	0,61	0,16	0,18	0,21
	% évolution	-21,4%	27,6%	-16,4%	-73,4%	11,8%	17,8%
	% exécution	75,8%	82,2%	89,1%	45,4%	44,6%	67,5%
Subventions aux associations	BP	0,15	0,15	0,16	0,15	0,20	0,13
	CA	0,15	0,16	0,18	0,13	0,09	0,09
	% évolution	41,2%	8,0%	7,1%	-28,2%	-32,0%	0,6%
	% exécution	101,8%	112,2%	110,7%	83,1%	43,3%	65,3%
Autres dépenses de fonctionnement	BP	0,23	0,20	0,44	0,41	0,27	0,13
	CA	0,21	0,20	0,38	0,15	0,07	0,13
	% évolution	8,7%	-6,7%	91,6%	-59,5%	-55,4%	93,2%
	% exécution	91,2%	96,9%	84,7%	37,0%	25,1%	98,7%
<b>Total BP des dépenses</b>		<b>1,13</b>	<b>1,23</b>	<b>1,28</b>	<b>0,92</b>	<b>0,87</b>	<b>0,58</b>
<b>Total CA des dépenses</b>		<b>0,93</b>	<b>1,09</b>	<b>1,16</b>	<b>0,44</b>	<b>0,33</b>	<b>0,43</b>
% évolution des dépenses		-9,2%	16,6%	6,7%	-62,1%	-24,1%	28,7%
% exécution des dépenses		82,4%	88,1%	90,3%	47,9%	38,3%	74,2%

- **La péréquation**

En 2022, les dépenses relatives à la péréquation des DMTO et de la CVAE se sont élevées à 47,43 M€, en hausse de 4,2% et de 1,89 M€ par rapport à 2021.

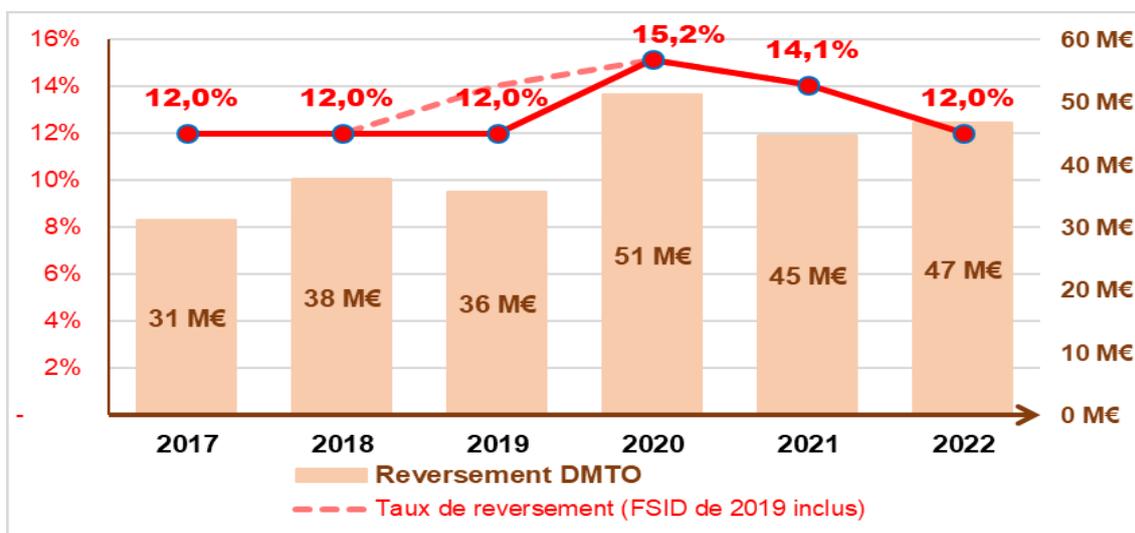
Péréquation DMTO - CVAE en M€		2017	2018	2019	2020	2021	2022
Reversement DMTO	BP	16,00	31,33	12,38	49,58	50,37	52,53
	CA	25,71	31,41	15,17	51,26	44,74	46,64
	% évolution	5,1%	22,2%	-51,7%	237,9%	-12,7%	4,3%
	% exécution	160,7%	100,3%	122,5%	103,4%	88,8%	88,8%
Reversement FSD	BP	15,20	6,37	20,22	-	-	-
	CA	5,51	6,28	20,48	-	-	-
	% évolution	12,6%	14,0%	226,0%	-	-	-
	% exécution	36,3%	98,6%	101,3%	-	-	-
Reversement FSID	BP	-	-	7,02	-	-	-
	CA	-	-	6,00	-	-	-
	% évolution	-	-	-	-	-	-
	% exécution	-	-	85,6%	-	-	-
Reversement CVAE	BP	2,80	3,31	1,11	1,00	0,91	0,79
	CA	2,82	3,56	1,10	0,91	0,79	0,78
	% évolution	-43,9%	26,5%	-69,2%	-16,9%	-13,0%	-1,5%
	% exécution	100,6%	107,5%	98,8%	91,3%	87,0%	99,0%
<b>Total BP des dépenses</b>		<b>34,00</b>	<b>41,01</b>	<b>40,74</b>	<b>50,58</b>	<b>51,28</b>	<b>53,32</b>
<b>Total CA des dépenses</b>		<b>34,03</b>	<b>41,26</b>	<b>42,75</b>	<b>52,17</b>	<b>45,53</b>	<b>47,43</b>
% évolution des dépenses		-1,0%	21,2%	3,6%	22,0%	-12,7%	4,2%
% exécution des dépenses		100,1%	100,6%	104,9%	103,1%	88,8%	88,9%

- **Les fonds de péréquation des DMTO (FPDMTO, FSD et FSID)**

La loi de finances 2020 a fusionné les trois fonds de péréquation des DMTO au sein d'un fonds unique (FNP-DMTO) regroupant le fonds de péréquation des DMTO (FPDMO, fonds historique), le fonds de solidarité des DMTO (FSD) et le fonds de soutien interdépartemental (FSID).

Le montant du prélèvement opéré au titre de la péréquation 2022 des DMTO s'élève à 46,64 M€, soit 12,0% du montant encaissé au titre des DMTO de l'année 2021 (388,14 M€) contre 44,74 M€, correspond à 14,1% du montant encaissé au titre des DMTO de l'année 2020 (317,86 M€).

### Évolution du taux de prélèvement des DMTO (N-1) depuis 2016



- **Le fonds de péréquation de la CVAE**

La participation du Val-de-Marne au titre du fonds de péréquation de la CVAE a été de 0,78 M€ contre 0,79 M€ en 2021 et 0,91 M€ en 2020. Ce fonds disparaît avec la suppression de la CVAE départementale en 2023.

- **Les frais financiers**

Les frais financiers, correspondant principalement aux intérêts de la dette du Département, ont représenté un volume de 14,25 M€ en 2022 en augmentation de 5,3% par rapport à 2021. Le poids des frais financiers sur la section de fonctionnement représente en 2022 moins de 1% (0,98%) contre 1,17% en 2017. La baisse des frais financiers est de 10,2% sur la période alors que les dépenses de fonctionnement ont progressé de 6,9%. Malgré la remontée des taux d'intérêt à partir de la mi-2022, le taux moyen de la dette est resté stable par rapport à 2021. Des éléments plus détaillés sont présentés dans le rapport rendant compte de la gestion de la dette examiné lors de la même séance du Conseil départemental.

Frais financiers en M€		2017	2018	2019	2020	2021	2022
Intérêts de la dette	BP	16,64	15,87	14,67	12,02	12,56	12,33
	CA	14,63	14,43	13,92	12,83	12,59	13,13
	% évolution	-0,8%	-1,3%	-3,6%	-7,8%	-1,8%	4,2%
	% exécution	87,9%	90,9%	94,9%	106,8%	100,3%	106,4%
Intérêts des comptes courants et de dépôts créditeurs	BP	0,33	-	-	-	-	-
	CA	-	-	-	-	-	-
	% évolution	-	-	-	-	-	-
	% exécution	-	-	-	-	-	-
Autres charges financières	BP	1,06	1,15	0,96	1,04	1,00	0,77
	CA	1,23	1,15	1,07	1,00	0,93	1,12
	% évolution	-3,3%	-6,5%	-7,0%	-6,8%	-6,8%	19,9%
	% exécution	116,0%	100,2%	111,8%	96,1%	93,4%	145,9%
<b>Total BP des dépenses</b>		<b>18,03</b>	<b>17,02</b>	<b>15,63</b>	<b>13,06</b>	<b>13,56</b>	<b>13,10</b>
<b>Total CA des dépenses</b>		<b>15,86</b>	<b>15,58</b>	<b>14,99</b>	<b>13,83</b>	<b>13,53</b>	<b>14,25</b>
<b>% évolution des dépenses</b>		<b>-1,2%</b>	<b>-1,7%</b>	<b>-3,8%</b>	<b>-7,7%</b>	<b>-2,2%</b>	<b>5,3%</b>
<b>% exécution des dépenses</b>		<b>88,0%</b>	<b>91,6%</b>	<b>95,9%</b>	<b>105,9%</b>	<b>99,7%</b>	<b>108,8%</b>

## 1.2. Des recettes de fonctionnement en hausse, portées par les recettes de l'action sociale

En 2022, les recettes de fonctionnement, hors produits des cessions, s'élèvent à 1 610,91 M€ contre 1 598,90 M€ en 2021. La hausse s'établit donc à 0,8% et à 12,00 M€.

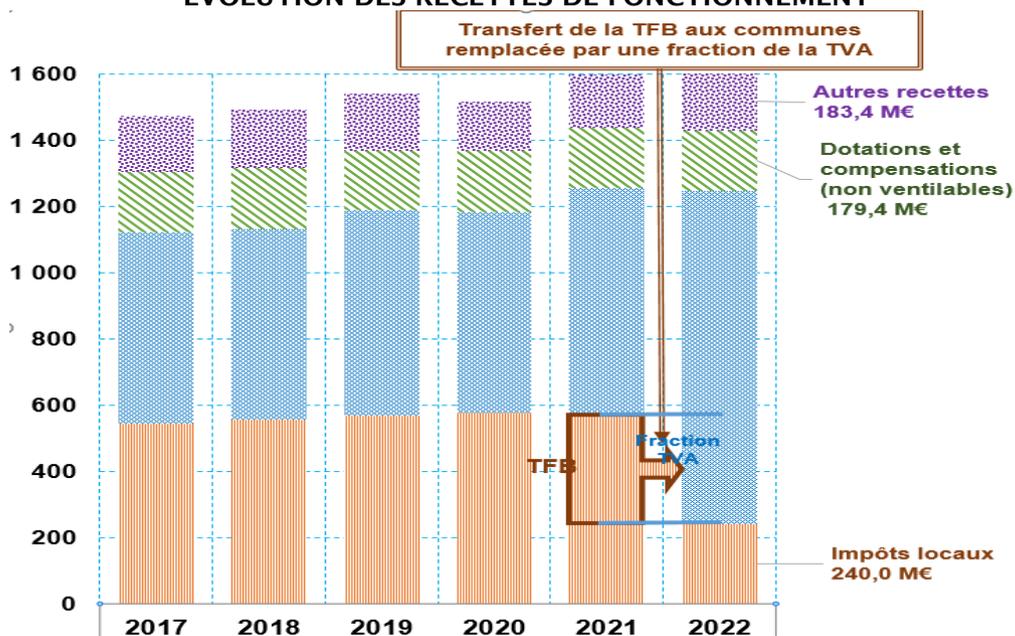
Les recettes de fiscalité (impôts locaux et autres impôts et taxes confondus) ont subi une diminution de 0,7% (-9,07 M€) entre 2021 et 2022 après avoir connu une hausse de 6,2% (+72,86 M€) entre 2020 et 2021.

Par ailleurs, les autres recettes de fonctionnement d'un montant de 183,41 M€ en 2022 ont connu une hausse de 14,1% (+22,70 M€) par rapport à 2021 et correspondent principalement au secteur de l'action sociale.

### ÉVOLUTION DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT PAR NATURE

Recettes de fonctionnement (hors produits des cessions) en M€		2017	2018	2019	2020	2021	2022
Impôts locaux	BP	543,18	548,69	566,82	574,53	231,86	236,33
	CA	543,95	555,96	567,07	577,83	240,15	240,00
	% évolution	2,3%	2,2%	2,0%	1,9%	-58,4%	-0,1%
	% exécution	100,1%	101,3%	100,0%	100,6%	103,6%	101,6%
Autres impôts et taxes	BP	552,94	589,77	577,59	608,07	950,89	1 009,93
	CA	577,92	574,52	620,89	606,46	1 017,01	1 008,08
	% évolution	9,1%	-0,6%	8,1%	-2,3%	67,7%	-0,9%
	% exécution	104,5%	97,4%	107,5%	99,7%	107,0%	99,8%
Dotations et compensations (non ventilables)	BP	186,35	180,75	179,96	182,44	178,86	178,88
	CA	183,26	186,27	180,34	184,95	181,05	179,43
	% évolution	-18,7%	1,6%	-3,2%	2,6%	-2,1%	-0,9%
	% exécution	98,3%	103,1%	100,2%	101,4%	101,2%	100,3%
Autres recettes	BP	155,02	162,31	163,73	156,64	153,34	165,04
	CA	168,88	175,14	171,08	148,43	160,70	183,41
	% évolution	1,6%	3,7%	-2,3%	-13,2%	8,3%	14,1%
	% exécution	108,9%	107,9%	104,5%	94,8%	104,8%	111,1%
<b>Total BP des recettes</b>		<b>1 437,50</b>	<b>1 481,51</b>	<b>1 488,10</b>	<b>1 521,68</b>	<b>1 514,95</b>	<b>1 590,19</b>
<b>Total CA des recettes</b>		<b>1 474,01</b>	<b>1 491,89</b>	<b>1 539,38</b>	<b>1 517,67</b>	<b>1 598,90</b>	<b>1 610,91</b>
<b>% évolution des recettes</b>		<b>1,5%</b>	<b>1,2%</b>	<b>3,2%</b>	<b>-1,4%</b>	<b>5,4%</b>	<b>0,8%</b>
<b>% exécution des recettes</b>		<b>102,5%</b>	<b>100,7%</b>	<b>103,4%</b>	<b>99,7%</b>	<b>105,5%</b>	<b>101,3%</b>

### ÉVOLUTION DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT

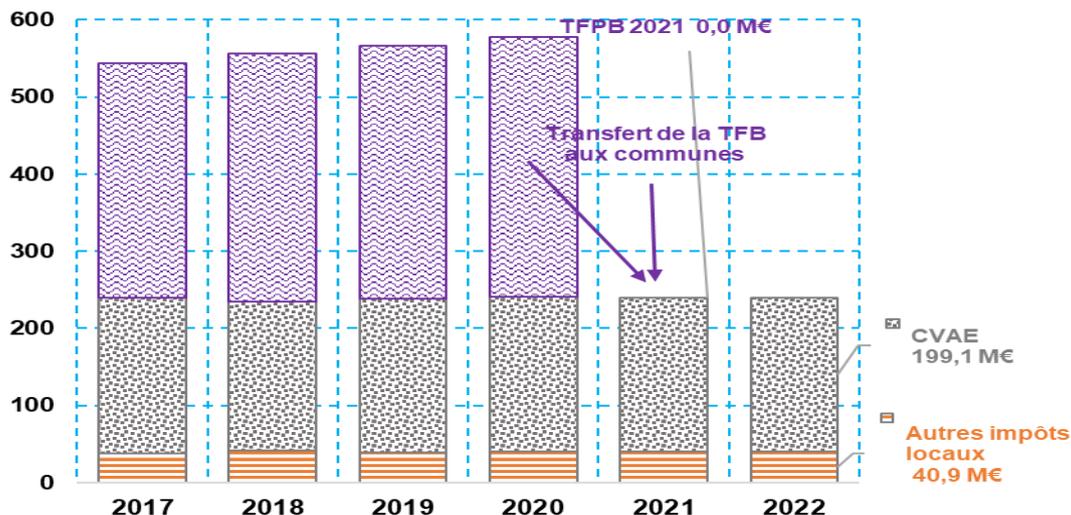


## 1.2.1 Les impôts locaux en légère diminution

En 2022, les recettes issues de la fiscalité locale ont représenté un volume de 240,00 M€ en baisse de 0,1 % par rapport à 2021, soit -0,15 M€.

Impôts locaux en M€		2017	2018	2019	2020	2021	2022
TFPB - taxe foncière sur les propriétés bâties	BP	303,53	317,86	329,94	334,23	Taxe transférée aux communes	
	% évolution	304,66	321,04	328,69	337,13		
	% exécution	1,0%	5,4%	2,4%	2,6%		-
	% excéc.	100,4%	101,0%	99,6%	100,9%		-
CVAE - cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises	BP	200,79	192,48	198,25	200,52	191,52	196,03
	CA	201,59	193,14	198,92	200,94	199,25	199,05
	% évolution	4,4%	-4,2%	3,0%	1,0%	-0,8%	-0,1%
	% exécution	100,4%	100,3%	100,3%	100,2%	104,0%	101,5%
FNGIR - fonds national de garantie individuelle des ressources (à/c 2011)	BP	20,62	20,62	20,62	20,62	20,62	20,62
	CA	20,62	20,62	20,62	20,62	20,62	20,62
	% évolution	-	-	-	-	-	-
	% exécution	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%
DCP - dispositif de compensation péréquée (à/c 2014)	BP	12,00	12,91	13,03	14,13	14,47	14,29
	CA	12,07	12,96	13,56	13,82	14,41	14,71
	% évolution	8,5%	7,4%	4,6%	1,9%	4,2%	2,1%
	% exécution	100,6%	100,4%	104,0%	97,8%	99,6%	102,9%
FSDRIF - fonds de solidarité des départements de la Région Île-de-France (à/c 2014)	BP	3,87	3,60	3,60	3,58	3,65	3,80
	CA	3,66	3,43	3,78	3,75	3,66	3,82
	% évolution	-4,4%	-6,4%	10,3%	-0,7%	-2,5%	4,5%
	% exécution	94,6%	95,2%	105,1%	104,8%	100,4%	100,6%
IFER - imposition forfaitaire sur les entreprises de réseaux	BP	2,37	1,22	1,38	1,45	1,60	1,60
	CA	1,35	1,42	1,50	1,56	1,67	1,80
	% évolution	13,0%	4,8%	6,0%	3,9%	7,1%	7,8%
	% exécution	57,0%	116,4%	108,9%	107,6%	104,4%	112,7%
Autres recettes	BP						
	CA		3,35			0,54	
	% évolution	-	-	-	-	-	-
	% exécution	-	-	-	-	-	-
Total BP des recettes		543,18	548,69	566,82	574,53	231,86	236,33
Total CA des recettes		543,95	555,96	567,07	577,83	240,15	240,00
% évolution des recettes		2,3%	2,2%	2,0%	1,9%	-58,4%	-0,1%
% exécution des recettes		100,1%	101,3%	100,0%	100,6%	103,6%	101,6%

### ÉVOLUTION DES IMPÔTS LOCAUX



- **La cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE)**

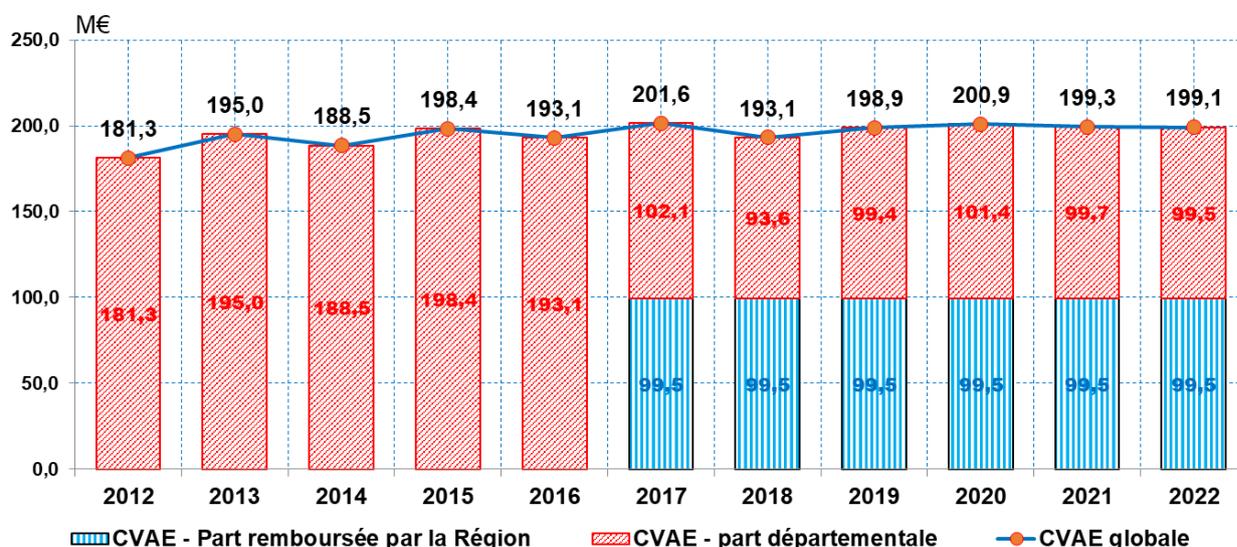
Le produit de cet impôt était partagé entre 2011 et 2016 entre tous les niveaux de collectivités : 26,5 % pour le secteur communal, 48,5 % pour les départements et 25 % pour les régions. Ce partage a été modifié à compter de 2017 pour accompagner la nouvelle répartition des compétences entre les collectivités, issue de la loi portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe) : 26,5 % pour le secteur communal, 23,5 % pour les départements et 50 % pour les régions, soit une perte de 51,5 % de leur produit pour les départements.

En l'absence de transfert de compétences entre la Région Ile-de-France et les départements franciliens, la loi prévoyait le versement d'une dotation de compensation vers ces départements. La Région reverse intégralement au Val-de-Marne la part de CVAE qui lui a été octroyée. Son montant est cependant figé dans le temps à hauteur de 99,5 M€.

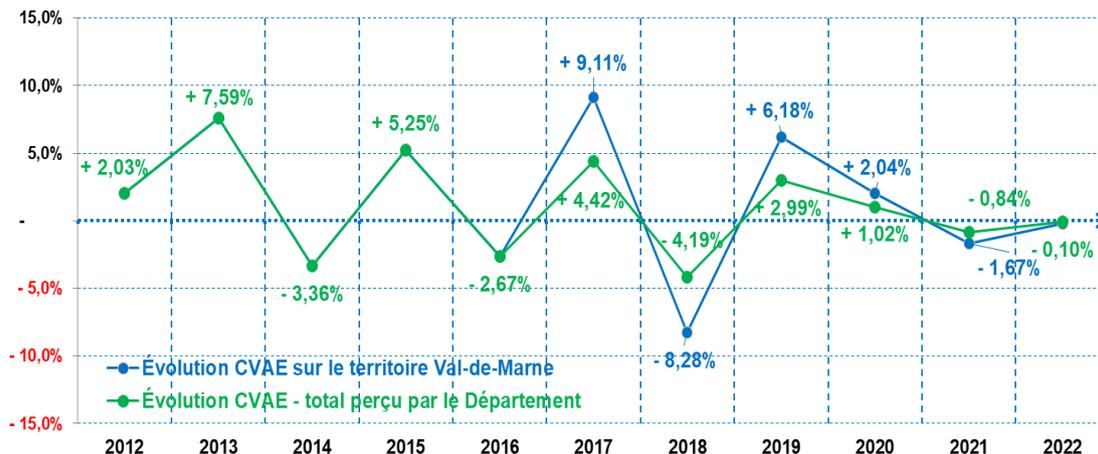
Compte tenu de son assiette et de son mode de calcul, la progression du produit de la CVAE devrait être en adéquation avec la croissance du produit intérieur brut (PIB) en année n-2. Cependant, depuis sa création, l'évolution de cette contribution a été assez volatile et sa corrélation avec la croissance économique peu visible. Ces écarts tiennent pour partie aux modalités de versement de cette cotisation par les entreprises, qui amplifient les variations de rythme de la croissance économique, à quoi s'ajoutent des corrections et des régularisations opérées sur les produits par les services fiscaux.

Le produit global de la CVAE se compose du produit de CVAE versé par l'Etat (99,5 M€ en 2022) et du reversement opéré par la Région-Ile-de-France (99,5 M€ chaque année), soit au total 199,05 M€ (-0,1% par rapport à 2021).

#### ÉVOLUTION DE LA CVAE DU VAL-DE-MARNE DEPUIS 2012

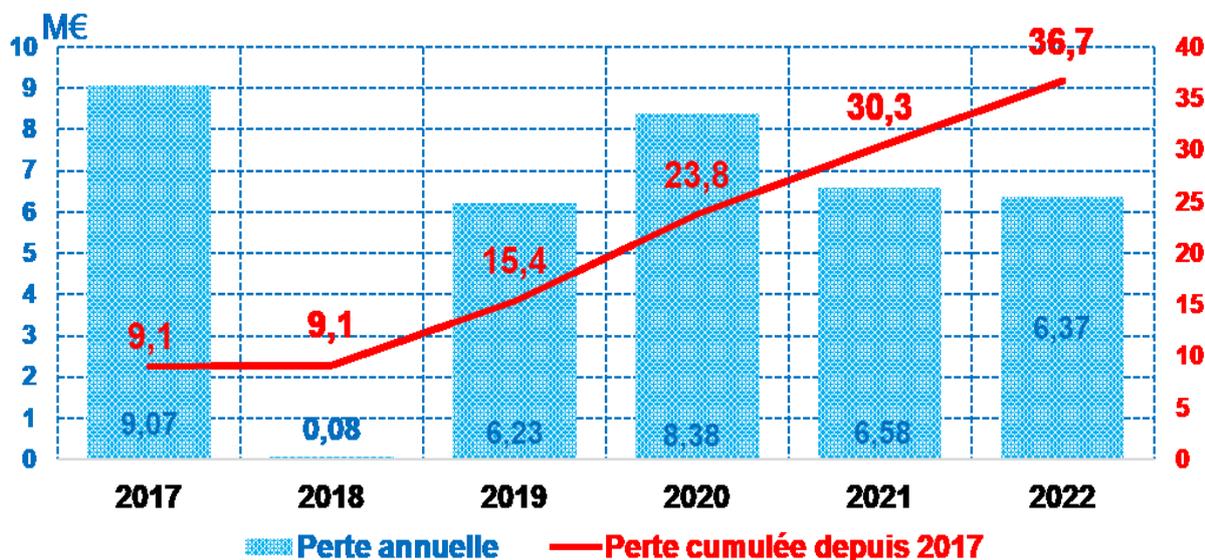


## ÉVOLUTION DEPUIS 2012 DE LA CVAE DANS LE VAL-DE-MARNE ET DE LA RECETTE GLOBALE DU DÉPARTEMENT (produit CVAE + reversement de la Région)



Le graphique ci-après présente la perte de la dynamique du produit de cette recette depuis 2017. Cette dernière est évaluée pour les six derniers exercices à 36,71 M€ dont 6,37 M€ pour l'année 2022.

## ÉVOLUTION DE LA PERTE DE LA DYNAMIQUE DE LA CVAE DEPUIS 2017



- **Le fonds national de garantie individuelle des ressources (FNGIR)**

Ce fonds destiné à assurer une neutralité financière de la réforme de la taxe professionnelle, est figé à hauteur de 20,62 M€.

- **Le dispositif de compensation péréquée (DCP)**

Il s'élève à 14,71 M€ en 2022 soit une augmentation de 2% par rapport à 2021 (+0,3 M€). L'article 42 de la loi de finances initiales pour 2014 a affecté aux départements les produits nets des frais de gestion de la taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB) avec une première part au titre de la compensation du reste à charge des départements en matière d'AIS, après prise en compte des dotations de compensation, et une seconde part au titre de la péréquation prenant en compte des critères de ressources et de charges des départements.

- **Le fonds de solidarité des départements de la Région Île-de-France (FSDRIF)**

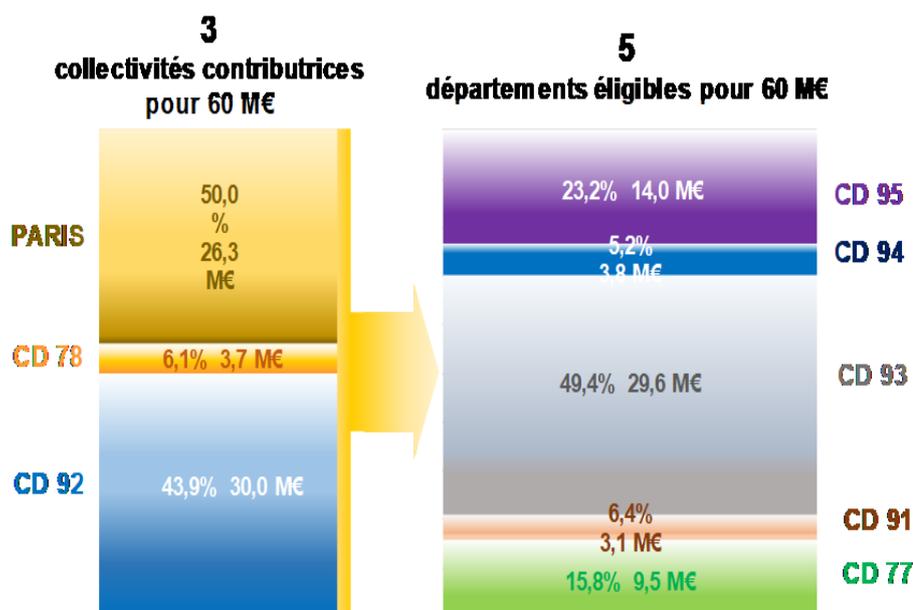
Ce fonds a été créé par l'article 135 de la loi de finances pour 2014 pour corriger l'inégale répartition de richesse fiscale et de charges des départements franciliens.

Les ressources globales du FSDRIF ont été fixées à 60 M€ pour 2020 et l'enveloppe reste stable depuis 2014. Le mécanisme repose sur un indice synthétique (IS) de ressources et de charges (50 % du potentiel financier par habitant, 25 % du revenu par habitant, 15 % de la proportion du RSA et de 10 % de la proportion des bénéficiaires d'aides au logement) qui permet d'alimenter le fonds par des prélèvements sur les ressources de certains départements de la Région Île-de-France afin de les reverser à d'autres départements de la Région. L'attribution revenant à chaque département éligible au versement est calculée en fonction de l'écart négatif entre l'IS du département bénéficiaire et 95 % de l'IS médian, multiplié par sa population DGF.

Depuis sa création, trois mêmes départements sont contributeurs (Hauts-de-Seine, Paris, Yvelines) et cinq mêmes départements sont bénéficiaires (Seine-Saint-Denis, Val-d'Oise, Seine-et-Marne, Essonne et Val-de-Marne).

Cette recette s'élève à 3,82 M€ en 2022 avec une augmentation de 4,5% et de 0,16 M€ par rapport à 2021.

### SITUATION DU FONDS EN 2022



### BILAN DU FONDS SUR LA PÉRIODE DEPUIS SA CRÉATION EN 2014

Bilan FSDRIF en M€	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Enveloppe	60,00	60,00	60,00	60,00	60,00	60,00	60,00	60,00	60,00
Paris	-26,60	-26,52	-27,70	-28,33	-27,54	-30,00	-30,00	-30,00	-30,00
Seine-et-Marne	11,15	11,18	11,32	10,90	11,00	10,42	9,73	9,58	9,47
Yvelines	-3,40	-3,48	-2,30	-2,26	-2,46	-2,72	-3,62	-3,69	-3,68
Essonne	2,16	2,26	2,79	3,04	3,00	2,90	3,18	3,30	3,11
Hauts-de-seine	-30,00	-30,00	-30,00	-29,41	-30,00	-27,28	-26,38	-26,31	-26,32
Seine-st-denis	28,40	28,58	27,85	27,86	28,79	29,24	29,81	29,85	29,64
Val-de-Marne	4,31	4,21	3,83	3,66	3,43	3,78	3,75	3,66	3,82
Val-d'Oise	13,98	13,77	14,21	14,54	13,78	13,66	13,53	13,61	13,96

- **L'imposition forfaitaire sur les entreprises de réseaux (IFER)**

L'IFER est un impôt acquitté par les grandes entreprises des réseaux d'énergie, de télécommunications et de transports. Son produit était perçu par l'État en 2010, puis à compter de 2011 réparti entre les différentes collectivités selon les catégories d'installation. Cette recette s'élève à 1,80 M€ en 2022 contre 1,67 M€ en 2021, soit une hausse de 7,8% et 0,13 M€.

### 1.2.2 Une diminution de la fiscalité indirecte en raison de la baisse des DMTO

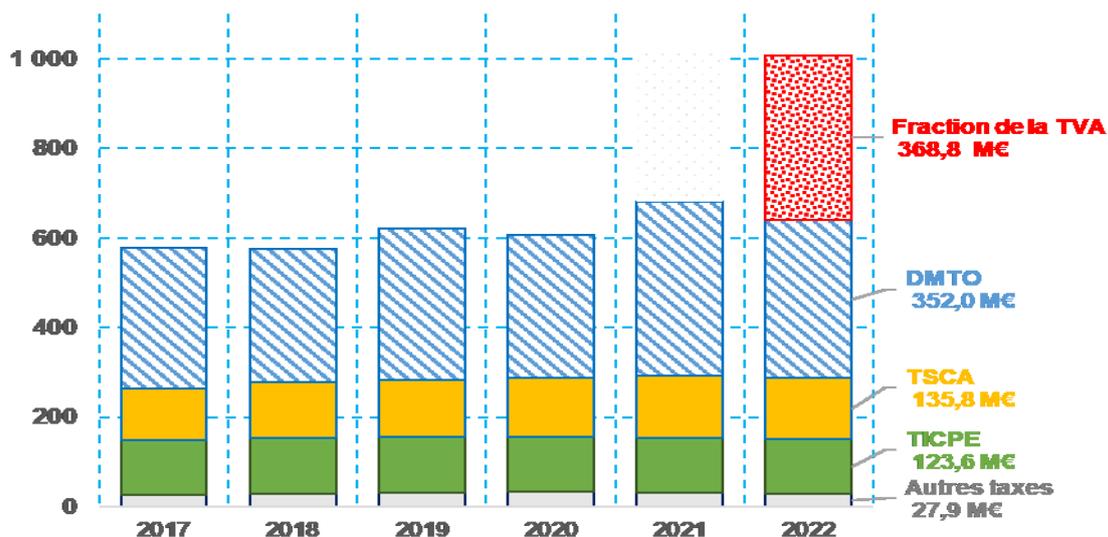
Les recettes générées en 2022 par les autres impôts et taxes s'établissent à 1 008,08 M€ contre 1 017,01 M€ en 2021, soit une baisse de 0,9 % (-8,93 M€). Cette diminution découle principalement de deux facteurs contraires :

- le dynamisme de la fraction de TVA remplaçant la taxe foncière (+9,6%), de la taxe départementale sur la consommation finale d'électricité (+28,6%),
- la nette diminution des droits de mutation à titre onéreux, avec -9,3%, et à un moindre titre de la taxe d'aménagement (-34,5%) et de la taxe spéciale sur les conventions d'assurance (-2,2%).

#### ÉVOLUTION DES AUTRES IMPÔTS ET TAXES

Autres impôts et taxes en M€		2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
<b>Fraction de la TVA</b>	BP						335,61	355,00
	CA						336,52	368,76
	% évolution						-	9,6%
	% exécution						100,3%	103,9%
<i>Nouvelle taxe en compensation du transfert aux communes de la part départementale de la TFB à partir de 2021</i>								
<b>DMTO</b>	BP	260,00	279,01	314,00	300,00	325,00	320,00	360,00
	CA	260,00	300,00	304,00	312,00	316,00	355,00	360,00
	% évolution	6,3%	20,8%	-5,4%	13,9%	-6,0%	22,1%	-9,3%
	% exécution	100,1%	112,6%	94,6%	112,8%	97,8%	121,3%	97,8%
	Total Inscrits	260,00	300,00	304,00	312,00	316,00	355,00	360,00
<b>TSCA - Taxe spéciale sur les conventions d'assurance</b>	BP	116,50	123,13	123,00	123,00	126,40	139,50	140,30
	CA	121,87	114,64	123,85	127,05	131,82	138,88	135,79
	% évolution	5,6%	-5,9%	8,0%	2,6%	3,8%	5,4%	-2,2%
	% exécution	104,6%	93,1%	100,7%	103,3%	104,3%	99,6%	96,8%
	<b>TICPE - Taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques</b>	BP	124,00	125,00	124,00	124,00	124,00	123,80
CA		123,65	123,74	123,63	123,42	122,40	123,24	123,59
% évolution		0,1%	0,1%	-0,1%	-0,2%	-0,8%	0,7%	0,3%
% exécution		99,7%	99,0%	99,7%	99,5%	98,7%	99,5%	99,8%
<b>Taxe d'aménagement</b>		BP	11,11	11,79	12,00	14,03	16,13	15,10
	CA	12,32	11,52	14,50	15,66	17,79	12,87	8,42
	% évolution	15,5%	-6,5%	25,9%	8,0%	13,6%	-27,7%	-34,5%
	% exécution	110,9%	97,7%	120,8%	111,6%	110,3%	85,2%	64,8%
	<b>TDCFE - Taxe départementale sur la consommation finale d'électricité</b>	BP	11,11	11,22	11,20	11,61	10,30	10,50
CA		10,52	11,46	10,49	10,44	10,17	10,58	13,60
% évolution		1,0%	9,0%	-8,4%	-0,5%	-2,6%	4,0%	28,6%
% exécution		94,6%	102,2%	93,7%	89,9%	98,7%	100,7%	126,6%
<b>Taxe additionnelle à la taxe de séjour</b>		BP	0,20	0,30	0,20	0,35	0,40	0,30
	CA	0,00	0,14	0,30	0,25	0,33	0,21	0,19
	% évolution	-	6 732,5%	112,6%	-16,4%	32,8%	-37,4%	-10,9%
	% exécution	1,0%	47,1%	150,2%	71,7%	83,3%	69,5%	116,0%
	<b>Fonds de péréquation DMTO</b>	BP		2,48	5,37	4,60	5,83	6,08
CA		1,10	2,27	4,69	5,78	6,08	6,58	5,70
% évolution		-51,4%	106,3%	106,4%	23,3%	5,1%	8,2%	-13,3%
% exécution		-	91,5%	87,4%	125,8%	104,2%	108,2%	82,3%
<b>Total BP des recettes</b>		<b>522,92</b>	<b>552,94</b>	<b>589,77</b>	<b>577,59</b>	<b>608,07</b>	<b>950,89</b>	<b>1 009,93</b>
<b>Total CA des recettes</b>	<b>529,60</b>	<b>577,92</b>	<b>574,52</b>	<b>620,89</b>	<b>606,46</b>	<b>1 017,01</b>	<b>1 008,08</b>	
<b>% évolution des recettes</b>	<b>4,5%</b>	<b>9,1%</b>	<b>-0,6%</b>	<b>8,1%</b>	<b>-2,3%</b>	<b>67,7%</b>	<b>-0,9%</b>	
<b>% exécution des recettes</b>	<b>101,3%</b>	<b>104,5%</b>	<b>97,4%</b>	<b>107,5%</b>	<b>99,7%</b>	<b>107,0%</b>	<b>99,8%</b>	

## ÉVOLUTION DES AUTRES IMPÔTS ET TAXES



- **Les droits de mutation à titre onéreux (DMTO)**

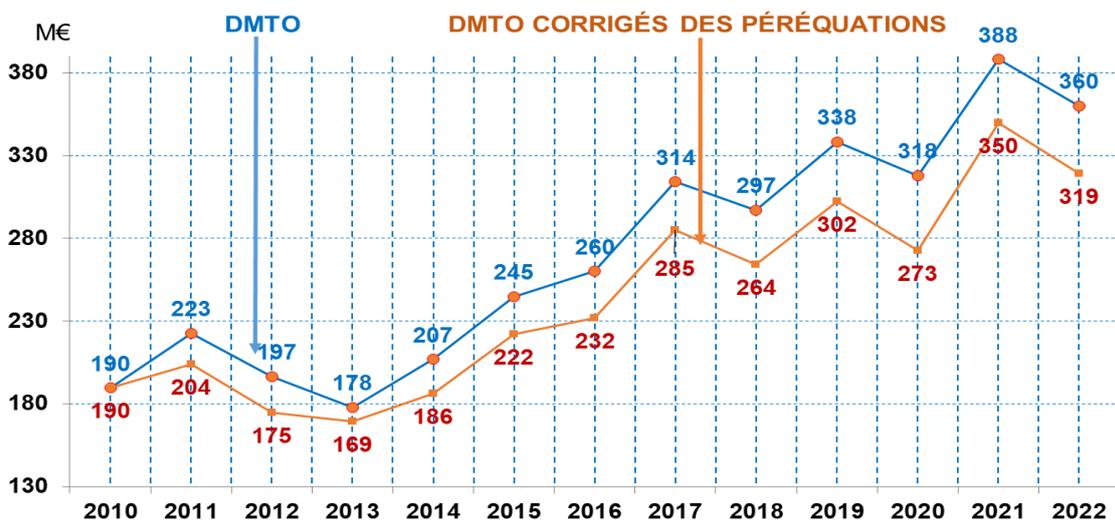
Le montant de DMTO de 352,03 M€ perçu en 2022 correspond à une diminution de -9,3% par rapport à 2021, année du record absolu. Bien que les recettes journalières du premier semestre 2022 aient été supérieures à celles très élevées de 2021, le marché immobilier a commencé à se contracter dès l'été. Il en résulte une recette inférieure aux inscriptions du BP 2022 (360 M€).

Cette nette diminution en 2022 découle de plusieurs facteurs :

- L'établissement de nouveaux records de prix (+2,1% sur un an)
- Un volume de transactions en recul (-2,3%) avec 20 897 transactions conclues en 2022 contre 21 384 en 2021
- L'impact positif d'une transaction exceptionnelle d'environ 300 M€ en 2021, soit près de 13,5 M€ de DMTO

Le produit 2022 corrigé du montant de la péréquation nette (versement 46,64 M€ - reversement 5,70 M€), calculée sur le produit 2022, soit 40,94 M€, s'élève à 319,06 M€ contre 349,98 M€ en 2021.

## ÉVOLUTION DES DMTO ET DES DMTO NETS DES PÉRÉQUATIONS



- **La taxe spéciale sur les conventions d'assurance (TSCA)**

Suite à la loi du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales, l'État a transféré une partie du produit de la TSCA aux départements en compensation des nouvelles compétences qui leur sont attribuées et pour contribuer au financement des services départementaux d'incendie et de secours. La TSCA est composée de deux parts :

- une part ancienne destinée à financer, d'une part, les transferts de compétences prévus par la loi du 13 août 2004 (article 52 de la loi de finances initiale 2005) et d'autre part, les services départementaux d'incendie et de secours, les SDIS (article 53 de la LFI 2005).
- une part dite nouvelle (article 77 de la loi de finances initiale 2010) attribuée au Département afin de compenser la suppression de la taxe professionnelle.

Le produit de TSCA perçu en 2022 est en baisse de 2,2 % par rapport à 2021. Il s'établit à 135,79 M€ contre 138,88 M€ en 2021 (-3,09 M€). L'évolution annuelle moyenne sur la période 2017-2022 est de près de + 3,5 % soit + 4,23 M€ chaque année.

- **La taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques (TICPE)**

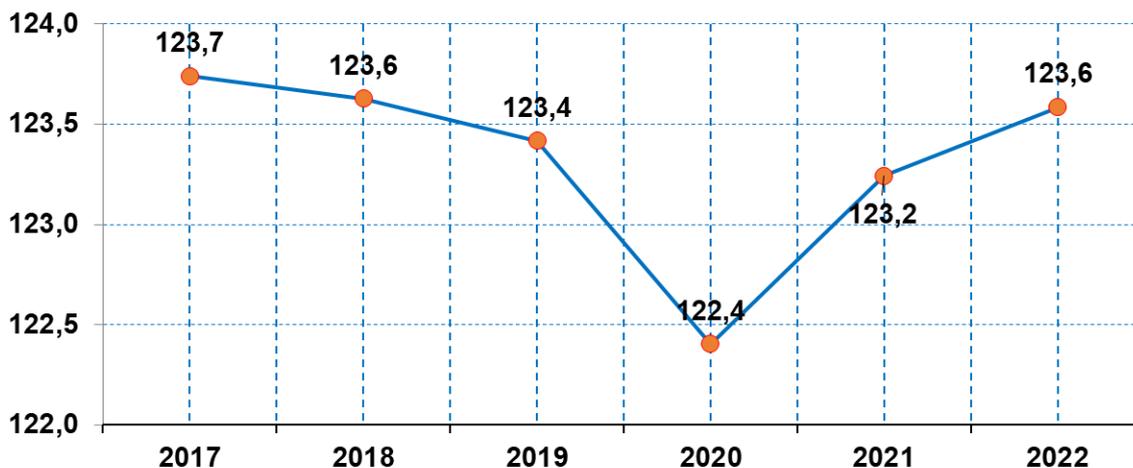
Le montant de la TICPE est en hausse de 0,3% et de 0,34 M€ en 2022 (123,59 M€) par rapport à 2021 (123,24 M€). L'évolution annuelle moyenne sur la période 2017-2022 est négative, avec - 0,1%, et une perte cumulée de 0,15 M€.

La TICPE se compose de trois parts :

- La part RSA historique (en contrepartie de la prise en charge de l'allocation RMI, calculée en référence aux dépenses exposées par l'État en 2003) est figée depuis cette date, soit 98,4 M€.
- La part RSA majoré (pour assurer la couverture des dépenses relatives à l'allocation forfaitaire majorée correspondant à l'ancienne allocation parent isolé (API)). Conformément à l'arrêté du 21 janvier 2017 constatant le droit à compensation des charges nettes résultant pour les départements du transfert de compétences prévu par la loi du 1<sup>er</sup> décembre 2008, le droit à compensation du Val-de-Marne s'élève désormais à 15,1 M€ (compensation pérenne et figée).
- La part TOS-DDE (qui n'est ni figée ni notifiée est perçue de façon fractionnée chaque mois) fait l'objet de versements qui sont liés aux fluctuations réelles des ventes de carburants et dont les montants peuvent être variables d'un mois à l'autre, d'où la différence de montant reversé mois après mois par la paierie départementale. Depuis 2009, une fraction des transferts de charges (transferts de personnel TOS des collèges et de la DDE) de la loi du 13 août 2004, qui ne peut plus être couverte

par la TSCA, est financée via cette part supplémentaire de TICPE. Elle s'est élevée à 9,74 M€ en 2021.

### ÉVOLUTION DE LA TICPE DEPUIS 2017



- **La taxe d'aménagement**

La taxe d'aménagement, dont le nouveau périmètre est entré en vigueur le 1<sup>er</sup> mars 2012 dans le cadre de la réforme de la taxe d'urbanisme, est assise sur les opérations d'aménagement, de construction, de reconstruction et d'agrandissement des bâtiments, d'installations ou d'aménagements de toute nature faisant l'objet d'une autorisation d'urbanisme.

Cette taxe est composée d'une part communale dont le produit sert à financer les équipements publics rendus nécessaires par l'urbanisation et d'une part départementale servant notamment à financer la protection et la gestion des espaces naturels sensibles et le financement du Conseil d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement (CAUE).

Le taux départemental est en 2021 fixé à 2,50 %, taux maximum autorisé, soit 2,33 % pour le financement des espaces naturels sensibles et 0,17 % pour le financement du CAUE (délibération du Conseil départemental du 12 avril 2021).

En 2022, le montant de la taxe d'aménagement s'est élevé à 8,42 M€, soit une baisse de 34,5% par rapport à 2021 (- 4,44 M€). Jusqu'en août 2022, la taxe d'aménagement était payable en deux fois lorsqu'elle dépassait 1 500 € : aux 12<sup>ème</sup> et 24<sup>ème</sup> mois suivant la délivrance du permis de construire.

Depuis le 1<sup>er</sup> septembre 2022, le fait générateur de l'exigibilité de la taxe et la temporalité de sa perception ont été modifiés. Le produit de la taxe d'aménagement est versé à compter de la réception de la déclaration d'achèvement de travaux par la mairie : la première moitié versée à 90 jours après réception et à 6 mois pour le solde.

Cette évolution a des incidences sur la recette perçue par les collectivités du fait du décalage de perception. Par ailleurs, elle est source d'une incertitude plus forte en lien avec le caractère aléatoire des dates de fin de travaux.

Afin d'atténuer les effets négatifs de cette réforme sur les recettes des collectivités, une ordonnance du 14 juin 2022 a mis en place un nouveau système d'acompte mais pour les seuls projets de grande envergure, ce qui en réduit considérablement la portée. Pour les projets de plus de 5 000 m<sup>2</sup>, deux acomptes sont prévus : l'un de 50 % de la somme due, exigible au neuvième mois suivant la délivrance de l'autorisation d'urbanisme et le second de 35 %, versé au dix-huitième mois.

Cette réforme affecte donc transitoirement les recettes départementales en retardant la perception de la taxe pour les projets de moins de 5 000 m<sup>2</sup> et en l'étalant pour les projets de plus grande ampleur.

### ÉVOLUTION DE LA TAXE D'AMÉNAGEMENT DEPUIS 2017



- **La taxe départementale sur la consommation finale d'électricité (TDCFE)**

En 2022, le montant de TDCFE de 13,60 M€ présente une hausse de 28,6% par rapport au montant perçu en 2021. L'évolution annuelle moyenne sur la période 2017-2022 est négative, avec - 1,2%, et une perte cumulée de 0,72 M€. Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2022, la taxe départementale sur la consommation finale d'électricité (TDCFE) est intégrée à la contribution aux charges de service public de l'électricité (CSPE).

- **La taxe additionnelle à la taxe de séjour**

Après avoir atteint en 2020 son plus haut niveau depuis sa mise en place, avec une recette de 0,33 M€ (+ 32,8% par rapport à 2019), la taxe additionnelle à la taxe de séjour est en baisse pour la deuxième année consécutive avec un produit ramené à 0,19 M€ (-10,9% par rapport à 2021) sous l'effet du tassement des activités touristiques et aéroportuaires.

- **Le fonds de péréquation DMTO**

En 2022, le montant des reversements au titre de la péréquation DMTO s'élève à 5,70 M€ soit une baisse de 13,3% par rapport à cette recette en 2021.

Jusqu'à 2020, trois fonds de péréquation étaient assis sur les DMTO :

- le fonds national de péréquation des DMTO, fonds dit historique
- le fonds de solidarité en faveur des départements (FSD), également appelé fonds de péréquation des DMTO. Il a été créé par l'article 78 de la loi de finances pour 2014 afin de réduire les inégalités relatives aux charges en matière d'allocations individuelles de solidarité (AIS) que sont l'APA, la PCH et le RSA
- le fonds de soutien interdépartemental (FSID)

La loi de finances pour 2020 a procédé à leur fusion en un fonds unique : le fonds national de péréquation des DMTO (FNP-DMTO).

### ÉVOLUTION DU FONDS DE PÉRÉQUATION DMTO

Fonds de péréquation DMTO en M€	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
BP		2,48	5,37	4,60	5,83	6,08	6,93
CA	1,10	2,27	4,69	5,78	6,08	6,58	5,70
Fonds de péréquation DMTO % évolution	-51,4%	106,3%	106,4%	23,3%	5,1%	8,2%	-13,3%
% exécution	-	91,5%	87,4%	125,8%	104,2%	108,2%	82,3%

#### **.2.3 Une légère baisse des concours de l'Etat et recettes de compensation**

Les recettes de dotations et de compensations d'un montant de 179,43 M€ baissent de 0,9 % par rapport à 2021, soit -1,62 M€. Hors fonds d'urgence en faveur des départements en difficultés pour 2,08 M€ en 2021, les dotations et compensations présentent une augmentation de 0,2% entre 2021 et 2022, soit -0,46 M€. La dotation globale de fonctionnement (DGF) diminue en particulier de 0,2% et est ramenée de 144,11 M€ à 143,78 M€.

Les recettes de dotations et de compensations représentent 11,13 % de l'ensemble des recettes de fonctionnement du Département (avec produits de cessions) contre 11,27 % en 2021. Il est à noter que la part de CVAE versée par la Région (99,5 M€) est comptabilisée parmi la fiscalité indirecte.

Dotations et compensations de l'État en M€		2017	2018	2019	2020	2021	2022
<b>DGF</b> - dotation globale de fonctionnement	BP	145,41	144,82	144,05	143,90	144,30	143,90
	CA	145,33	144,50	144,36	144,36	144,11	143,78
	% évolution	-15,5%	-0,6%	-0,1%	0,0%	-0,2%	-0,2%
	% exécution	99,9%	99,8%	100,2%	100,3%	99,9%	99,9%
<b>DCRTP</b> - dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle (à/c 2011)	BP	23,50	22,50	21,87	21,86	21,86	21,74
	CA	22,61	22,55	21,86	21,86	21,74	21,74
	% évolution	-15,0%	-0,3%	-3,1%	-	-0,5%	-
	% exécution	96,2%	100,2%	99,9%	100,0%	99,5%	100,0%
<b>DGD</b> - dotation générale de décentralisation	BP	5,63	5,20	5,39	5,39	5,50	5,30
	CA	5,31	5,39	5,50	5,28	5,39	5,39
	% évolution	-3,3%	1,5%	2,1%	-4,1%	2,1%	-
	% exécution	94,4%	103,6%	102,1%	97,9%	97,9%	101,7%
<b>Allocations compensatrices</b>	BP	6,78	6,07	6,47	6,02	5,10	5,20
	CA	6,75	6,73	6,42	5,90	5,35	5,35
	% évolution	-27,8%	-0,3%	-4,7%	-8,1%	-9,2%	-0,0%
	% exécution	99,5%	110,8%	99,2%	98,0%	105,0%	102,9%
<b>FCTVA - fonctionnement</b>	BP	4,00	2,14	2,15	2,05	2,07	2,16
	CA	2,13	2,14	2,10	1,97	2,26	1,74
	% évolution	-	0,3%	-1,7%	-6,4%	15,1%	-23,0%
	% exécution	53,3%	100,1%	97,6%	95,9%	109,4%	80,8%
<b>Compensation pour perte de taxe additionnelle aux droits d'enregistrement la taxe de publicité</b>	BP	-	-	-	-	-	-
	CA	-	-	0,09	0,08	0,09	0,09
	% évolution	-	-	-	-9,5%	6,0%	2,3%
	% exécution	-	-	-	-	-	-
<b>Fonds d'urgence en faveur des départements en difficulté</b>	BP	-	-	-	3,20	-	-
	CA	-	4,97	-	3,13	2,08	-
	% évolution	-	-	-	-	-33,4%	-
	% exécution	-	-	-	97,7%	-	-
<b>Autres recettes</b>	BP	1,03	0,03	0,03	0,03	0,03	0,58
	CA	1,13	-	0,02	2,38	0,03	1,33
	% évolution	3 608%	-	-	13 287%	-98,8%	4 683,7%
	% exécution	109,7%	-	58,3%	7 809%	91,5%	229,1%
<b>Total BP des recettes</b>		<b>186,35</b>	<b>180,75</b>	<b>179,96</b>	<b>182,44</b>	<b>178,86</b>	<b>178,88</b>
<b>Total CA des recettes</b>		<b>183,26</b>	<b>186,27</b>	<b>180,34</b>	<b>184,95</b>	<b>181,05</b>	<b>179,43</b>
<b>% évolution des recettes</b>		<b>-18,7%</b>	<b>1,6%</b>	<b>-3,2%</b>	<b>2,6%</b>	<b>-2,1%</b>	<b>-0,9%</b>
<b>% exécution des recettes</b>		<b>98,3%</b>	<b>103,1%</b>	<b>100,2%</b>	<b>101,4%</b>	<b>101,2%</b>	<b>100,3%</b>

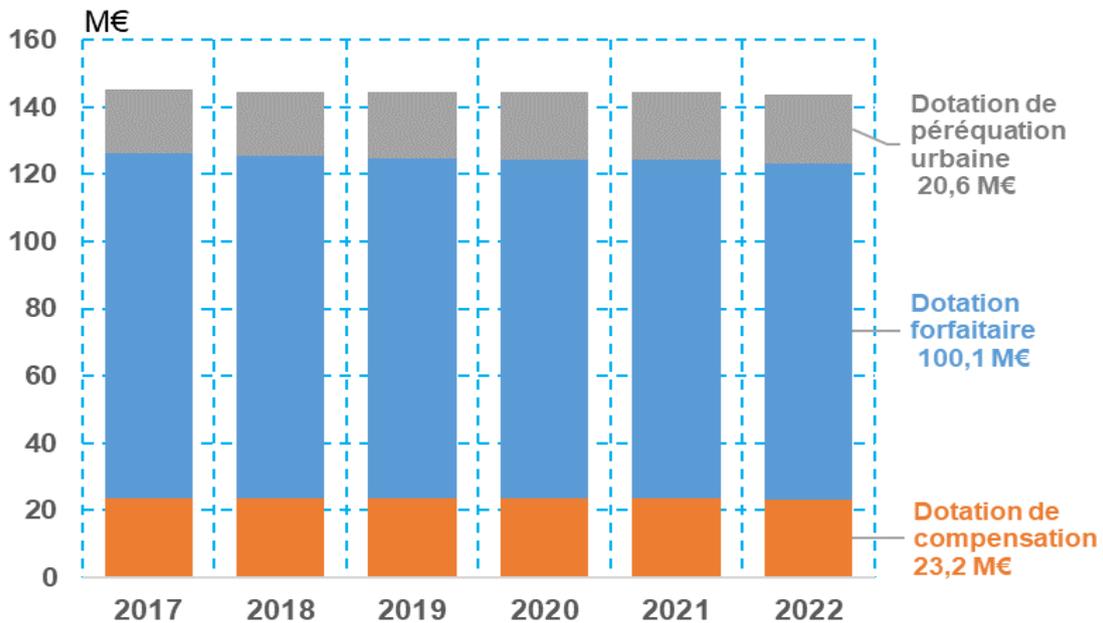
- **La dotation globale de fonctionnement (DGF)**

La DGF versée par l'État en 2022 est en diminution de 0,2% par rapport à 2021 (-0,33 M€). Elle se chiffre à 143,78 M€ et se décompose en trois parts :

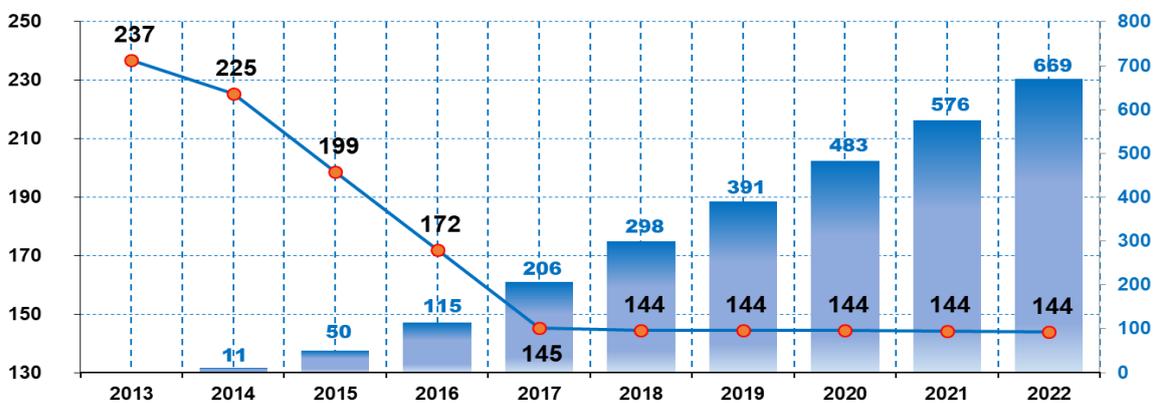
- la dotation forfaitaire de 99,88 M€ qui a subi une baisse de 0,5% soit une perte en volume de 0,52 M€ correspondant à une part de la contribution du Département au redressement des comptes publics
- la dotation de péréquation urbaine (DPU) qui progresse de 1,0% qui est portée à 20,53 M€ soit une hausse de 0,19 M€
- la dotation de compensation (DC) qui est gelée à un montant de 23,37 M€.

DGF en M€		2017	2018	2019	2020	2021	2022
Dotation forfaitaire	BP	103,24	102,36	101,58	100,90	100,88	100,12
	Total Inscrits	102,87	102,03	101,37	100,96	100,40	99,88
	CA	102,87	102,03	101,37	100,96	100,40	99,88
	% évolution	-20,7%	-0,8%	-0,6%	-0,4%	-0,6%	-0,5%
	% exécution	99,6%	99,7%	99,8%	100,1%	99,5%	99,8%
Dotation de péréquation urbaine	BP	18,81	19,09	19,10	19,62	20,05	20,56
	CA	19,09	19,10	19,62	20,03	20,34	20,53
	% évolution	1,5%	0,0%	2,7%	2,1%	1,5%	1,0%
	% exécution	101,5%	100,0%	102,7%	102,1%	101,4%	99,9%
Dotation de compensation	BP	23,37	23,37	23,37	23,37	23,37	23,21
	CA	23,37	23,37	23,37	23,37	23,37	23,37
	% évolution	-	-	-	-	-	-
	% exécution	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,7%
Total BP des recettes		145,41	144,82	144,05	143,90	144,30	143,90
Total CA des recettes		145,33	144,50	144,36	144,36	144,11	143,78
% évolution des recettes		-15,5%	-0,6%	-0,1%	0,0%	-0,2%	-0,2%
% exécution des recettes		99,9%	99,8%	100,2%	100,3%	99,9%	99,9%

### ÉVOLUTION DES COMPOSANTES DE LA DGF



### ÉVOLUTION DE LA DGF ET PERTE CUMULÉE DEPUIS 2013



Par rapport à 2013, la DGF 2022 du Département a baissé de 92,95 M€ soit une perte cumulée depuis 2014 de 668,91 M€.

- **La dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle (DCRTP)**

Cette ressource issue de l'article 78 de la loi de finances pour 2010, vise à compenser le manque à gagner pour les collectivités, consécutif à la suppression de la taxe professionnelle.

La DCRTP était figée jusqu'à 2016. En effet, calculée au titre de l'année 2010, elle n'avait par la suite pas vocation à évoluer en fonction de la hausse ou de la baisse des ressources des collectivités à compter de l'exercice 2010. Cependant en 2017, cette dotation a été intégrée dans l'enveloppe normée qui est utilisée au titre de la péréquation horizontale. En 2017, le Département a perçu 22,61 M€ soit -15% par rapport à 2016. En 2018 et 2019, elle a continué de baisser de - 0,3 % et - 3,1% respectivement. Elle a été stabilisée en 2020 à hauteur de 21,86 M€. En 2021, elle a repris la baisse de 0,5% et de 0,12 M€ par rapport à 2020, et en 2022 elle a été stabilisée à 21,74 M€.

- **La dotation générale décentralisation (DGD)**

La DGD s'élève à 5,39 M€ en 2022, montant identique à 2021.

- **Les allocations compensatrices**

Les allocations compensatrices servant de variable d'ajustement à l'enveloppe normée s'élèvent à 5,35 M€, en baisse de 0,02% (- 0,001 M€) par rapport à 2021. Ces diverses compensations (exonérations de la taxe sur le foncier bâti, exonérations de fiscalité directe locale, compensation au titre de la contribution économique territoriale) ont été en baisse régulière et importante depuis plusieurs années, soit une perte de 46,4 M€ depuis 2013, en plus de la diminution de la DGF.

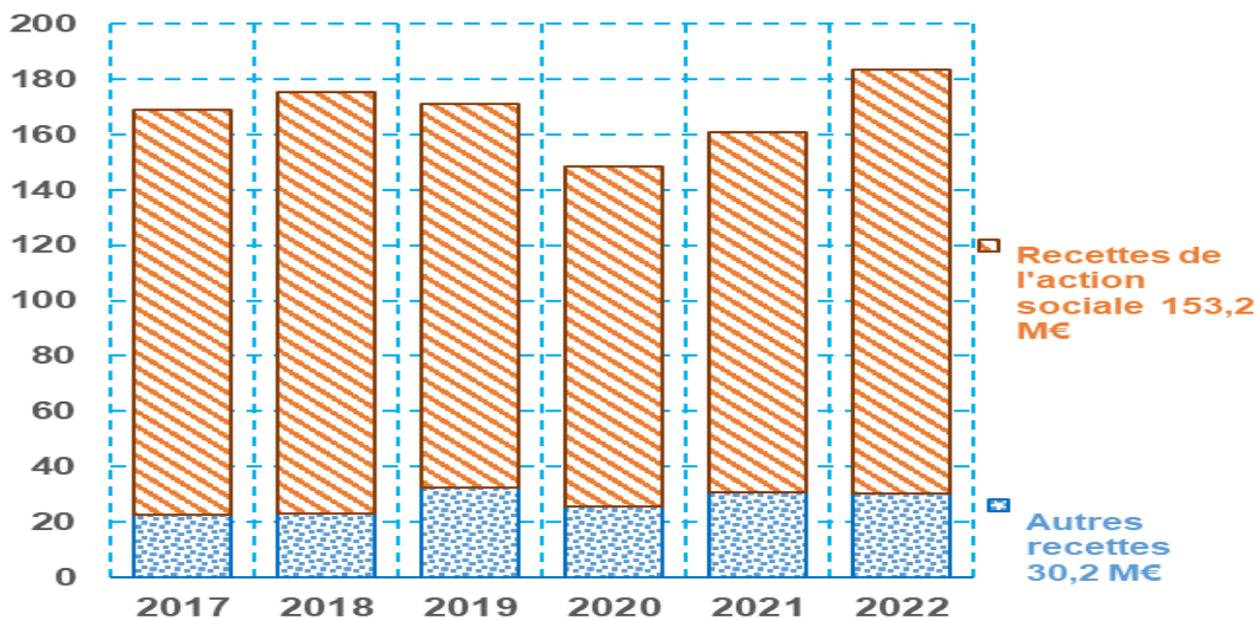
#### **1.2.4 Un regain de dynamisme des autres recettes**

Les autres recettes d'origine diversifiée représentent 11,4 % du total des recettes de fonctionnement et s'élèvent à 183,41 M€. Elles sont en hausse, souvent en lien avec des dépenses de même nature, de 14,1 % et de 22,70 M€ par rapport à 2021. Cette augmentation concerne principalement les recettes d'action sociale pour 23,41 M€ (+18,0 %).

### **ÉVOLUTION DES AUTRES RECETTES DE FONCTIONNEMENT**

Autres recettes de fonctionnement en M€		2017	2018	2019	2020	2021	2022
Action sociale	BP	131,62	138,90	135,50	127,91	124,35	135,09
	CA	146,25	152,30	138,62	122,67	129,80	153,21
	% évolution	4,3%	4,1%	-9,0%	-11,5%	5,8%	18,0%
	% exécution	111,1%	109,6%	102,3%	95,9%	104,4%	113,4%
FARPI	BP	3,40	3,40	3,40	3,40	3,40	2,80
	CA	3,04	2,95	2,97	3,08	1,96	2,33
	% évolution	24,5%	-3,0%	0,6%	3,6%	-36,2%	18,6%
	% exécution	89,5%	86,9%	87,4%	90,5%	57,8%	83,2%
Contribution au financement du FSH	BP	1,47	1,47	1,64	1,64	1,64	2,15
	CA	1,67	1,41	2,00	1,69	1,76	2,27
	% évolution	1,8%	-15,7%	41,9%	-15,3%	4,2%	29,1%
	% exécution	113,9%	95,9%	121,8%	103,1%	107,4%	105,8%
Redevances d'occupation du domaine public	BP	2,56	2,57	7,77	8,25	9,40	9,09
	CA	2,62	3,05	8,27	8,27	9,46	9,29
	% évolution	0,4%	16,4%	171,1%	-0,1%	14,4%	-1,7%
	% exécution	102,4%	118,6%	106,4%	100,2%	100,6%	102,2%
Redevances et droits des services des loisirs et de la culture	BP	3,92	4,07	4,17	3,98	4,22	4,03
	CA	3,82	3,58	3,71	2,52	1,44	3,32
	% évolution	7,1%	-6,3%	3,5%	-31,9%	-42,8%	129,5%
	% exécution	97,5%	87,9%	88,9%	63,4%	34,2%	82,3%
Reversement sur rémunérations et charges hors action sociale	BP	2,04	1,81	1,71	1,87	1,87	1,87
	CA	1,98	1,85	2,37	1,72	1,73	1,52
	% évolution	11,4%	-6,2%	28,0%	-27,5%	0,4%	-11,6%
	% exécution	97,0%	102,2%	138,4%	91,8%	92,1%	81,4%
Revenus des immeubles	BP	0,86	0,88	0,79	0,69	0,66	0,92
	CA	0,64	0,86	1,12	0,72	1,40	0,83
	% évolution	-24,7%	34,1%	29,2%	-35,6%	94,3%	-40,5%
	% exécution	75,2%	97,6%	141,1%	103,9%	211,4%	90,2%
Produits de gestion courante et recouvrements divers hors action sociale	BP	0,90	0,81	0,74	0,65	0,66	0,72
	CA	1,39	1,04	0,89	0,64	0,62	0,37
	% évolution	127,6%	-24,6%	-14,4%	-28,4%	-2,5%	-41,0%
	% exécution	154,2%	129,7%	121,1%	98,4%	95,2%	51,4%
Produits financiers	BP	1,50	0,78	0,80	0,70	0,50	0,47
	CA	0,79	0,72		1,13	0,77	1,30
	% évolution	-45,9%	-8,1%	-	-	-32,0%	69,2%
	% exécution	52,5%	92,7%	-	161,5%	153,7%	279,5%
Produits exceptionnels	BP	1,04	1,84	1,40	1,70	1,82	0,78
	CA	1,47	2,09	5,22	2,21	1,32	2,88
	% évolution	-70,9%	41,9%	150,1%	-57,7%	-40,4%	119,0%
	% exécution	141,4%	113,5%	373,2%	130,0%	72,2%	367,6%
Autres recettes de fonctionnement	BP	5,72	5,78	5,80	5,85	4,81	7,12
	CA	5,21	5,27	5,91	3,79	10,44	6,08
	% évolution	-14,1%	1,2%	12,1%	-35,9%	175,5%	-41,8%
	% exécution	91%	91%	102%	65%	217%	85%
Total BP des recettes		155,02	162,31	163,73	156,64	153,34	165,04
Total CA des recettes		168,88	175,14	171,08	148,43	160,70	183,41
% évolution des recettes		1,6%	3,7%	-2,3%	-13,2%	8,3%	14,1%
% exécution des recettes		108,9%	107,9%	104,5%	94,8%	104,8%	111,1%

## ÉVOLUTION DES AUTRES RECETTES DE FONCTIONNEMENT



Les recettes de l'action sociale s'élèvent à 153,21 M€ contre 129,80 M€ en 2021 soit une progression de 23,41 M€ représentant +18,0%. L'ensemble des domaines présentent des évolutions à la hausse :

- +7,00 M€ dans le domaine de la famille et de l'enfance (+15,5%)
- +5,25 M€ dans le domaine des personnes âgées (+ 51,7%)
- +3,95 M€ dans le domaine des personnes en situation de handicap (+20,1%)
- +3,77 M€ dans le domaine du RSA (+28,8 %)
- +2,47 M€ dans le domaine des personnes âgées dépendantes (APA) (+7,0%)
- +0,61 M€ dans le domaine de la prévention médico-sociale (+15,8%)
- +0,36 M€ dans le domaine des services communs et autres interventions (+14,0%).

La hausse la plus forte touche le domaine de la petite enfance et traduit le desserrement des contraintes induites par la crise sanitaire de la Covid-19. En 2022, les effets de la crise sanitaire ont été moins prononcés qu'en 2021. La Caisse nationale d'allocations familiales a procédé à une revalorisation des barèmes de subventions.

Par ailleurs, un effet de rattrapage et un changement méthodologique dans le décaissement des subventions de fonctionnement CAF a permis à la direction des crèches d'encaisser en 2022 les surbonus territoires N et N-1 en 2022 (+2,7 M€).

Ces hausses de recettes ont été partiellement érodées par une perte d'une partie des aides exceptionnelles à la Covid-19 perçues en 2021.

On constate également une hausse de la dotation de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (CNSA) au titre de l'APA en raison de la mise en place de la nouvelle dotation CNSA pour le tarif plancher (+2,79 M€), la nouvelle dotation pour la BAD (+1,06 M€) et la nouvelle dotation qualité (+0,62 M€).

S'agissant des dépenses relatives au domaine des personnes en situation de handicap, l'évolution correspond à l'augmentation de la CNSA sur le volet PCH (+3,95 M€) et de la nouvelle dotation Ségur (+0,38 M€).

Globalement, le montant des recettes du RSA est en hausse principalement du fait de la récupération d'indus auprès des bénéficiaires du RSA à la suite d'un changement d'organisation dans leur traitement, au sein des services départementaux.

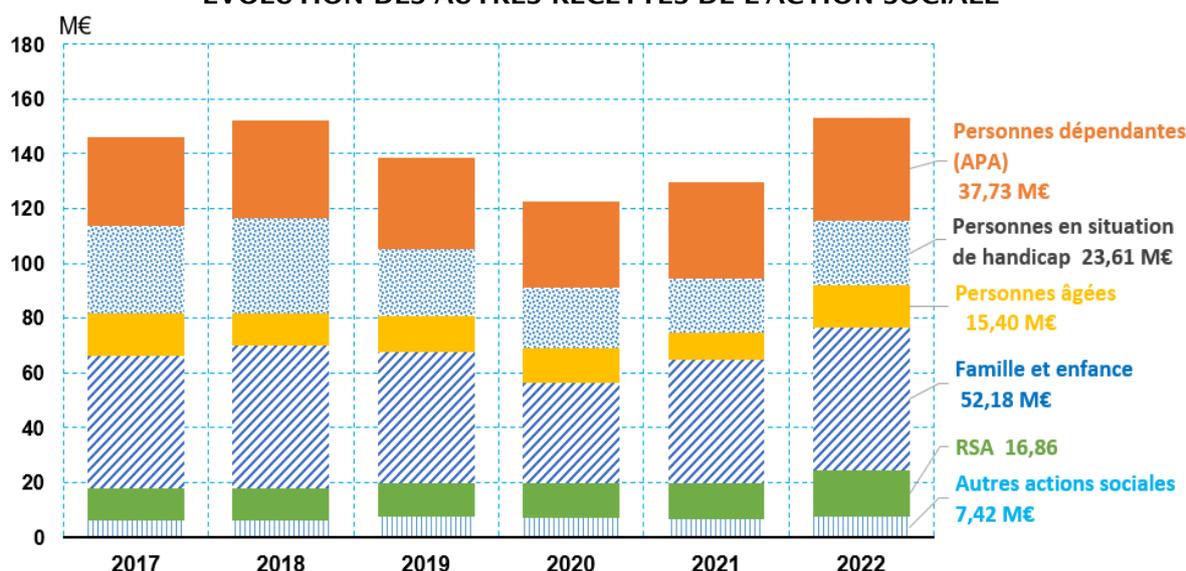
Dans le champ de la dépendance, les recettes résultant de l'obligation alimentaire des enfants envers leurs parents bénéficiaires de l'aide sociale à l'hébergement connaissent une très légère augmentation en lien avec la hausse du nombre d'obligés alimentaires (1078 en 2021 et 1 165 en 2022).

Enfin et toujours au titre de l'hébergement des personnes âgées, les recettes liées aux recouvrements sur succession de la participation des bénéficiaires stagnent avec 1,61 M€.

Les recettes de la prévention médico-sociale sont en hausse en raison de la perception d'une subvention exceptionnelle d'un montant de 1,1 M€ dans le cadre de la contractualisation avec l'Etat du Plan de stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté. Cette enveloppe va permettre d'engager la démarche pour répondre aux objectifs fixés par ce plan et notamment des actions de formation et la mise en place d'un réseau de psychomotriciens dans les centres de PMI.

Action sociale en M€		2017	2018	2019	2020	2021	2022
Personnes dépendantes (APA)	BP	28,71	30,75	34,12	32,76	31,61	31,96
	CA	32,72	35,89	33,27	31,50	35,26	37,73
	% évolution	14,5%	9,7%	-7,3%	-5,3%	11,9%	7,0%
	% exécution	114,0%	116,7%	97,5%	96,2%	111,6%	118,1%
Personnes en situation de handicap	BP	29,22	30,36	24,14	18,61	16,31	18,26
	CA	31,66	34,72	24,57	22,07	19,66	23,61
	% évolution	-2,2%	9,7%	-29,2%	-10,2%	-10,9%	20,1%
	% exécution	108,3%	114,4%	101,8%	118,6%	120,5%	129,3%
Personnes âgées	BP	13,21	14,87	13,34	10,93	10,49	15,75
	CA	15,75	11,84	13,22	12,67	10,15	15,40
	% évolution	-11,4%	-24,8%	11,7%	-4,1%	-19,9%	51,7%
	% exécution	119,3%	79,6%	99,1%	116,0%	96,8%	97,8%
Famille et enfance	BP	43,44	45,25	45,22	46,19	45,70	50,12
	CA	48,07	51,81	47,75	36,53	45,18	52,18
	% évolution	11,2%	7,8%	-7,8%	-23,5%	23,7%	15,5%
	% exécution	110,7%	114,5%	105,6%	79,1%	98,8%	104,1%
RSA	BP	11,10	10,95	11,50	11,73	11,90	11,90
	CA	12,07	11,77	12,39	13,01	13,09	16,86
	% évolution	8,2%	-2,5%	5,3%	5,0%	0,6%	28,8%
	% exécution	108,7%	107,5%	107,7%	110,9%	110,0%	141,7%
Prévention médico-sociale	BP	5,72	5,37	5,83	5,20	5,01	4,11
	CA	5,52	4,64	4,62	3,31	3,87	4,48
	% évolution	-17,1%	-15,9%	-0,4%	-28,2%	16,6%	15,8%
	% exécution	96,5%	86,4%	79,2%	63,7%	77,2%	108,9%
Services communs et autres interventions	BP	0,23	1,34	1,35	2,49	3,33	3,00
	CA	0,46	1,63	2,81	3,57	2,59	2,95
	% évolution	5,5%	256,5%	72,5%	27,2%	-27,5%	14,0%
	% exécution	201,0%	121,1%	208,3%	143,5%	77,6%	98,4%
<b>Total BP des recettes</b>		<b>131,62</b>	<b>138,90</b>	<b>135,50</b>	<b>127,91</b>	<b>124,35</b>	<b>135,09</b>
<b>Total CA des recettes</b>		<b>146,25</b>	<b>152,30</b>	<b>138,62</b>	<b>122,67</b>	<b>129,80</b>	<b>153,21</b>
<b>% évolution des recettes</b>		<b>4,3%</b>	<b>4,1%</b>	<b>-9,0%</b>	<b>-11,5%</b>	<b>5,8%</b>	<b>18,0%</b>
<b>% exécution des recettes</b>		<b>111%</b>	<b>110%</b>	<b>102%</b>	<b>96%</b>	<b>104%</b>	<b>113%</b>

## ÉVOLUTION DES AUTRES RECETTES DE L'ACTION SOCIALE



## 2 La section d'investissement

### 2.1 Des dépenses en forte hausse

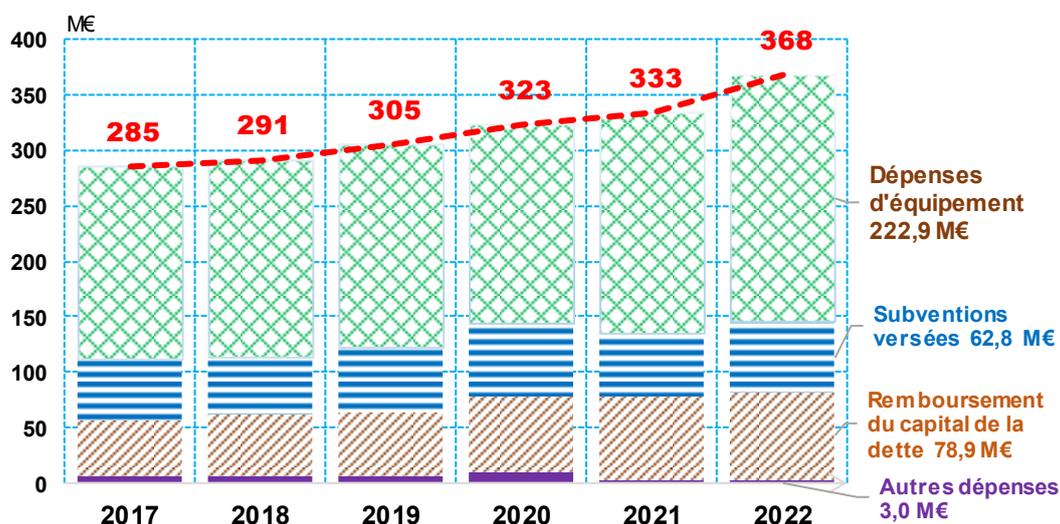
Les dépenses d'investissement s'élèvent à 367,76 M€ contre 333,45 M€ en 2021 soit une progression de 34,31 M€ représentant +10,3%.

### ÉVOLUTION DES DÉPENSES D'INVESTISSEMENT PAR NATURE HORS REMBOURSEMENT DE L'AVANCE DMTO

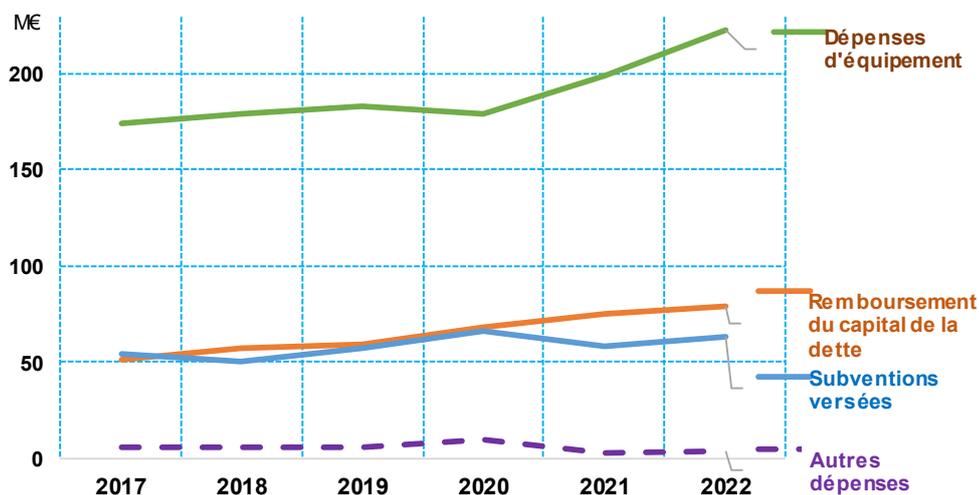
Dépenses d'investissement en M€		2017	2018	2019	2020	2021	2022
Dépenses d'équipement	BP	186,36	197,22	200,30	219,92	220,39	238,92
	CA	173,77	178,90	183,06	179,46	198,49	222,92
	% évolution	0,7%	3,0%	2,3%	-2,0%	10,6%	12,3%
	% exécution	93,2%	90,7%	91,4%	81,6%	90,1%	93,3%
Subventions versées	BP	80,00	64,14	69,28	70,23	80,77	80,74
	CA	54,47	49,82	57,29	66,10	57,80	62,84
	% évolution	-4,6%	-8,5%	15,0%	15,4%	-12,6%	8,7%
	% exécution	68,1%	77,7%	82,7%	94,1%	71,6%	77,8%
Remboursement du capital de la dette	BP	50,48	57,62	60,75	63,59	71,89	80,01
	CA	51,16	56,92	58,88	68,16	74,82	78,94
	% évolution	16,9%	11,3%	3,4%	15,8%	9,8%	5,5%
	% exécution	101,4%	98,8%	96,9%	107,2%	104,1%	98,7%
Opérations sous mandat	BP	7,47	5,43	0,99	0,49	0,35	0,99
	CA	4,26	3,83	0,57	0,31	0,13	0,92
	% évolution	-36,0%	-10,1%	-85,2%	-45,4%	-57,6%	602,4%
	% exécution	57,0%	70,4%	57,3%	63,9%	37,9%	93,5%
Plan de relance FCTVA en 2015 - Prêt à taux 0% remboursé en 2016 et en 2017	BP	8,46					
	CA	8,46					
	% évolution	-	-	-	-	-	-
	% exécution	100,0%	-	-	-	-	-
Autres dépenses	BP	2,06	2,40	3,99	3,76	3,96	3,90
	CA	1,40	1,79	4,81	8,95	2,21	2,13
	% évolution	11,0%	27,6%	169,4%	86,0%	-75,3%	-3,7%
	% exécution	67,9%	74,4%	120,5%	237,8%	55,740%	54,6%
<b>Total BP des dépenses</b>		<b>334,84</b>	<b>326,81</b>	<b>335,31</b>	<b>358,00</b>	<b>377,36</b>	<b>404,55</b>
<b>Total CA des dépenses</b>		<b>293,52</b>	<b>291,25</b>	<b>304,61</b>	<b>322,98</b>	<b>333,45</b>	<b>367,76</b>
% évolution des dépenses		1,3%	-0,8%	4,6%	6,0%	3,2%	10,3%
% exécution des dépenses		87,7%	89,1%	90,8%	90,2%	88,4%	90,9%

**ÉVOLUTION DES DÉPENSES D'INVESTISSEMENT PAR NATURE  
HORS PLAN DE RELANCE 2015 ET AVANCE DMTO REMBOURSÉE EN 2021**

Dépenses d'investissement hors plan de relance 2015 et avance DMTO 2020 en M€	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Dépenses d'équipement	173,77	178,90	183,06	179,46	198,49	222,92
Subventions versées	54,47	49,82	57,29	66,10	57,80	62,84
Remboursement du capital de la dette	51,16	56,92	58,88	68,16	74,82	78,94
Autres dépenses	5,66	5,61	5,38	9,26	2,34	3,05
<b>Total</b>	<b>285,06</b>	<b>291,25</b>	<b>304,61</b>	<b>322,98</b>	<b>333,45</b>	<b>367,76</b>



**ÉVOLUTION DES DÉPENSES D'INVESTISSEMENT PAR NATURE  
HORS PLAN DE RELANCE 2015 ET AVANCE DMTO REMBOURSÉE EN 2021**



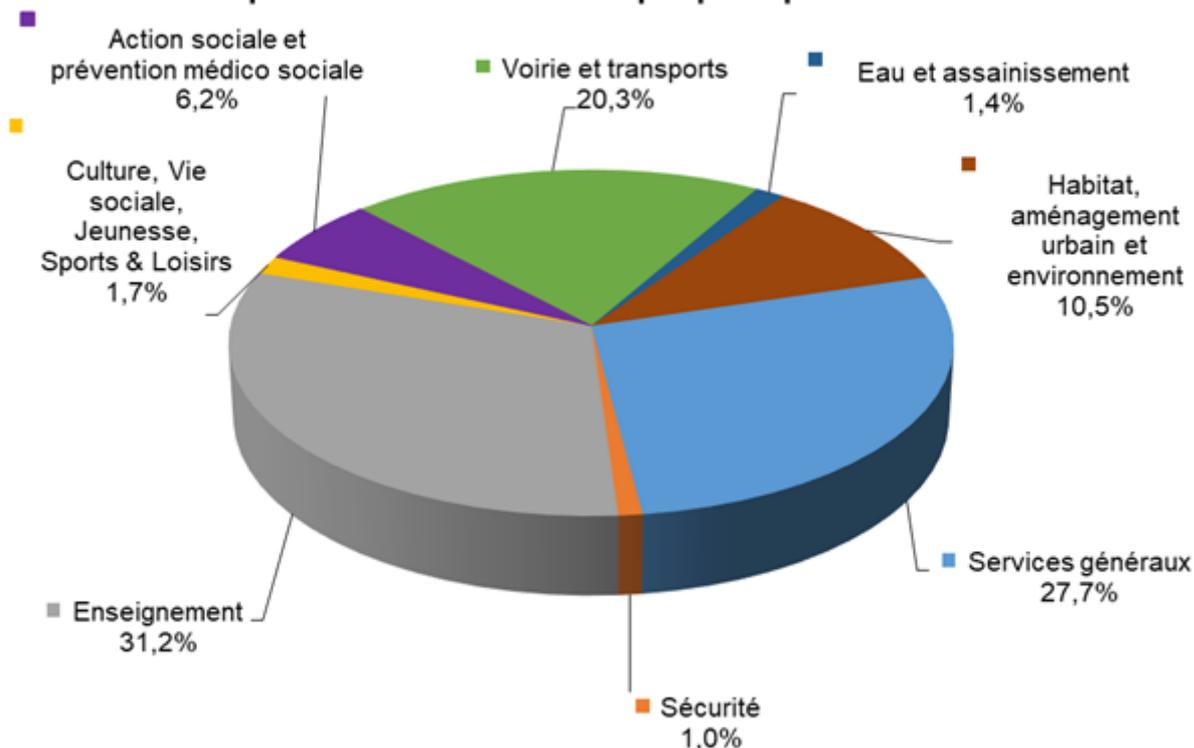
En 2022 le taux de réalisation des dépenses d'investissement inscrites au budget primitif est de 90,9%, en hausse par rapport à 2021 où le taux était de 88,4%. Après déduction du remboursement du capital de la dette, ce taux de réalisation est ramené à 89,0% contre 84,7% en 2021.

**ÉVOLUTION DES DÉPENSES D'INVESTISSEMENT  
HORS REMBOURSEMENT DE LA DETTE PAR DOMAINE**

Dépenses d'investissement hors remboursement de la dette en M€		2017	2018	2019	2020	2021	2022
Services généraux	BP	29,40	19,17	44,33	57,58	68,47	82,95
	<i>Total Inscrits</i>	25,90	19,49	47,73	55,24	67,36	-
	CA	22,58	14,89	40,35	44,72	52,34	79,90
	% évolution	2,8%	-34,1%	171,0%	10,8%	17,0%	52,7%
	% exécution	76,8%	77,7%	91,0%	77,7%	76,4%	96,3%
Sécurité	BP	2,24	1,45	1,71	1,90	2,95	3,15
	CA	1,28	1,57	1,82	2,03	4,13	2,81
	% évolution	14,3%	22,5%	15,8%	11,3%	103,9%	-31,9%
	% exécution	57,3%	108,4%	106,4%	106,5%	140,4%	89,2%
Enseignement	BP	71,75	84,92	70,84	77,85	81,17	93,70
	CA	72,70	75,25	65,31	73,46	78,86	90,16
	% évolution	15,1%	3,5%	-13,2%	12,5%	7,4%	14,3%
	% exécution	101,3%	88,6%	92,2%	94,4%	97,2%	96,2%
Culture, vie sociale, jeunesse, sports & loisirs	BP	8,82	6,03	8,05	7,67	4,81	5,32
	CA	5,62	3,84	9,35	4,61	3,67	4,93
	% évolution	-29,1%	-31,6%	143,4%	-50,7%	-20,4%	34,4%
	% exécution	63,7%	63,7%	116,1%	60,1%	76,3%	92,7%
Action sociale et prévention médico-sociale	BP	21,79	24,55	30,94	31,48	27,27	22,71
	CA	17,04	20,07	24,90	27,18	21,35	17,80
	% évolution	-10,1%	17,8%	24,1%	9,1%	-21,4%	-16,6%
	% exécution	78,2%	81,8%	80,5%	86,3%	78,3%	78,4%
Voirie et transports	BP	79,05	78,89	69,28	69,05	65,90	70,52
	CA	72,59	74,80	72,25	67,67	62,98	58,61
	% évolution	-5,1%	3,1%	-3,4%	-6,3%	-6,9%	-6,9%
	% exécution	91,8%	94,8%	104,3%	98,0%	95,6%	83,1%
Eau et assainissement	BP	24,38	14,02	6,75	4,01	11,14	9,02
	CA	19,30	11,33	2,82	4,03	4,02	4,18
	% évolution	17,2%	-41,3%	-75,1%	43,2%	-0,4%	4,1%
	% exécution	79,1%	80,8%	41,7%	100,6%	36,1%	46,4%
Habitat, aménagement urbain et environnement	BP	46,93	40,16	42,65	44,86	43,76	37,17
	CA	31,24	32,58	28,93	31,13	31,28	30,42
	% évolution	-21,7%	4,3%	-11,2%	7,6%	0,5%	-2,8%
	% exécution	66,6%	81,1%	67,8%	69,4%	71,5%	81,8%
<b>Total BP des dépenses</b>		<b>284,36</b>	<b>269,19</b>	<b>274,56</b>	<b>294,41</b>	<b>305,47</b>	<b>324,54</b>
<b>Total CA des dépenses</b>		<b>242,36</b>	<b>234,33</b>	<b>245,73</b>	<b>254,82</b>	<b>258,63</b>	<b>288,82</b>
<b>% évolution des dépenses</b>		<b>-1,5%</b>	<b>-3,3%</b>	<b>4,9%</b>	<b>3,7%</b>	<b>1,5%</b>	<b>11,7%</b>
<b>% exécution des dépenses</b>		<b>85,2%</b>	<b>87,1%</b>	<b>89,5%</b>	<b>86,6%</b>	<b>84,7%</b>	<b>89,0%</b>

Les trois postes de dépenses d'investissement les plus importants sont l'enseignement (31,2%), les services généraux (27,7%), et la voirie et les transports (20,3%).

## Dépenses d'investissement par politique au CA 2022



- **Services généraux (hors remboursement en capital de la dette)**

Les services généraux représentent en 2022 un montant 79,90 M€, en progression de 52,7% par rapport à 2021, soit + 27,56 M€. Ces dépenses d'investissement ont porté sur des postes récurrents tels que :

- les études préalables aux travaux : 0,2 M€
- l'acquisition de logiciels : 4,5 M€
- l'acquisition de matériels de transport : 0,6 M€
- l'acquisition de matériels informatiques : 3 M€
- les travaux dans les bâtiments administratifs : 45 M€ dont 30,27 M€ au titre de l'immeuble Eiffel.

L'augmentation constatée s'explique plus particulièrement par :

- la poursuite des travaux liés à la reconstruction de l'immeuble Eiffel : 30,27 M€ (réalisé de 31,29 M€ toute nature de dépense confondue), soit + 14,1 M€ par rapport à 2021
- les travaux de création d'une unité centrale de production au domaine Chérioux sur l'emprise de l'ancien collège Georges Brassens : 7,2 M€, soit + 3,7 M€
- les travaux sur bâtiment provisoire de la direction des bâtiments à Valenton : 2,3 M€, soit + 2,3 M€.

Services généraux hors remboursement en capital de la dette en M€		2017	2018	2019	2020	2021	2022
Acquisitions	BP	5,47	5,43	4,99	5,14	5,39	7,29
	Total Inscrits	5,82	5,87	5,88	5,80	5,88	7,84
	CA	5,19	5,06	4,69	4,81	4,96	5,59
	% évolution	2,4%	-2,7%	-7,3%	2,7%	3,2%	12,5%
	% exécution	94,9%	93,2%	93,9%	93,6%	92,2%	76,6%
Travaux	BP	9,44	7,49	15,52	28,39	38,73	47,14
	CA	4,55	4,83	11,45	17,96	23,51	47,80
	% évol.	5,0%	6,2%	136,9%	56,9%	30,9%	103,3%
	% exéc.	48,2%	64,5%	73,8%	63,3%	60,7%	101,4%
Concessions et droits similaires	BP	4,06	4,24	4,50	4,67	4,73	4,82
	Total Ins.	4,50	4,94	5,13	5,40	6,04	6,12
	CA	3,97	4,03	4,28	4,06	4,54	4,54
	% évol.	13,8%	1,3%	6,1%	-5,1%	11,9%	0,1%
	% exéc.	97,8%	95,0%	95,1%	87,0%	95,9%	94,3%
Frais d'études	BP	0,53	0,51	0,53	0,48	0,16	1,32
	Total Ins.	0,46	0,34	0,58	0,81	0,44	1,18
	CA	0,35	0,18	0,22	0,22	0,31	0,41
	% évol.	-28,8%	-50,3%	23,9%	2,1%	38,2%	33,7%
	% exéc.	67,3%	34,9%	41,0%	46,9%	197,7%	31,2%
Fonds de solidarité interdépartemental d'investissement (FS2I)	BP			15,94	16,18	16,18	19,13
	CA			15,94	16,18	17,19	19,13
	% évol.	-	-	-	1,5%	6,3%	11,3%
	% exéc.	-	-	100,0%	100,0%	106,3%	100,0%
Plan de relance FCTVA en 2015 - Prêt à taux 0% remboursement en 2016 et en 2017	BP	8,46					
	CA	8,46					
	% évol.	-	-	-	-	-	-
	% exéc.	100,0%	-	-	-	-	-
Remboursement de l'avance DMTO	BP						
	CA					50,00	
	% évol.	-	-	-	-	-	-
	% exéc.	-	-	-	-	-	-
Autres dépenses	BP	1,43	1,51	2,86	2,74	3,29	3,26
	CA	0,05	0,80	3,78	1,49	1,82	2,43
	% évol.	-52,3%	1 486,5%	374,3%	-60,5%	22,0%	33,6%
	% exéc.	3,5%	52,9%	132,2%	54,6%	55,4%	74,7%
<b>Total BP des dépenses</b>		<b>29,40</b>	<b>19,17</b>	<b>44,33</b>	<b>57,58</b>	<b>68,47</b>	<b>82,95</b>
<b>Total CA des dépenses</b>		<b>22,58</b>	<b>14,89</b>	<b>40,35</b>	<b>44,72</b>	<b>52,34</b>	<b>79,90</b>
<b>% évolution des dépenses</b>		<b>2,8%</b>	<b>-34,1%</b>	<b>171,0%</b>	<b>10,8%</b>	<b>17,0%</b>	<b>52,7%</b>
<b>% exécution des dépenses</b>		<b>76,8%</b>	<b>77,7%</b>	<b>91,0%</b>	<b>77,7%</b>	<b>76,4%</b>	<b>96,3%</b>

- **Sécurité**

Le secteur de la sécurité représente en 2022 un volume de dépenses d'investissement de 2,81 M€, en baisse de 31,9%.

Sur ce montant, 89,8% sont consacrés à la participation obligatoire aux dépenses d'investissement de la Brigade des sapeurs-pompiers de Paris (BSPP) pour un montant de 2,53 M€ correspondant à un recul sur un an de 35,2 %, soit -1,37 M€. Cette diminution du volume des dépenses traduit un budget de la BSPP en 2022 comportant 34,15 M€ d'autorisations de programme nouvelles (contre 87,71 M€ en 2021), celles-ci permettant de financer diverses opérations telles que les travaux sur le site de Limeil-Brevannes-Valenton, la construction / reconstruction des centres de secours de Rueil-Malmaison, Neuilly-sur-Marne, Bourg-la-Reine et Colombes. Il en est de même au sujet des crédits de paiement nécessaires à la couverture des dépenses des opérations en cours avec 34,15 M€ en 2022 contre 47,01 M€ en 2021.

Dans une moindre mesure, une petite enveloppe est également dédiée aux travaux dans les gendarmeries (0,29 M€).

Sécurité en M€		2017	2018	2019	2020	2021	2022
Financement de la brigade des sapeurs pompiers de Paris	BP	2,09	1,30	1,52	1,80	2,78	2,75
	CA	1,26	1,52	1,78	2,02	3,90	2,53
	% évolution	16,9%	21,0%	17,3%	13,4%	92,5%	-35,2%
	% exécution	60,2%	117,0%	117,3%	112,2%	140,3%	91,8%
Programme de travaux dans les gendarmeries	BP	0,15	0,15	0,19	0,10	0,17	0,40
	CA	0,03	0,05	0,04	0,00	0,24	0,29
	% évolution	-45,7%	96,1%	-27,6%	-89,1%	5 837,4%	21,0%
	% exécution	17,2%	33,6%	19,2%	4,0%	142,0%	71,9%
<b>Total BP des dépenses</b>		<b>2,24</b>	<b>1,45</b>	<b>1,71</b>	<b>1,90</b>	<b>2,95</b>	<b>3,15</b>
<b>Total CA des dépenses</b>		<b>1,28</b>	<b>1,57</b>	<b>1,82</b>	<b>2,03</b>	<b>4,13</b>	<b>2,81</b>
<b>% évolution des dépenses</b>		<b>14,3%</b>	<b>22,5%</b>	<b>15,8%</b>	<b>11,3%</b>	<b>103,9%</b>	<b>-31,9%</b>
<b>% exécution des dépenses</b>		<b>57,3%</b>	<b>108,4%</b>	<b>106,4%</b>	<b>106,5%</b>	<b>140,4%</b>	<b>89,2%</b>

### • Enseignement

Le secteur de l'enseignement représente en 2022 un volume de dépenses d'investissement de 90,16 M€, en hausse de 14,3 %. Les dépenses de ce secteur sont à 97,8 % inscrites au plan pluriannuel d'investissement.

Les programmes de réhabilitation, d'extension ou de construction de collèges ainsi que les équipements informatiques des collégiens se sont élevés à 53,18 M€ en 2022, en hausse de 29,5 % par rapport à 2021.

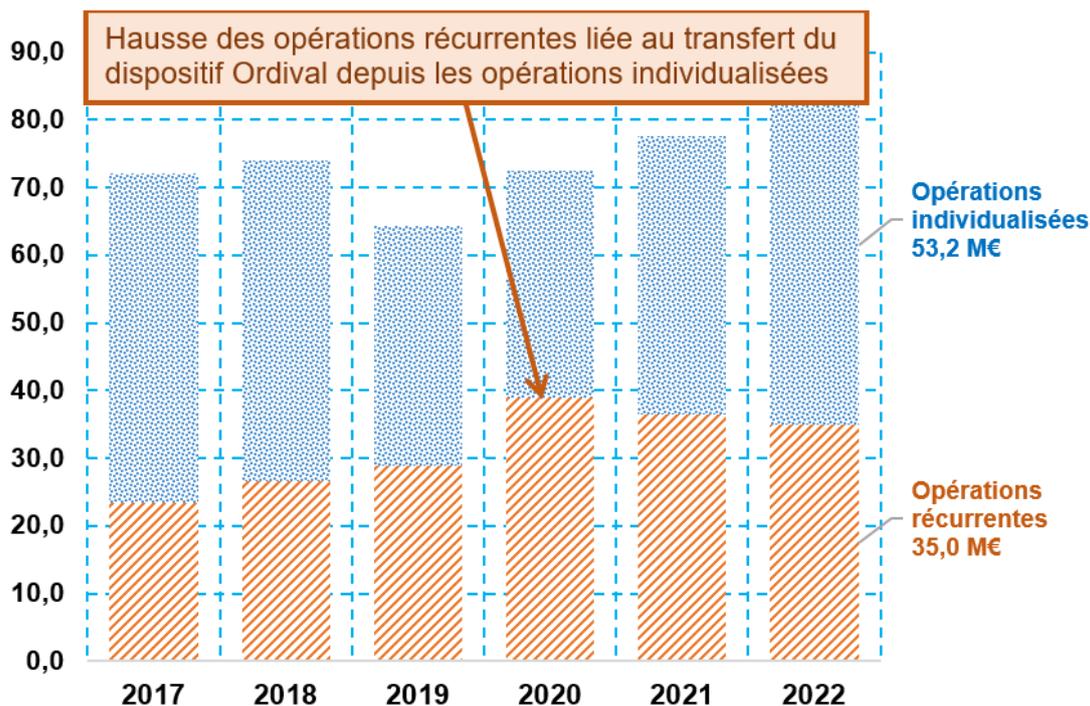
Les principales opérations individualisées, de plus d'un million d'euros, ont porté sur les travaux de construction des nouveaux collèges ZAC du Plateau à Ivry-sur-Seine (16,5 M€), Nelson Mandela à Champigny-sur-Marne (13,8 M€), ainsi que sur les opérations de reconstruction des collèges Georges Brassens à Villeneuve-le-Roi (11,6 M€), Henri Barbusse à Alfortville (3,9 M€) et de réhabilitation du collège Paul Eluard à Bonneuil-sur-Marne (2 M€).

Cette année aura également été marquée par la fin de construction du collège Nelson Mandela à Champigny-sur-Marne.

Les interventions relevant des programmes récurrents sont en recul de 4,3% par rapport à 2021 pour un montant de réalisation de 35,00 M€, soit -1,6 M€. Les dépenses réalisées en 2022 ont concerné :

- les travaux de grosses réparations dans les collèges en baisse de 17 % par rapport à 2021, soit -3,7 M€, avec une enveloppe de 17,8 M€ de dépenses. Ces interventions auront notamment concerné les travaux de désamiantage des sols, de rénovation des installations électriques et de réparation sur les menuiseries extérieures des bâtiments.
- les équipements informatiques nomades pour les collégiens s'établissant à un montant de 7,9 M€ en 2022 contre 8,6 M€ en 2021 et 9,3 M€ en 2020. Au titre de la campagne Ordival de 2022, ce sont 16 488 ordinateurs qui ont été distribués aux collégiens contre 17 063 en 2021 en raison de la baisse de l'effectif des collégiens.
- le programme d'informatisation dans les collèges, avec des dépenses en baisse de 14 % et 0,6 M€. L'approvisionnement de certains matériels a connu du retard côté fournisseur ce qui a réduit le nombre de commandes sur l'année 2022. Par ailleurs, le marché s'est achevé en octobre sans renouvellement immédiat ce qui réduit le niveau d'exécution sur une période de 3 mois.

## ÉVOLUTION DES DÉPENSES DU PROGRAMME PLURIANNUEL D'INVESTISSEMENT



Enseignement en M€		2017	2018	2019	2020	2021	2022
Frais d'études	BP	0,72	0,65	1,16	0,77	0,67	0,92
	Total Inscrits	0,72	0,90	1,37	1,42	0,78	1,33
	CA	0,38	0,44	0,61	1,03	0,52	0,69
	% évolution	3,1%	14,8%	39,1%	70,6%	-49,2%	30,7%
	% exécution	52,6%	67,2%	52,3%	134,2%	78,4%	74,6%
Subventions d'équipements versées	BP	6,90	7,77	4,61	3,71	1,08	1,43
	Total Inscrits	6,60	4,12	3,63	4,00	4,21	3,83
	CA	4,82	0,99	1,42	0,98	2,03	2,05
	% évolution	55,3%	-79,4%	42,7%	-31,1%	107,6%	1,2%
	% exécution	69,8%	12,8%	30,7%	26,3%	188,3%	143,6%
Acquisitions équipements informatiques nomades pour les collégiens	BP	11,26	12,90	8,44	8,97	8,50	8,50
	Total Inscrits	14,43	12,97	8,54	9,42	8,63	8,51
	CA	14,36	12,41	7,87	9,29	8,62	7,91
	% évolution	58,4%	-13,6%	-36,6%	18,0%	-7,2%	-8,2%
	% exécution	127,5%	96,2%	93,2%	103,6%	101,4%	93,1%
Travaux	BP	50,07	61,31	52,09	59,36	66,42	76,37
	Total Inscrits	57,24	69,29	59,57	68,57	81,07	85,42
	CA	51,54	58,17	52,23	57,17	64,26	74,60
	% évolution	7,4%	12,9%	-10,2%	9,5%	12,4%	16,1%
	% exécution	102,9%	94,9%	100,3%	96,3%	96,7%	97,7%
Autres dépenses	BP	2,79	2,29	4,54	5,04	4,50	6,48
	Total Inscrits	3,88	4,08	5,42	5,90	5,06	7,80
	CA	1,60	3,24	3,18	4,99	3,44	4,91
	% évolution	-39,6%	101,9%	-1,7%	56,7%	-31,1%	42,8%
	% exécution	57,4%	141,5%	70,1%	99,1%	76,3%	75,7%
<b>Total BP des dépenses</b>		<b>71,75</b>	<b>84,92</b>	<b>70,84</b>	<b>77,85</b>	<b>81,17</b>	<b>93,70</b>
Total Inscrits des dépenses		82,87	91,36	78,53	89,31	99,75	106,89
<b>Total CA des dépenses</b>		<b>72,70</b>	<b>75,25</b>	<b>65,31</b>	<b>73,46</b>	<b>78,86</b>	<b>90,16</b>
% évolution des dépenses		15,1%	3,5%	-13,2%	12,5%	7,4%	14,3%
% exécution des dépenses		101,3%	88,6%	92,2%	94,4%	97,2%	96,2%

- **Culture, vie sociale, jeunesse, sport et loisirs**

Les secteurs de la culture, de la jeunesse, du sport et des loisirs représentent en 2022 un volume de dépenses d'investissement de 4,93 M€, en hausse de 34,4%.

Le montant des opérations individualisées s'élève à 0,9 M€ en 2022, soit une hausse de 637,2 % par rapport à 2021. Cette augmentation concerne une opération sous mandat pour le parc du Grand Godet à Villeneuve-le-Roi au titre de laquelle un remboursement a eu lieu au profit de la société d'aménagement en raison d'un montant perçu par le Département trop important.

Les programmes récurrents, d'un montant de 1,1 M€ en hausse de 33 %, ont porté sur les travaux dans les villages vacances (0,6 M€), ainsi que sur les travaux dans les bâtiments sportifs et culturels (0,5 M€).

<b>Culture, vie sociale, jeunesse, sport et loisirs en M€</b>		<b>2017</b>	<b>2018</b>	<b>2019</b>	<b>2020</b>	<b>2021</b>	<b>2022</b>
<b>Culture</b>	<b>BP</b>	<b>3,28</b>	<b>1,64</b>	<b>3,73</b>	<b>1,67</b>	<b>1,12</b>	<b>1,12</b>
	<i>Total Inscrits</i>	2,80	1,43	4,59	1,96	1,01	1,00
	<b>CA</b>	<b>2,51</b>	<b>1,30</b>	<b>4,08</b>	<b>1,81</b>	<b>0,87</b>	<b>0,78</b>
	<b>% évolution</b>	<b>-19,8%</b>	<b>-48,2%</b>	<b>214,5%</b>	<b>-55,7%</b>	<b>-52,0%</b>	<b>-10,4%</b>
	<b>% exécution</b>	76,5%	79,0%	109,6%	108,3%	77,4%	69,4%
<b>Sports</b>	<b>BP</b>	<b>4,61</b>	<b>3,37</b>	<b>3,31</b>	<b>4,74</b>	<b>2,30</b>	<b>2,94</b>
	<i>Total Inscrits</i>	3,69	3,15	5,17	2,02	2,32	3,19
	<b>CA</b>	<b>2,20</b>	<b>1,72</b>	<b>4,12</b>	<b>1,65</b>	<b>1,86</b>	<b>2,93</b>
	<b>% évolution</b>	<b>-42,2%</b>	<b>-21,9%</b>	<b>140,1%</b>	<b>-60,0%</b>	<b>13,1%</b>	<b>57,2%</b>
	<b>% exécution</b>	47,7%	50,9%	124,4%	34,7%	80,9%	99,8%
<b>Jeunesse</b>	<b>BP</b>	<b>0,93</b>	<b>1,01</b>	<b>1,01</b>	<b>1,26</b>	<b>1,38</b>	<b>1,26</b>
	<i>Total Inscrits</i>	1,02	1,06	1,37	1,37	1,50	1,54
	<b>CA</b>	<b>0,91</b>	<b>0,83</b>	<b>1,15</b>	<b>1,15</b>	<b>0,94</b>	<b>1,22</b>
	<b>% évolution</b>	<b>-8,0%</b>	<b>-9,4%</b>	<b>38,8%</b>	<b>0,3%</b>	<b>-18,6%</b>	<b>30,5%</b>
	<b>% exécution</b>	98,6%	81,6%	113,3%	91,5%	67,8%	97,1%
<b>Total BP des dépenses</b>		<b>8,82</b>	<b>6,03</b>	<b>8,05</b>	<b>7,67</b>	<b>4,81</b>	<b>5,32</b>
<b>Total CA des dépenses</b>		<b>5,62</b>	<b>3,84</b>	<b>9,35</b>	<b>4,61</b>	<b>3,67</b>	<b>4,93</b>
<b>% évolution des dépenses</b>		<b>-29,1%</b>	<b>-31,6%</b>	<b>143,4%</b>	<b>-50,7%</b>	<b>-20,4%</b>	<b>34,4%</b>
<b>% exécution des dépenses</b>		63,7%	63,7%	116,1%	60,1%	76,3%	92,7%

- **Action sociale et prévention médico-sociale**

Les secteurs de l'action sociale et de la prévention médico-sociale représentent en 2022 un volume de dépenses d'investissement de 17,80 M€, en baisse de 16,6 %. Cette diminution concerne principalement le domaine des crèches pour -3,07 M€ (-19,4%) et celui de l'action sociale en faveur de l'insertion avec -1,49 M€ (-54,5 %).

Les programmes récurrents dans le domaine de l'action sociale s'élèvent à 5,63 M€ en 2022, soit une baisse de 8 % et concernent notamment les programmes d'études et de travaux sur les bâtiments des crèches.

Les opérations au titre des programmes individualisés de l'action sociale d'un montant de 10,36 M€ diminuent de 3,58 M€. Elles concernent les crèches pour un montant de 8,43 M€ et recouvrent également les travaux de restructuration et d'aménagement de l'EDS Lacharrière à Créteil ainsi que l'achat de mobilier destiné à la crèche Stalingrad à Champigny-sur-Marne.

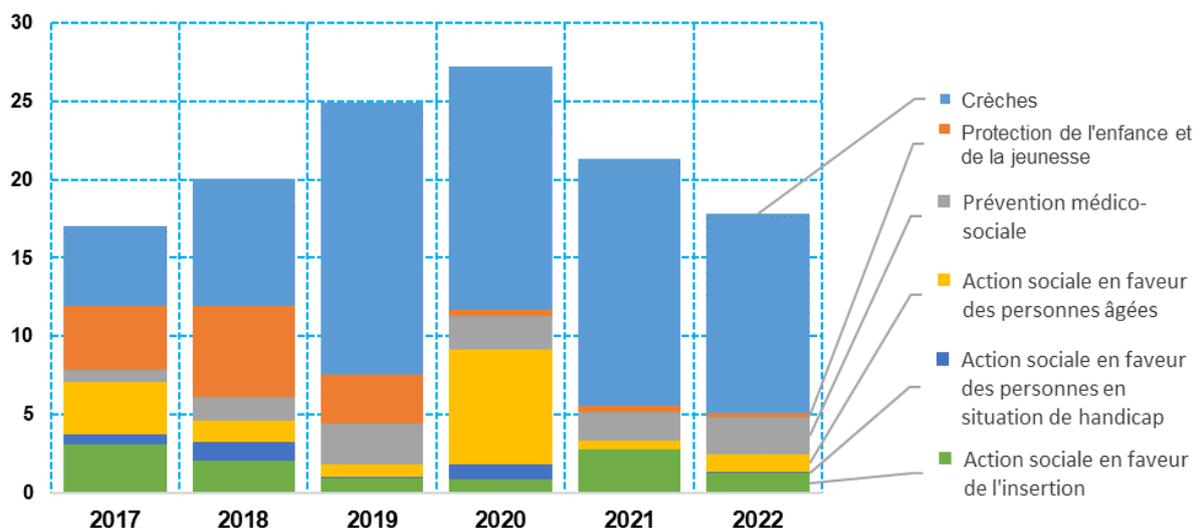
Les dépenses en faveur de l'insertion reculent de 1,49 M€ au regard de la progression de l'état d'avancement des travaux de restauration du bâtiment du Parangon à Joinville-le-Pont.

Le secteur de la protection de l'enfance et de la jeunesse est en baisse de 0,18 M€ tandis que celui de la prévention-médico-sociale connaît une augmentation des crédits réalisés

de 0,55 M€. Pour le premier secteur, le recul des crédits réalisés correspond à une baisse des dépenses relatives à l'achat de mobilier dans les crèches et pour le second secteur, la hausse est liée à la rénovation de la PMI les Larris à Fontenay-sous-Bois.

Pour la troisième année consécutive, la contribution du budget général au budget annexe des foyers de l'enfance (BAFE) n'a donné lieu à aucun versement eu égard à l'excédent de clôture de l'exercice 2021 constaté au BAFE.

### ÉVOLUTION DES DÉPENSES D'INVESTISSEMENT PAR DOMAINE



### PRÉSENTATION DES DÉPENSES D'INVESTISSEMENT PAR DOMAINE

Action sociale et prévention médico-sociale en M€		2017	2018	2019	2020	2021	2022
Crèches	BP	5,72	12,28	21,50	19,99	18,45	14,58
	CA	5,10	8,14	17,33	15,48	15,82	12,75
	% évolution	-10,1%	59,8%	112,8%	-10,7%	2,2%	-19,4%
	% exécution	89,0%	66,3%	80,6%	77,4%	85,7%	87,4%
Protection de l'enfance et de la jeunesse	BP	6,19	6,07	2,01	2,55	0,43	1,59
	CA	4,10	5,83	3,16	0,45	0,39	0,21
	% évolution	0,4%	42,3%	-45,7%	-85,8%	-14,5%	-46,6%
	% exécution	66,2%	96,0%	157,1%	17,7%	89,1%	13,0%
Prévention médico-sociale	BP	2,86	2,60	3,59	3,26	2,83	2,64
	CA	0,78	1,50	2,62	2,15	1,84	2,38
	% évolution	-48,4%	93,3%	74,4%	-18,1%	-14,5%	29,7%
	% exécution	27,2%	57,9%	73,1%	65,9%	64,9%	90,3%
Action sociale en faveur des personnes âgées	BP	2,79	1,57	1,11	1,73	2,65	1,59
	CA	3,34	1,33	0,74	7,33	0,51	1,16
	% évolution	117,4%	-60,1%	-44,7%	894,5%	-93,0%	127,1%
	% exécution	120,0%	84,9%	66,4%	423,7%	19,2%	72,7%
Action sociale en faveur des personnes en situation de handicap	BP	0,55		1,05	0,91	0,56	0,27
	CA	0,68	1,18	0,14	0,93	0,06	0,05
	% évolution	-10,5%	72,4%	-88,3%	571,3%	-93,3%	-11,5%
	% exécution	125,6%	-	13,2%	102,8%	11,1%	20,6%
Action sociale en faveur de l'insertion	BP	3,68	2,03	1,68	3,05	2,35	2,04
	CA	3,04	2,08	0,91	0,84	2,74	1,25
	% évolution	-43,7%	-31,6%	-56,2%	-7,9%	225,8%	-54,5%
	% exécution	82,7%	102,3%	54,2%	27,6%	116,5%	61,2%
<b>Total BP des dépenses</b>		<b>21,79</b>	<b>24,55</b>	<b>30,94</b>	<b>31,48</b>	<b>27,27</b>	<b>22,71</b>
<b>Total CA des dépenses</b>		<b>17,04</b>	<b>20,07</b>	<b>24,90</b>	<b>27,18</b>	<b>21,35</b>	<b>17,80</b>
<b>% évolution des dépenses</b>		<b>-10,1%</b>	<b>17,8%</b>	<b>24,1%</b>	<b>9,1%</b>	<b>-21,4%</b>	<b>-16,6%</b>
<b>% exécution des dépenses</b>		<b>78,2%</b>	<b>81,8%</b>	<b>80,5%</b>	<b>86,3%</b>	<b>78,3%</b>	<b>78,4%</b>

## PRÉSENTATION DES DÉPENSES D'INVESTISSEMENT PAR NATURE

Action sociale et prévention médico-sociale en M€		2017	2018	2019	2020	2021	2022
Travaux	BP	15,41	19,08	23,60	22,63	19,16	17,66
	CA	11,22	15,51	19,38	17,13	18,50	14,67
	% évolution	-20,5%	38,3%	24,9%	-11,6%	8,0%	-20,7%
	% exécution	72,8%	81,3%	82,1%	75,7%	96,6%	83,1%
Acquisitions	BP	1,01	3,16	3,04	1,99	3,80	1,08
	CA	0,96	1,33	2,51	0,92	1,81	1,08
	% évolution	13,9%	38,1%	88,8%	-63,3%	96,3%	-40,0%
	% exécution	95,6%	42,1%	82,6%	46,1%	47,5%	100,5%
Subventions	BP	3,05	0,57	2,72	5,16	2,69	2,73
	CA	3,85	1,71	1,65	1,38	0,69	0,44
	% évolution	35,3%	-55,6%	-3,4%	-16,2%	-50,5%	-35,1%
	% exécution	126,3%	299,6%	60,8%	26,9%	25,5%	16,3%
Avances de trésorerie accordées aux EHPAD	BP						
	CA				7,00		
	% évolution	-	-	-	-	-	-
	% exécution	-	-	-	-	-	-
Autres dépenses	BP	2,32	1,75	1,58	1,70	1,63	1,24
	CA	1,01	1,52	1,36	0,74	0,36	1,60
	% évolution	-12,6%	51,1%	-10,7%	-45,6%	-51,4%	344,7%
	% exécution	43,4%	86,9%	85,9%	43,6%	22,1%	128,5%
<b>Total BP des dépenses</b>		<b>21,79</b>	<b>24,55</b>	<b>30,94</b>	<b>31,48</b>	<b>27,27</b>	<b>22,71</b>
<b>Total CA des dépenses</b>		<b>17,04</b>	<b>20,07</b>	<b>24,90</b>	<b>27,18</b>	<b>21,35</b>	<b>17,80</b>
<b>% évolution des dépenses</b>		<b>-10,1%</b>	<b>17,8%</b>	<b>24,1%</b>	<b>9,1%</b>	<b>-21,4%</b>	<b>-16,6%</b>
<b>% exécution des dépenses</b>		<b>78,2%</b>	<b>81,8%</b>	<b>80,5%</b>	<b>86,3%</b>	<b>78,3%</b>	<b>78,4%</b>

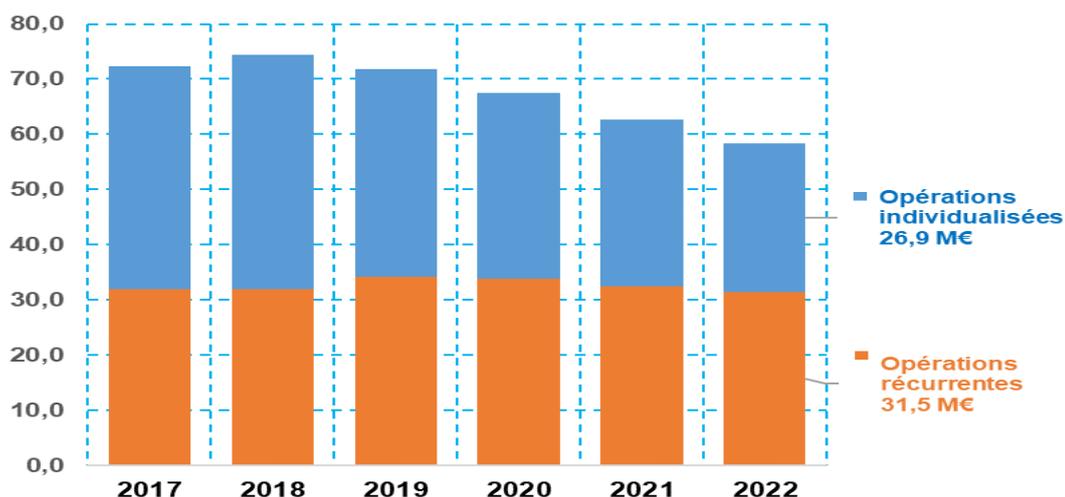
- **Réseau routier et transport**

Les dépenses consacrées au réseau routier et aux transports se sont élevées à 58,61 M€ en 2022, soit une baisse de 6,9% et de 4,37 M€. Les dépenses de ce secteur sont inscrites à 99,7% au plan pluriannuel d'investissement.

Les programmes récurrents représentent 53,9 % des dépenses pluriannuelles pour un montant de 31,5 M€ contre 32,4 M€ en 2021, soit une baisse de 2,8%. Ces programmes concernent principalement les travaux de conservation du réseau routier (7,8 M€), de réparation et d'entretien des ouvrages d'art (5,2 M€), de sécurité routière (4,9 M€), de requalification du réseau (3,9 M€), de rénovation et de mise en sécurité (3,3 M€), d'aménagement des modes actifs et de voirie (2,5 M€), de mise en accessibilité (1 M€), ainsi que des travaux dans les immeubles de voirie (0,6 M€).

Les programmes individualisés représentent 46,1% des dépenses pluriannuelles et connaissent une baisse de 11,2%, avec un montant réalisé de 26,9 M€ contre 30,3 M€ en 2021. Les opérations de plus d'un million d'euros portent sur le T9 - participation à Ile-de-France mobilités (4,9 M€), le pont Mandela à Ivry/Charenton (4,5 M€), le pont d'Ivry-sur-Seine (2,3 M€), le Tzen 5 Vitry/Choisy (1,9 M€), la RN 406 - port de Bonneuil (1,7 M€), Altival - travaux (1,6 M€), le pont de Nogent (1,5 M€), le fonds OIN (1,3 M€), le contrat d'intérêt national (1,2 M€) et le câble 1 (1,1 M€).

## ÉVOLUTION DES DÉPENSES DU PROGRAMME PLURIANNUEL D'INVESTISSEMENT



## PRÉSENTATION DES DÉPENSES D'INVESTISSEMENT PAR NATURE

Voirie et transports en M€		2017	2018	2019	2020	2021	2022
Frais d'études	BP	2,30	3,41	2,83	2,72	2,93	1,81
	CA	2,61	2,21	2,73	1,79	1,60	1,38
	% évolution	43,8%	-15,4%	23,8%	-34,3%	-10,9%	-14,0%
	% exécution	113,6%	64,8%	96,4%	65,9%	54,5%	75,8%
Subventions d'équipements versées	BP	6,45	8,37	7,96	10,11	16,51	19,42
	CA	1,31	8,83	8,12	19,54	11,15	12,41
	% évolution	-33,8%	574,3%	-8,0%	140,6%	-42,9%	11,2%
	% exécution	20,3%	105,4%	102,0%	193,3%	67,6%	63,9%
Acquisitions	BP	2,83	3,87	4,21	2,75	2,16	3,88
	Total Inscrits	4,31	3,48	2,45	1,07	2,07	3,66
	CA	2,89	0,99	1,96	0,58	1,70	1,17
	% évolution	54,1%	-65,8%	97,7%	-70,4%	192,3%	-31,0%
% exécution	102,3%	25,6%	46,5%	21,1%	78,4%	30,1%	
Travaux	BP	60,01	57,81	53,29	52,98	43,95	45,26
	CA	61,52	58,90	58,86	45,43	48,40	43,59
	% évolution	-3,7%	-4,3%	-0,1%	-22,8%	6,5%	-10,0%
	% exécution	102,5%	101,9%	110,4%	85,8%	110,1%	96,3%
Autres dépenses	BP	7,47	5,43	0,99	0,49	0,35	0,14
	CA	4,26	3,88	0,58	0,32	0,13	0,07
	% évolution	-38,6%	-8,9%	-85,1%	-44,9%	-58,9%	-44,9%
	% exécution	57,0%	71,4%	58,6%	65,9%	37,9%	50,6%
<b>Total BP des dépenses</b>		<b>79,05</b>	<b>78,89</b>	<b>69,28</b>	<b>69,05</b>	<b>65,90</b>	<b>70,52</b>
<b>Total CA des dépenses</b>		<b>72,59</b>	<b>74,80</b>	<b>72,25</b>	<b>67,67</b>	<b>62,98</b>	<b>58,61</b>
<b>% évolution des dépenses</b>		<b>-5,1%</b>	<b>3,1%</b>	<b>-3,4%</b>	<b>-6,3%</b>	<b>-6,9%</b>	<b>-6,9%</b>
<b>% exécution des dépenses</b>		<b>91,8%</b>	<b>94,8%</b>	<b>104,3%</b>	<b>98,0%</b>	<b>95,6%</b>	<b>83,1%</b>

- **Eau et assainissement**

Les dépenses consacrées au secteur de l'eau et de l'assainissement se sont élevées à 4,18 M€ en 2022, soit une hausse de 4,1% et de 0,16 M€. Cette augmentation est à attribuer principalement aux dépenses de frais d'études pour la création et rehaussement des murettes dans le cadre de la requalification de la voirie.

Le programme des opérations récurrentes représente 2,5 M€ contre 1,3 M€ pour les opérations individuelles.

Pour la quatrième année consécutive le budget général n'a pas versé de contribution financière au financement des travaux réalisés sur les ouvrages d'eaux pluviales. En effet, le financement de la section d'investissement du BAA a été principalement réalisé par les amortissements et les subventions permettant de financer les dépenses engagées sur ce patrimoine.

#### PRÉSENTATION DES DÉPENSES D'INVESTISSEMENT PAR NATURE

Eau et assainissement en M€		2017	2018	2019	2020	2021	2022
<b>Participation au budget annexe d'assainissement</b>	<b>BP</b>	<b>20,00</b>	<b>10,57</b>	<b>3,98</b>	<b>0,03</b>	<b>7,47</b>	<b>4,35</b>
	<i>Total Inscrits</i>	16,57	9,89	3,87	0,03	-	1,96
	<b>CA</b>	<b>14,00</b>	<b>6,95</b>				
	% évolution	19,7%	-50,4%	-	-	-	-
	% exécution	70,0%	65,7%	-	-	-	-
<b>Frais d'études</b>	<b>BP</b>	<b>0,30</b>	<b>0,30</b>	<b>0,30</b>	<b>0,30</b>	<b>0,30</b>	<b>0,65</b>
	<b>CA</b>	<b>0,30</b>	<b>0,44</b>	<b>0,22</b>	<b>0,29</b>	<b>0,39</b>	<b>0,64</b>
	% évolution	0,8%	45,5%	-49,6%	31,7%	33,9%	65,9%
	% exécution	100,0%	145,5%	73,4%	96,6%	129,3%	99,0%
	<b>BP</b>	<b>4,08</b>	<b>3,14</b>	<b>2,48</b>	<b>3,68</b>	<b>3,37</b>	<b>4,03</b>
<b>Travaux</b>	<b>CA</b>	<b>5,00</b>	<b>3,94</b>	<b>2,56</b>	<b>3,74</b>	<b>3,63</b>	<b>3,54</b>
	% évolution	20,3%	-21,0%	-35,1%	46,3%	-3,0%	-2,5%
	% exécution	122,4%	125,6%	103,4%	101,8%	107,9%	87,9%
	<b>BP</b>						
	<b>CA</b>			<b>0,04</b>			
<b>Autres dépenses</b>	% évolution	-	-	-	-	-	-
	% exécution	-	-	-	-	-	-
	<b>Total BP des dépenses</b>	<b>24,38</b>	<b>14,02</b>	<b>6,75</b>	<b>4,01</b>	<b>11,14</b>	<b>9,02</b>
	<b>Total CA des dépenses</b>	<b>19,30</b>	<b>11,33</b>	<b>2,82</b>	<b>4,03</b>	<b>4,02</b>	<b>4,18</b>
	% évolution des dépenses	17,2%	-41,3%	-75,1%	43,2%	-0,4%	4,1%
% exécution des dépenses	79,1%	80,8%	41,7%	100,6%	36,1%	46,4%	

#### • Aménagement, environnement, habitat et développement du territoire

Les dépenses dans les secteurs de l'aménagement, de l'environnement, de l'habitat et du développement du territoire ont représenté 30,42 M€, en baisse de 2,8 % en 2022.

Le montant des programmes récurrents diminue de 8,4 % et est réalisé à hauteur de 19 M€. Le principal programme est le plan départemental d'action pour le logement pour un montant de 17 M€, en baisse notamment car le nombre de logements financés par le Département a été moins important en 2022 : 1 012 logements financés en 2022 contre 1 807 en 2021 pour le même nombre d'opérations programmées et parce qu'un seul acompte pour un espace public a été financé en 2022 contre 5 en 2021.

Les dépenses concernant les espaces verts s'élèvent à 6,56 M€ et sont en baisse de 30,5%. L'année 2022 a avant tout été marquée par le démarrage opérationnel de l'ambitieux projet du Plan 50 000 arbres en Val-de-Marne (voté en octobre 2021). Le 19 février 2022 s'est déroulé le lancement officiel du Plan, avec la plantation de l'arbre mascotte au parc de la Plage bleue, d'arbres-tiges au sein du collège Samuel Patty à Valenton et la plantation citoyenne de jeunes plants forestiers sur un délaissé de voirie à Vitry-sur-Seine (600 arbres).

La saison de plantations s'est poursuivie jusqu'en décembre 2022, portant ainsi le compteur à 5 713 arbres plantés, comprenant notamment :

- 2 022 arbres au parc de la Saussaie-Pidoux à Villeneuve-Saint-Georges lors d'une plantation participative associant des écoliers ;
- 238 équivalents arbres au sein du bassin du bois Saint-Martin à Villiers-sur-Marne ;

- 505 arbres lors de la première opération « Adopte ton arbre » organisée sur le parc des Lilas à Vitry-sur-Seine.

Plusieurs études ont été produites : une étude cartographique réalisée en régie (permettant de mettre en avant les enjeux du territoire en lien avec le Plan 50 000 arbres, une étude de la couverture arborée auprès du bureau d'études TerraNis, et des études réseaux pour le développement des plantations sur les voiries et délaissés non plantés. Une étude sur l'impact carbone du plan a été initiée.

Une aide à destination des 47 communes et des 3 établissements publics territoriaux pour le financement de projets de plantation a été validée en Conseil départemental du 27 juin 2022. Entre le 9 septembre et le 31 décembre 2022, 25 dossiers ont été déposés, dont 9 ont fait l'objet d'une validation de subventionnement en Commission permanente du 12 décembre, représentant un montant total de subventions de 145 402 € pour la plantation de 294 arbres.

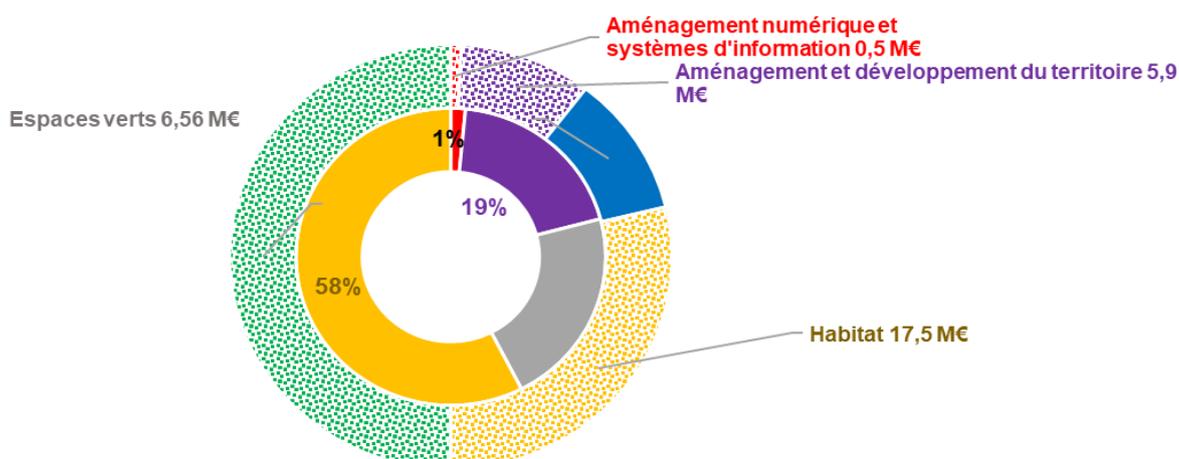
Le programme de travaux d'aménagement dans les parcs a permis entre autres d'achever les travaux de la renaturation de la Bièvre à Arcueil et Gentilly, de réaliser, en partie, des travaux de préservation du parc départemental des Lilas à Vitry-sur-Seine et du parc du Coteau à Arcueil et Gentilly.

Le programme de travaux d'aménagement dans les parcs a permis entre autres de réaliser les travaux de la renaturation de la Bièvre à Arcueil et Gentilly, de réaliser des travaux de préservation du parc départemental des Lilas et du parc du Coteau à Arcueil et Gentilly.

Les opérations individualisées du secteur aménagement, environnement représentent un montant de 7,6 M€, soit une baisse de 14,5 %. Les principales opérations concernent la renaturation de la Bièvre à Arcueil et Gentilly (2,5 M€) eu égard au niveau de l'avancement des travaux, la participation à l'EPA-ORSA (1,7 M€) pour abonder le fonds de roulement de l'établissement, le parc des Lilas à Vitry-sur-Seine (0,7 M€), le plan 50 000 arbres (0,6 M€).

S'agissant de la politique de la ville, le montant des dépenses s'établit à 0,9 M€, en baisse de 4 % et correspond aux subventions versées dans le cadre du soutien aux équipements de proximité en cœur de quartier.

### Aménagement, environnement, habitat et développement du territoire en 2022



## PRÉSENTATION DES DÉPENSES D'INVESTISSEMENT PAR DOMAINE

Habitat, aménagement urbain et environnement et développement du territoire en M€		2017	2018	2019	2020	2021	2022
Habitat	BP	25,45	25,05	24,82	22,26	21,76	20,46
	CA	19,71	23,09	20,67	18,41	18,33	17,51
	% évolution	-11,2%	17,1%	-10,5%	-10,9%	-0,5%	-4,5%
	% exécution	77,5%	92,2%	83,3%	82,7%	84,2%	85,5%
Espaces verts	BP	5,36	6,26	7,34	12,25	12,47	6,52
	Total Inscrits	4,57	5,51	5,76	9,20	13,56	9,17
	CA	4,00	4,71	4,40	6,69	9,43	6,56
	% évolution	-23,0%	17,6%	-6,4%	51,8%	41,1%	-30,5%
	% exécution	74,7%	75,2%	60,0%	54,6%	75,6%	100,6%
Aménagement et développement du territoire	BP	12,61	7,37	9,40	9,97	9,06	9,64
	Total Inscrits	9,09	5,72	5,21	7,35	5,35	7,60
	CA	5,09	4,01	3,29	5,72	3,41	5,89
	% évolution	-43,4%	-21,2%	-17,9%	73,8%	-40,5%	73,0%
	% exécution	40,3%	54,4%	35,0%	57,4%	37,6%	61,1%
Aménagement numérique et systèmes d'information	BP	3,52	1,49	1,09	0,37	0,47	0,54
	Total Inscrits	4,38	1,16	1,10	0,76	0,69	0,84
	CA	2,44	0,78	0,57	0,31	0,11	0,46
	% évolution	-30,5%	-68,2%	-27,0%	-45,6%	-63,1%	307,0%
	% exécution	69,4%	52,1%	52,0%	83,3%	24,3%	85,8%
Total BP des dépenses		46,93	40,16	42,65	44,86	43,76	37,17
Total CA des dépenses		31,24	32,58	28,93	31,13	31,28	30,42
% évolution des dépenses		-21,7%	4,3%	-11,2%	7,6%	0,5%	-2,8%
% exécution des dépenses		66,6%	81,1%	67,8%	69,4%	71,5%	81,8%

### • Remboursement du capital de la dette

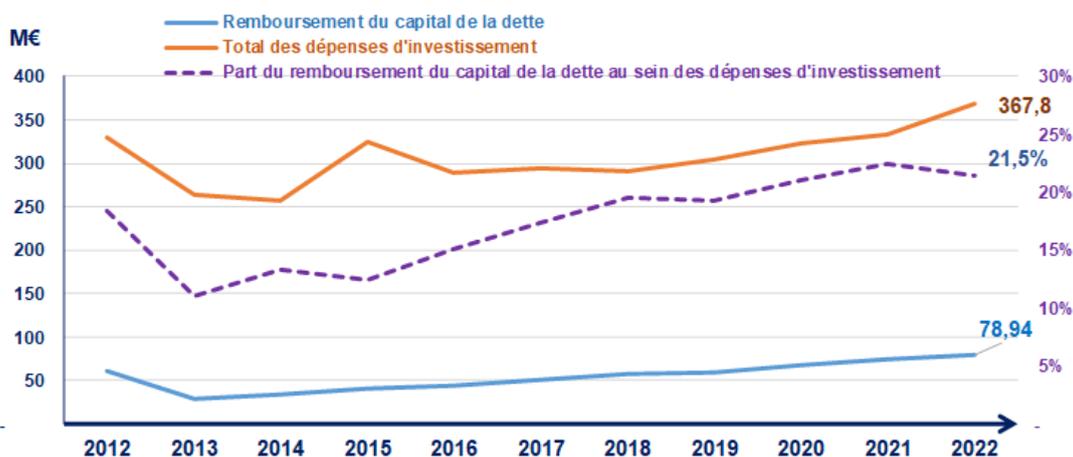
Le remboursement en capital de la dette s'est élevé à 78,94 M€, en hausse de 5,5% par rapport à 2021 (74,82 M€) compte tenu de l'augmentation de l'encours de la dette et de son profil d'amortissement.

Remboursement du capital de la dette en M€		2017	2018	2019	2020	2021	2022
Remboursement du capital de la dette	BP	50,48	57,62	60,75	63,59	71,89	80,01
	CA	51,16	56,92	58,88	68,16	74,82	78,94
	% évolution	16,9%	11,3%	3,4%	15,8%	9,8%	5,5%
	% exécution	101,4%	98,8%	96,9%	107,2%	104,1%	98,7%

## ÉVOLUTION DE LA PART DU REMBOURSEMENT DU CAPITAL DE LA DETTE AU SEIN DES DÉPENSES D'INVESTISSEMENT DEPUIS 2012

### PART DU REMBOURSEMENT DU CAPITAL DE LA DETTE AU SEIN DES DÉPENSES D'INVESTISSEMENT

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Remboursement du capital de la dette	60,41	29,07	34,22	40,32	43,76	51,16	56,92	58,88	68,16	74,82	78,94
Total des dépenses d'investissement	329,19	264,51	256,27	324,35	289,77	293,52	291,25	304,61	322,98	333,45	367,76
Part du remboursement du capital de la dette au sein des dépenses d'investissement	18,4%	11,0%	13,4%	12,4%	15,1%	17,4%	19,5%	19,3%	21,1%	22,4%	21,5%



Le remboursement en capital de la dette représente 26,5 % des dépenses d'investissement contre 22,4 % en 2021. La part moyenne sur la période 2012-2022 est de 17,7 %. Le détail sur le remboursement du capital de la dette et son évolution est retracé dans le rapport présentant la gestion en 2022 de la dette.

## 2.2 Des recettes d'investissement à la hausse (hors emprunt et dotations)

Les recettes d'investissement (hors emprunt et dotation (FCTVA)) se sont élevées à 61,20 M€ en 2022 contre 56,06 M€ en 2021. Cette hausse sur 2022 principalement à la perception de subventions.

Recettes d'investissement (hors emprunts et dotations) en M€		2017	2018	2019	2020	2021	2022
Subventions d'investissement	BP	38,21	30,73	43,61	54,87	53,40	67,20
	CA	27,71	19,91	39,36	44,07	52,85	58,33
	% évolution	-4,1%	-28,2%	97,7%	12,0%	19,9%	10,4%
	% exécution	72,5%	64,8%	90,3%	80,3%	99,0%	86,8%
Opérations pour compte de tiers	BP	5,83	6,79	0,99	0,53	0,51	0,10
	CA	4,87	4,55	2,00	0,12	0,32	0,04
	% évolution	7,2%	-6,4%	-56,0%	-94,1%	173,3%	-88,5%
	% exécution	83,5%	67,0%	202,1%	22,3%	63,8%	36,2%
Autres immobilisations financières	BP	1,88	1,59	3,83	4,42	3,15	3,50
	CA	1,86	1,56	3,37	2,65	2,61	2,32
	% évolution	4,5%	-16,2%	115,3%	-21,1%	-1,6%	-11,2%
	% exécution	99,0%	98,1%	87,8%	60,1%	82,9%	66,3%
Avance remboursable DMTO	BP	-	-	-	-	-	-
	CA	-	-	-	50,00	-	-
	% évolution	-	-	-	-	-	-
	% exécution	-	-	-	-	-	-
Remboursement des avances de trésorerie accordées aux Ehpad	BP	-	-	-	-	-	-
	CA	-	-	-	7,00	-	-
	% évolution	-	-	-	-	-	-
	% exécution	-	-	-	-	-	-
Autres recettes d'investissement	BP	13,29	10,25	11,95	13,58	11,08	10,12
	CA	0,66	0,14	3,44	4,60	0,27	0,51
	% évolution	9,6%	-79,2%	2389,0%	33,7%	-94,1%	90,7%
	% exécution	5%	1%	29%	34%	2%	5%
Total BP des recettes		59,20	49,37	60,38	73,40	68,14	80,93
Total CA des recettes		35,11	26,16	48,17	108,45	56,06	61,20
% évolution des recettes		-2,0%	-25,5%	84,1%	125,1%	-48,3%	9,2%
% exécution des recettes		-40,7%	-47,0%	-20,2%	47,8%	-17,7%	-24,4%

- **Les subventions reçues**

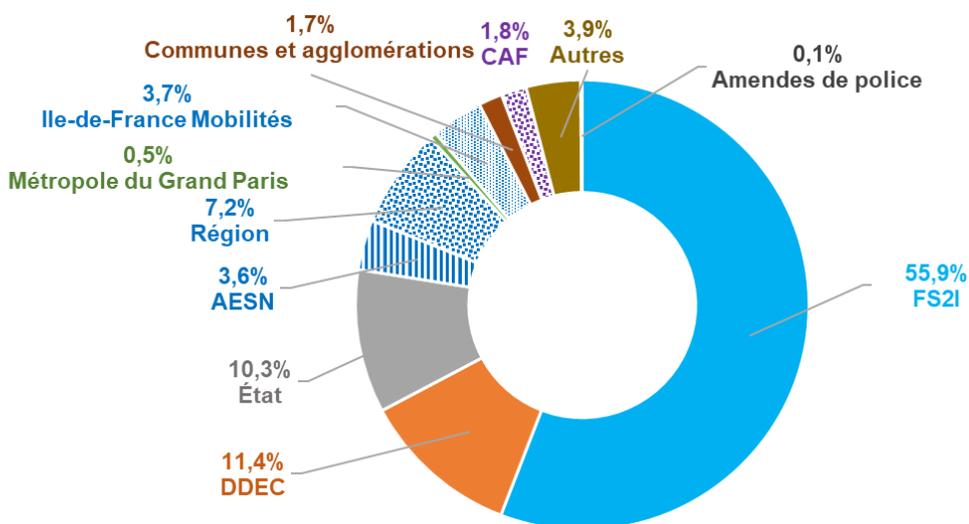
Des recettes de subventions ont été perçues pour un montant de 58,33 M€, en hausse de 10,4%, soit + 5,48 M€ par rapport à 2021.

Cette évolution favorable repose amplement sur la quatrième année de participation du Fonds de solidarité interdépartemental d'investissement (FS2I) pour une recette de 32,60 M€ contre 28,73 M€ en 2021. Ce fonds s'appuie depuis sa création par les sept départements franciliens au 1<sup>er</sup> janvier 2019 sur un établissement public interdépartemental qui a reversé 157,50 M€ en 2022. Cette recette est à mettre en parallèle de la contribution du Département au fonds pour un montant de 19,13 M€ soit un apport net de 13,47 M€ en 2022.

Hors FS2I qui est à l'origine de 55,9% des subventions d'investissement reçues en 2022 par le Département, le montant des subventions reçues a progressé de 6,7% et de 1,61 M€, bien que les financements de la Région et d'Ile-de-France Mobilités connaissent un recul de 15,2 % et de 1,13 M€.

Parmi les autres subventions reçues, il est à noter que le Département a perçu en 2022 des fonds de l'AESN pour la renaturation de la Bièvre à Arcueil et Gentilly (2,1 M€), de la MGP pour la passerelle du pont de Nogent-sur-Marne (1,4 M€). La Caisse d'allocations familiales a également apporté un soutien aux projets départementaux, au premier rang desquelles figurent les crèches (1,04 M€).

**Répartition des financeurs au CA 2022**



Financeurs en M€	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Région	11,13	11,67	7,88	5,16	6,65	6,04	4,19
Etat	2,66	2,53	2,11	4,60	2,14	5,39	6,00
CAF	0,25					2,56	1,04
Île-de-France Mobilités	2,57	2,78	1,52	1,51	3,24	1,43	2,15
RATP							
Départements		0,09					
Métropole du Grand Paris				0,84	0,97	0,53	0,27
Communes et structures intercommunales	0,33	1,01	0,39	1,50	1,61	0,26	0,99
Autres groupements de collectivités		0,75					1,60
Agence de l'eau Seine Normandie	2,04					0,47	2,12
Autres établissements publics locaux	0,05		0,18		0,13		
Fonds européens	0,14					0,72	0,10
DDEC - Dotation départementale d'équipement des collèges	6,66	6,66	6,66	6,66	6,66	6,66	6,66
Produits des amendes de radars automatiques	0,07	0,07	0,07	0,07	0,07	0,07	0,07
Fonds de Solidarité Interdépartemental d'investissement (FS2I)				18,49	21,95	28,73	32,60
Autres	3,00	2,15	1,10	0,54	0,66		0,56
<b>Total</b>	<b>28,90</b>	<b>27,71</b>	<b>19,91</b>	<b>39,36</b>	<b>44,07</b>	<b>52,85</b>	<b>58,33</b>

- **Les opérations pour compte de tiers**

Des recettes ont été perçues en 2022 au titre des opérations pour compte de tiers, avec un montant de 0,04 M€ dans le cadre des projets du Grand Paris Express (SGP). Ces recettes poursuivent leurs baisses et s'élèvent à 0,04 M€ en 2022 contre 0,32 M€ en 2021. Cette évolution résulte de la fin de quelques conventions au titre de la refacturation à la SGP de certaines opérations (travaux et études) et de la Végétale (ex-Tégéval).

Compte de tiers en M€	2017	2018	2019	2020	2021	2022
<b>BP</b>	<b>5,83</b>	<b>6,79</b>	<b>0,99</b>	<b>0,53</b>	<b>0,51</b>	<b>0,10</b>
<b>Opérations compte de tiers</b> <i>Total Inscrits</i>	<b>5,45</b>	<b>6,56</b>	<b>2,19</b>	<b>0,49</b>	<b>0,23</b>	<b>0,10</b>
<b>CA</b>	<b>4,87</b>	<b>4,55</b>	<b>2,00</b>	<b>0,12</b>	<b>0,32</b>	<b>0,04</b>
<b>% évolution</b>	<b>7,2%</b>	<b>-6,4%</b>	<b>-56,0%</b>	<b>-94,1%</b>	<b>173,3%</b>	<b>-88,5%</b>
<b>% exécution</b>	<b>83,5%</b>	<b>67,0%</b>	<b>202,1%</b>	<b>22,3%</b>	<b>63,8%</b>	<b>36,2%</b>

- **Les autres immobilisations financières**

Les autres immobilisations financières s'élèvent en 2022 à 2,32 M€ contre 2,61 M€ en 2021 en recul de 11,2 %.

Il s'agit principalement des remboursements au titre des prêts d'honneur qui étaient antérieurement gérés hors budget et qui ont été intégrés dans la comptabilité du budget général à compter de 2019. La recette de ces prêts représente cette année 1,43 M€ contre 1,55 M€ en 2021.

Les autres recettes d'un montant de 0,89 M€ concernent en particulier les remboursements des prêts au titre du fonds social pour l'habitat (0,61 M€ contre 0,64 M€ en 2021) et du fonds de modernisation des établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes à hauteur de 0,27 M€, montant qui demeure identique à celui de l'an passé.

- **Les autres recettes d'investissement**

En 2022, les autres recettes d'investissement qui recouvrent divers remboursements de trop-perçus et des réaffectations comptables s'élèvent à 0,51 M€ contre 0,27 M€ en 2021.

○ **Les produits de cessions**

Les produits de cessions sont prévus au budget primitif en investissement, à hauteur de 10,08 M€ en 2022, constatés en section de fonctionnement et améliorent les recettes d'investissement à la faveur d'une opération d'ordre. En 2022, ils se sont élevés à 1,86 M€ contre 6,97 M€ en 2021, soit une diminution de 73,3 %.

Produits des cessions en M€		2017	2018	2019	2020	2021	2022
<b>Produits des cessions</b>	<b>BP</b>	<b>12,55</b>	<b>10,12</b>	<b>10,10</b>	<b>10,10</b>	<b>11,08</b>	<b>10,08</b>
	<i>Total Inscrits</i>	7,55	7,97	8,02	9,06	6,88	7,48
	<b>CA</b>	<b>4,80</b>	<b>5,07</b>	<b>5,84</b>	<b>4,38</b>	<b>6,97</b>	<b>1,86</b>
	<b>% évolution</b>	<b>42,1%</b>	<b>5,6%</b>	<b>15,1%</b>	<b>-25,0%</b>	<b>59,3%</b>	<b>-73,3%</b>
	<b>% exécution</b>	<b>38,3%</b>	<b>50,1%</b>	<b>57,8%</b>	<b>43,3%</b>	<b>62,9%</b>	<b>18,5%</b>

○ **Le FCTVA**

Le fonds de compensation de la TVA (FCTVA), qui est calculé sur la base des dépenses d'investissement éligibles de l'année n-1, a été encaissé pour un montant 27,23 M€, soit une baisse de 10,2% et de 3,09 M€ par rapport au montant encaissé en 2021.

Dotation - FCTVA		2017	2018	2019	2020	2021	2022
<b>FCTVA - Fonds de compensation de la TVA</b>	<b>BP</b>	<b>34,16</b>	<b>25,40</b>	<b>27,45</b>	<b>27,92</b>	<b>28,79</b>	<b>30,11</b>
	<b>CA</b>	<b>29,59</b>	<b>25,61</b>	<b>27,44</b>	<b>27,85</b>	<b>30,33</b>	<b>27,23</b>
	<b>% évolution</b>	<b>-10,9%</b>	<b>-13,4%</b>	<b>7,2%</b>	<b>1,5%</b>	<b>8,9%</b>	<b>-10,2%</b>
	<b>% exécution</b>	<b>86,6%</b>	<b>100,8%</b>	<b>100,0%</b>	<b>99,7%</b>	<b>105,3%</b>	<b>90,4%</b>

**2.3 La structure de l'investissement en 2022**

La structure de l'investissement est présentée en charge nette (les dépenses moins les recettes affectées) pour tenir compte du coût réel des opérations une fois les subventions prises en compte. Afin de considérer la part respective de l'investissement par secteur, le remboursement en capital de la dette ainsi que les recettes non affectées (emprunt et FCTVA) ont été neutralisés.

La charge nette de l'investissement d'un montant de 227,61 M€ est en baisse en 2022 de 9,9% par rapport à 2021. Hors FS2I, elle est portée à 241,08 M€, soit une baisse de 9,1% par rapport à 2021, mais demeure supérieur à 2020 (202,38 M€) témoignant ainsi de l'effort de la collectivité pour maintenir un haut niveau d'investissement.

Charge nette d'investissement en M€		2017	2018	2019	2020	2021	2022
<b>Dépenses d'investissement</b> (hors capital de la dette et avances)	<b>BP</b>	<b>284,36</b>	<b>269,19</b>	<b>274,56</b>	<b>294,41</b>	<b>305,47</b>	<b>324,54</b>
	<i>Total Inscrits</i>	284,36	269,19	274,56	294,41	305,47	324,54
	<b>CA</b>	<b>242,36</b>	<b>234,33</b>	<b>245,73</b>	<b>247,82</b>	<b>308,63</b>	<b>288,82</b>
	<b>% évolution</b>	<b>-1,5%</b>	<b>-3,3%</b>	<b>4,9%</b>	<b>0,9%</b>	<b>24,5%</b>	<b>-6,4%</b>
	<b>% exécution</b>	<b>85,2%</b>	<b>87,1%</b>	<b>89,5%</b>	<b>84,2%</b>	<b>101,0%</b>	<b>89,0%</b>
<b>Recettes d'investissement</b> (hors emprunt, avances et dotations)	<b>BP</b>	<b>59,20</b>	<b>49,36</b>	<b>60,38</b>	<b>73,40</b>	<b>68,14</b>	<b>80,93</b>
	<i>Total Inscrits</i>	59,20	49,36	60,38	73,40	68,14	80,93
	<b>CA</b>	<b>35,11</b>	<b>26,16</b>	<b>48,17</b>	<b>51,45</b>	<b>56,06</b>	<b>61,20</b>
	<b>% évolution</b>	<b>-2,0%</b>	<b>-25,5%</b>	<b>84,1%</b>	<b>6,8%</b>	<b>9,0%</b>	<b>9,2%</b>
	<b>% exécution</b>	<b>59,3%</b>	<b>53,0%</b>	<b>79,8%</b>	<b>70,1%</b>	<b>82,3%</b>	<b>75,6%</b>
<b>Charge nette</b>	<b>BP</b>	<b>225,15</b>	<b>219,83</b>	<b>214,18</b>	<b>221,01</b>	<b>237,32</b>	<b>243,62</b>
	<i>Total Inscrits</i>	225,15	219,83	214,18	221,01	237,32	243,62
	<b>CA</b>	<b>207,25</b>	<b>208,17</b>	<b>197,56</b>	<b>196,38</b>	<b>252,58</b>	<b>227,61</b>
	<b>% évolution</b>	<b>-1,4%</b>	<b>0,4%</b>	<b>-5,1%</b>	<b>-0,6%</b>	<b>28,6%</b>	<b>-9,9%</b>

### 3 L'équilibre du compte administratif

#### 3.1 L'épargne

- L'épargne brute

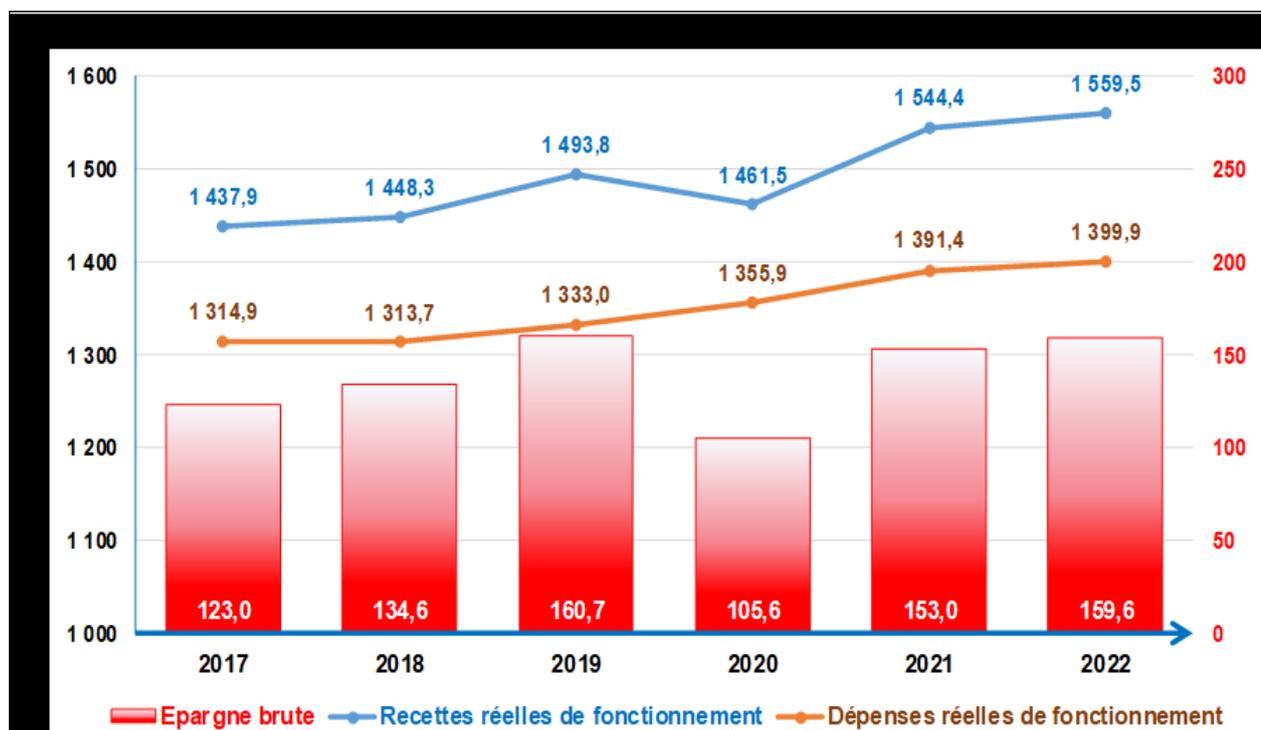
L'épargne brute, aussi appelée autofinancement brut, est égale à la différence entre les recettes et les dépenses réelles de fonctionnement. Le taux d'épargne brute, qui est le ratio entre l'épargne brute et les recettes de fonctionnement, mesure la capacité d'une collectivité à financer ses investissements.

L'épargne brute s'est élevée en 2022 à 159,65 M€, en hausse de 4,4 % et de 6,68 M€ par rapport à 2021. Le taux d'épargne brute suit la même tendance et passe de 9,9% en 2021 à 10,2% en 2022. Cette amélioration de l'épargne brute s'explique par une progression plus forte des recettes réelles de fonctionnement (+1,0% et +15,10 M€) que des dépenses réelles (+0,6% et +8,42 M€).

Après quatre années consécutives de hausse régulière de l'épargne (2016-2019) et la baisse en 2020 liée à la crise sanitaire (-34,3%), l'épargne brute poursuit sa hausse engagée en 2021 pour atteindre 10,2%.

Épargne brute en M€	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Recettes réelles de fonctionnement	1 437,88	1 448,25	1 493,78	1 461,47	1 544,41	1 559,51
Dépenses réelles de fonctionnement	1 314,91	1 313,70	1 333,04	1 355,90	1 391,45	1 399,87
Épargne brute (recettes - dépenses)	122,96	134,55	160,73	105,56	152,97	159,65
Taux d'évolution	26,0%	9,4%	19,5%	-34,3%	44,9%	4,4%
Taux d'épargne brute (épargne brute / recettes de fonctionnement)	8,6%	9,3%	10,8%	7,2%	9,9%	10,2%

#### CONSTITUTION DE L'ÉPARGNE BRUTE DEPUIS 2016



- L'épargne nette

L'épargne nette est égale à la différence entre l'épargne brute, également appelée capacité d'autofinancement brute, et le remboursement en capital de la dette. Le montant de l'épargne nette s'est élevé en 2022 à 80,70 M€. En lien avec la hausse du taux d'épargne brute, le taux d'épargne nette progresse également de 5,1% à 5,2%.

Épargne nette en M€	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Épargne brute	122,96	134,55	160,73	105,56	152,97	159,65
Remboursement de dette (cptes 1641 & 16441 et débit cpts 16449)	51,16	56,92	58,88	68,16	74,82	78,94
Épargne nette (épargne brute - remboursement de dette)	71,80	77,64	101,86	37,40	78,15	80,70
Recettes réelles de fonctionnement	1 437,88	1 448,25	1 493,78	1 461,47	1 544,41	1 559,51
Taux d'épargne nette (épargne nette / recettes de fonctionnement)	5,0%	5,4%	6,8%	2,6%	5,1%	5,2%

### 3.2 L'emprunt réalisé

L'emprunt réalisé permet de couvrir le besoin de financement de la section d'investissement en complément de l'épargne (autofinancement), des recettes définitives d'investissement (dotations et subventions) et de la reprise du résultat de l'année antérieure. Le besoin de financement intègre les restes à réaliser en investissement correspondant aux dépenses engagées non mandatées et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre.

En 2022, l'emprunt réalisé s'élève à 125,33 M€, en hausse de 35,33 M€ par rapport à 2021 (90,00 M€). Une recette d'ordre de 2,16 M€ (solte capitalisée dans le cadre d'une renégociation) s'ajoute à l'emprunt mobilisé. Il demeure inférieur à la prévision de recettes au budget primitif 2022 de 165,00 M€, diminuée de 28,39 M€ dans le cadre du vote du budget supplémentaire 2022

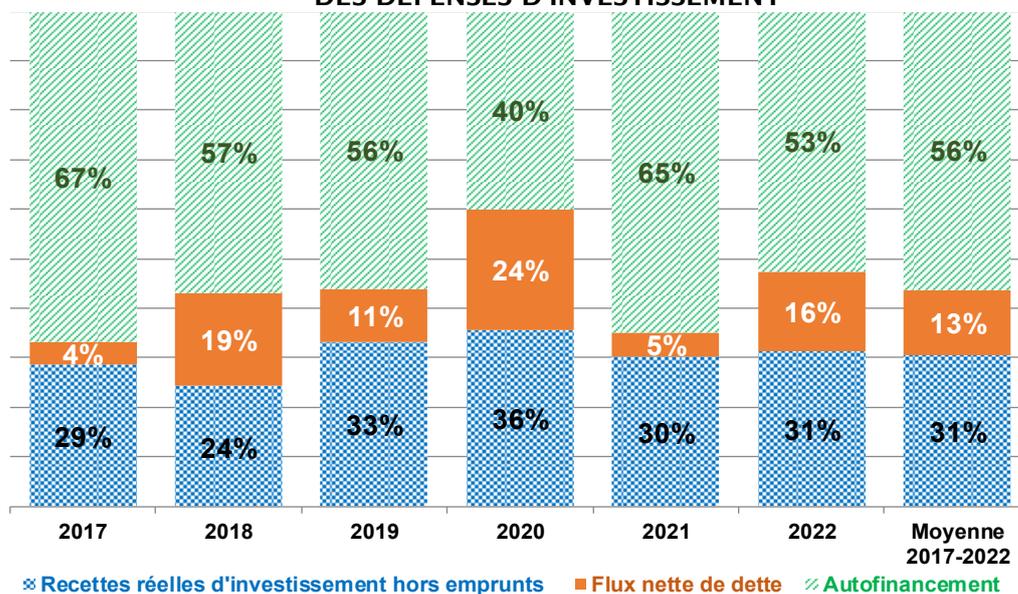
### STRUCTURE DE FINANCEMENT DES DÉPENSES D'INVESTISSEMENT

Opérations réelles en M€	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Recettes de fonctionnement (hors produits de cessions) (A)	1 474,01	1 491,89	1 539,38	1 517,67	1 598,90	1 610,91
Dépenses de fonctionnement (B)	1 358,55	1 359,26	1 378,65	1 413,46	1 443,46	1 452,01
<b>Autofinancement (C = A-B)</b>	<b>115,46</b>	<b>132,63</b>	<b>160,73</b>	<b>104,21</b>	<b>155,44</b>	<b>158,90</b>
Dépenses d'investissement (*) (D)	293,52	291,25	304,61	322,98	383,45	367,77
Recettes d'investissement (*) (produits des cessions compris) (E)	69,50	56,85	81,45	140,67	93,36	90,30
Fonds de roulement (résultat brut) N-1 (F)	71,04	24,49	24,01	46,62	98,52	53,87
<b>Besoin financement avant reports (G = D-E-F-C)</b>	<b>37,51</b>	<b>77,29</b>	<b>38,41</b>	<b>31,48</b>	<b>36,13</b>	<b>64,69</b>
Solde des restes à réaliser (H)	0,04	-0,00	-12,53	-24,13	-27,69	-
<b>Besoin d'emprunt (I = G-H)</b>	<b>37,47</b>	<b>77,29</b>	<b>50,94</b>	<b>55,61</b>	<b>63,82</b>	<b>64,69</b>
<b>Emprunt réalisé (hors avance DMTO) (J)</b>	<b>62,00</b>	<b>101,30</b>	<b>85,03</b>	<b>130,00</b>	<b>90,00</b>	<b>125,33</b>
<b>Fonds de roulement (résultat brut) (K = J-G)</b>	<b>24,49</b>	<b>24,01</b>	<b>46,62</b>	<b>98,52</b>	<b>53,87</b>	<b>60,63</b>
<b>Variation du fonds de roulement (L = K-F)</b>	<b>-46,55</b>	<b>-0,48</b>	<b>+22,61</b>	<b>+51,90</b>	<b>-44,65</b>	<b>+6,76</b>

Par souci de lecture et afin de conserver une comparaison sur la période, l'avance remboursable de DMTO réalisée en section d'investissement en 2020 à hauteur de 50 M€ et remboursée en sa totalité en 2021 a été neutralisée.

En 2022, la part de l'autofinancement reste majoritaire dans le financement des dépenses d'investissement et s'élevant malgré une baisse de 12 points par rapport à 2021 (53% en 2022 contre 65% en 2021). Cette diminution est en partie compensée par une augmentation de 1 point de la part des recettes de la section (hors emprunt). La part du financement par l'endettement remonte pour sa part à 16 % (contre 5% en 2021). Sur la période 2017-2022, l'investissement est majoritairement financé par l'autofinancement (56,3 %) et les recettes d'investissement (environ 30%). Il convient de rappeler que l'augmentation de la part des recettes propres à la section depuis quatre ans est principalement due à la dotation du FS2I (32,60 M€ reçus en 2022). Le solde net du financement du FS2I entre 2019 et 2022 s'élève à 33,33 M€ et a permis de limiter d'autant le recours à l'emprunt.

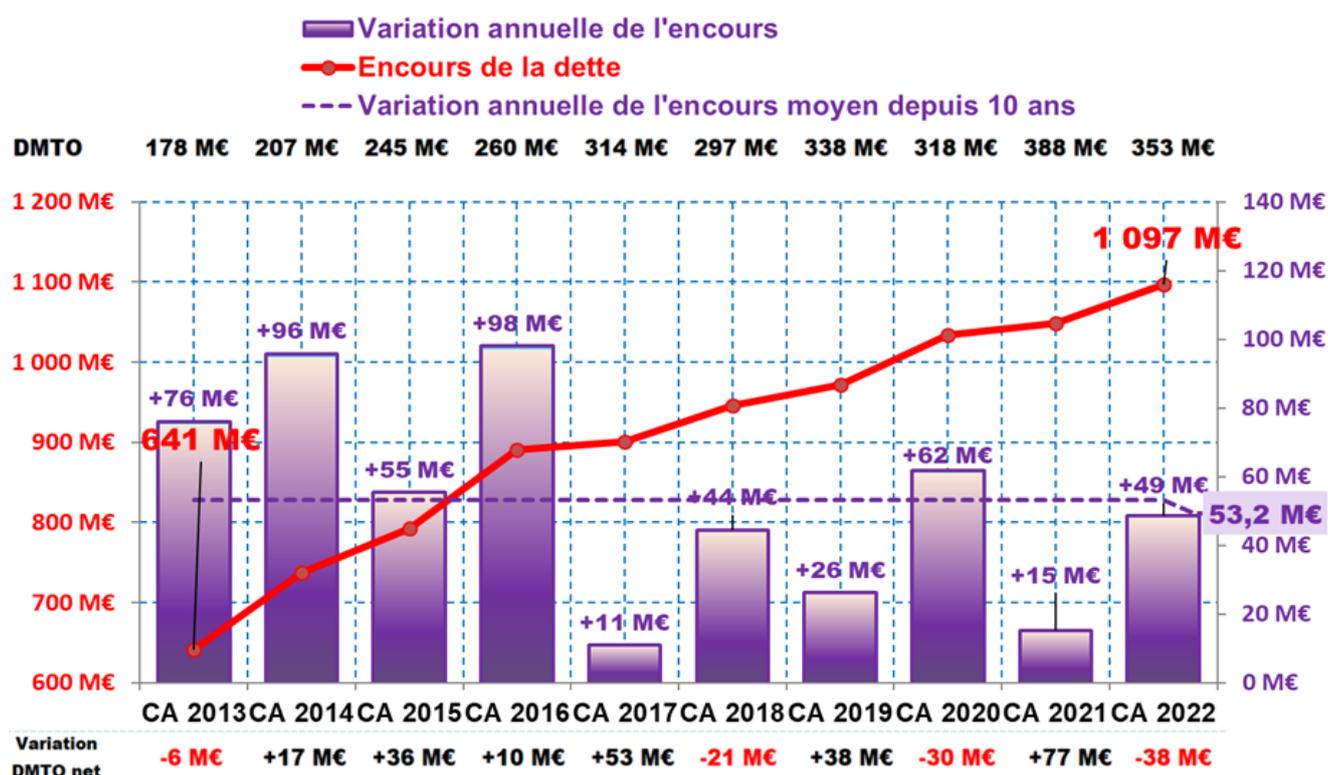
### ÉVOLUTION DE LA STRUCTURE DE FINANCEMENT DES DÉPENSES D'INVESTISSEMENT



L'encours de la dette pour emprunts du budget général s'élève au 31 décembre 2022 à 1 097,00 M€ et enregistre une progression par rapport à 2021 de 48,54 M€ soit + 4,6%. Cette évolution est plus rapide qu'en 2021 (+15,18 M€, +1,5%).

En 2022, l'évolution de l'encours de la dette appelée également besoin de financement par l'emprunt (emprunts nouveaux - remboursement de la dette en capital) est plus rapide que la moyenne 2017-2021 (+31,68 M€). Au-delà du niveau des dépenses d'investissement, on peut mettre en perspective les évolutions du besoin de financement par l'emprunt avec le produit des DMTO pour observer une corrélation certaine, en particulier depuis 2017. Ainsi, les années de baisse des DMTO nets (recette moins solde de la péréquation), correspondent à des accélérations du recours à l'emprunt.

## ÉVOLUTION DE L'ENCOURS DE LA DETTE AU BUDGET GÉNÉRAL DEPUIS 10 ANS



### 4 Le résultat de clôture

Le compte administratif 2022 dégage un excédent brut de la section de fonctionnement de 93,63 M€ et un déficit brut de la section d'investissement avant la prise en compte des restes à réaliser de 33,00 M€. Une fois pris en compte le solde des restes à réaliser en investissement à hauteur de 27,69 M€, le **résultat net** de clôture est de **32,94 M€**.

#### • La section de fonctionnement

Les recettes réelles de fonctionnement s'élèvent à 1 612,77 M€, comprenant 1,86 M€ de produit des cessions.

Section de fonctionnement	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Recettes réelles	1 478,83	1 496,96	1 545,22	1 522,05	1 605,88	1 612,77
Recettes d'ordre	57,58	55,57	57,21	71,89	52,25	49,21
<b>S/t recettes de fonctionnement (F)</b>	<b>1 536,41</b>	<b>1 552,53</b>	<b>1 602,43</b>	<b>1 593,94</b>	<b>1 658,13</b>	<b>1 661,98</b>
Report excédent fonctionnement N-1 (nature 002) (G)	54,19	24,42	24,05	46,62	35,99	29,74
<b>Total Recettes de fonctionnement (F=F+G)</b>	<b>1 590,60</b>	<b>1 576,95</b>	<b>1 626,48</b>	<b>1 640,56</b>	<b>1 694,12</b>	<b>1 691,72</b>
Dépenses réelles	1 358,55	1 359,26	1 378,65	1 413,46	1 443,46	1 452,01
Dépenses d'ordre	135,91	140,42	143,53	141,11	147,39	146,08
<b>Total Dépenses de fonctionnement (H)</b>	<b>1 494,46</b>	<b>1 499,68</b>	<b>1 522,17</b>	<b>1 554,57</b>	<b>1 590,85</b>	<b>1 598,09</b>
<b>Excédent de fonctionnement avant reports (I=F-H)</b>	<b>96,14</b>	<b>77,27</b>	<b>104,31</b>	<b>85,99</b>	<b>103,27</b>	<b>93,63</b>

- **La section d'investissement**

Section d'investissement	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Recettes réelles	229,24	286,94	340,87	323,99	279,28	384,22
Recettes d'ordre	139,57	145,86	148,39	157,94	149,72	151,84
<b>S/total recettes d'investissement (A')</b>	<b>368,81</b>	<b>432,80</b>	<b>489,26</b>	<b>481,92</b>	<b>429,00</b>	<b>536,05</b>
Report excédent investissement N-1 (C) (nature 001)	0,38				12,53	
<b>Total recettes d'investissement (A=A'+C)</b>	<b>369,19</b>	<b>432,80</b>	<b>489,26</b>	<b>481,92</b>	<b>441,53</b>	<b>536,05</b>
Dépenses réelles	379,62	353,40	431,61	322,98	436,35	464,69
Dépenses d'ordre	61,23	61,02	62,08	88,72	54,59	54,96
<b>S/t dépenses d'investissement (B')</b>	<b>440,85</b>	<b>414,42</b>	<b>493,68</b>	<b>411,70</b>	<b>490,93</b>	<b>519,65</b>
Report déficit investissement N-1 (C) (nature 001)	0,00	71,64	53,26	57,69		49,40
<b>Total Dépenses d'investissement (B=B'+C)</b>	<b>440,85</b>	<b>486,06</b>	<b>546,95</b>	<b>469,39</b>	<b>490,93</b>	<b>569,05</b>
<b>Résultat investissement avant report (C=A-B) à reporter sur N+1 (nature 001)</b>	<b>-71,66</b>	<b>-53,26</b>	<b>-57,69</b>	<b>12,53</b>	<b>-49,40</b>	<b>-33,00</b>
Restes à réaliser recettes investissement	13,30	18,64	14,09	14,35	11,74	
Restes à réaliser dépenses investissement	13,37	18,60	14,09	26,88	35,86	27,69
<b>Montant des restes à réaliser investissement (D)</b>	<b>-0,07</b>	<b>0,04</b>	<b>0,00</b>	<b>-12,53</b>	<b>-24,13</b>	<b>-27,69</b>
<b>Résultat d'investissement après report (E=C+D)</b>	<b>-71,73</b>	<b>-53,22</b>	<b>-57,69</b>	<b>0,00</b>	<b>-73,52</b>	<b>-60,69</b>

Les recettes réelles d'investissement s'élèvent à 384,22 M€ et se décomposent en 88,40 M€ de recettes courantes, 125,33 M€ d'emprunts, 73,56 M€ au titre de l'affectation du résultat de fonctionnement 2021 et 96,92 M€ d'opérations de gestion active de la dette et de la trésorerie sur les encours revolving.

- **Le résultat brut**

L'excédent de fonctionnement avant prise en compte des reports s'élève à 93,63 M€. La section d'investissement étant déficitaire, il convient de déduire de ce montant le déficit après report de la section d'investissement d'un montant de 60,69 M€. Le résultat brut est donc de 32,94 M€. Il convient de rappeler que le résultat net de 2020, à hauteur de 85,99 M€, devait permettre le reversement de l'avance remboursable de DMTO au cours de l'année 2021 à hauteur de 50,00 M€.

Résultat	2017	2018	2019	2020	2021	2022
<b>Résultat brut (J=E+I)</b>	<b>24,42</b>	<b>24,05</b>	<b>46,62</b>	<b>85,99</b>	<b>29,74</b>	<b>32,94</b>
Restes à réaliser recettes fonctionnement						
Restes à réaliser dépenses fonctionnement						
<b>Montant des restes à réaliser fonctionnement (K)</b>						
<b>Résultat net à affecter (L=J+K)</b>	<b>24,42</b>	<b>24,05</b>	<b>46,62</b>	<b>85,99</b>	<b>29,74</b>	<b>32,94</b>

- **Le résultat net à affecter**

Le résultat net correspond au résultat brut après couverture du solde des restes à réaliser en fonctionnement. Dans la mesure où il n'existe pas de restes à réaliser en fonctionnement, le résultat net est égal au résultat brut soit 32,94 M€. C'est ce résultat net qui doit donner lieu à une décision d'affectation de l'Assemblée départementale au budget supplémentaire 2023 afin d'augmenter les ressources de la section de fonctionnement nécessaires au financement des ajustements de dépenses et de recettes telles que votées dans la cadre du budget initial le 20 mars dernier et de dépenses nouvelles ou en forte progression.

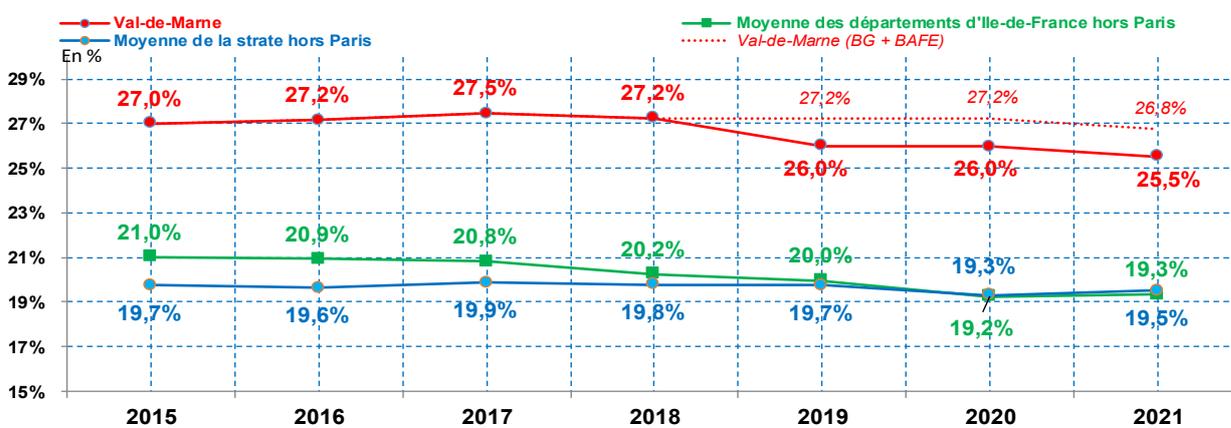
## 5 Les ratios et indicateurs du Val-de-Marne en comparaison avec la moyenne de la strate

La strate de collectivité retenue aux fins de comparaison est celle des départements de plus de 1 000 000 habitants (population Insee en 2021) et les départements d'Île-de-France (hors Paris sur la période 2014-2020). Les moyennes des 21 départements de la strate de référence ont été calculées à partir des agrégats et des chiffres publiés par la DGCL pour les sept dernières années.

Les crédits et débits des comptes sont calculés en valeurs nettes et les opérations spécifiques au titre des provisions sont exclus en dépenses comme en recettes. Compte tenu de la crise sanitaire, certains ratios et indicateurs 2020 et 2021 du Département nécessiteraient une analyse plus poussée au regard des évolutions constatées dans les autres départements de la strate.

### • Le compte administratif et sa structure

#### DÉPENSES DE PERSONNEL / DÉPENSES RÉELLES DE FONCTIONNEMENT

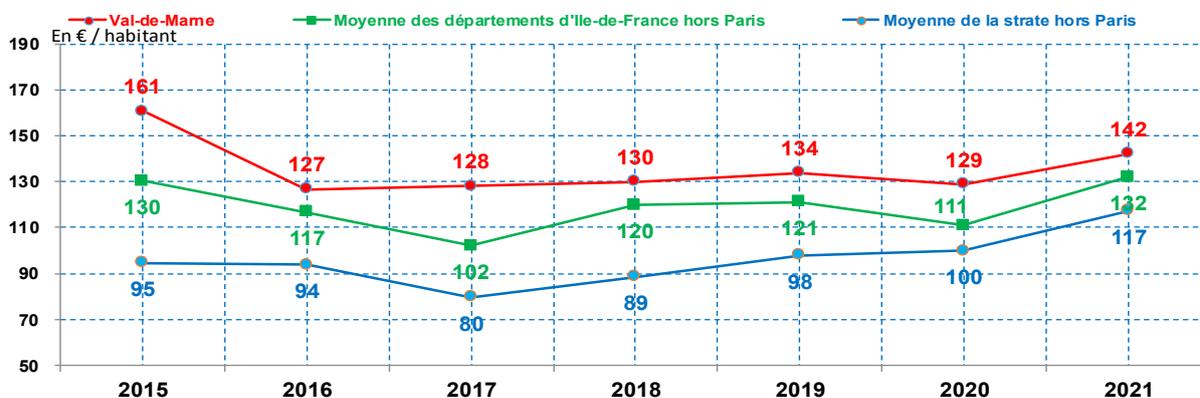


Source site : Repères - RCF/DGCL

\*Ce ratio est égal au débit net des comptes 621, 631, 633, et 64 sur les dépenses réelles de fonctionnement hors reversement de fiscalité et atténuations de charges.

Sur la période 2015-2021, les dépenses de personnel des départements d'Île-de-France ont progressé en moyenne par an de +0,1% avec des écarts de variations importants allant de -2,1% pour le Département des Hauts-de-Seine à +1,8% pour celui des Yvelines. Le Val-de-Marne (BAFE inclus) a vu ses dépenses progresser de +3,9% sur la période (hors BAFE -0,6%). Pour les départements d'Île-de-France, ces dépenses progressent très légèrement entre 2020 et 2021 passant de 19,2% en 2020 à 19,3% en 2021. La part de ces dépenses sur leurs sections de fonctionnement reste relativement stable sur la période 2015-2021 (20,2%), les valeurs se situant entre 16,3% pour le Département du Val d'Oise et 26,6% pour le Département du Val-de-Marne. La dispersion du ratio est à noter avec un écart type de 3,3% en valeur.

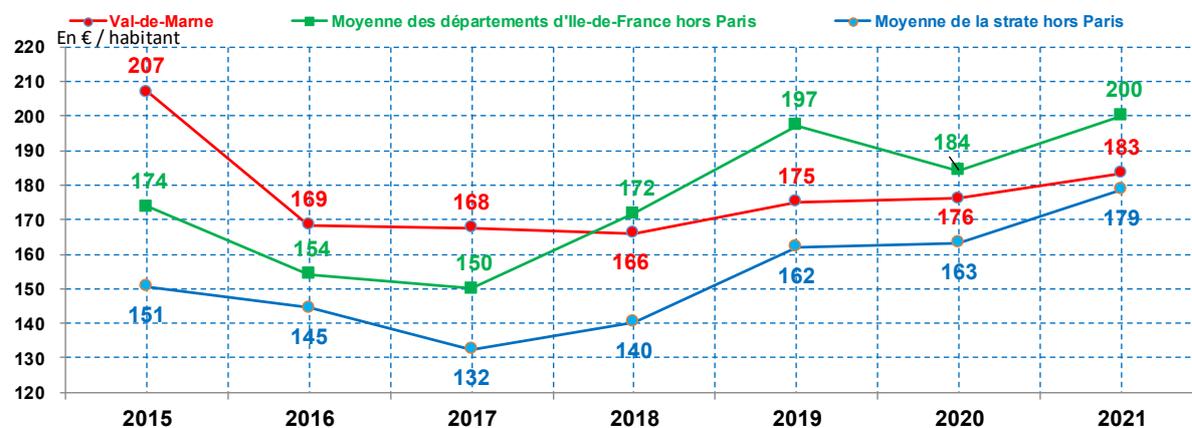
#### DÉPENSES D'ÉQUIPEMENT PAR HABITANT



Source site : Repères - RCF/DGCL

Sur la période 2014-2020, la dépense d'équipement moyenne par habitant pour le Val-de-Marne est de 135,79 M € contre 118,95 M € pour les départements d'Île-de-France (soit plus de +14,2% et +16,84 €) et 95,94 M € pour les départements de plus d'un million d'habitants.

### DÉPENSES D'ÉQUIPEMENT + SUBVENTIONS PAR HABITANT

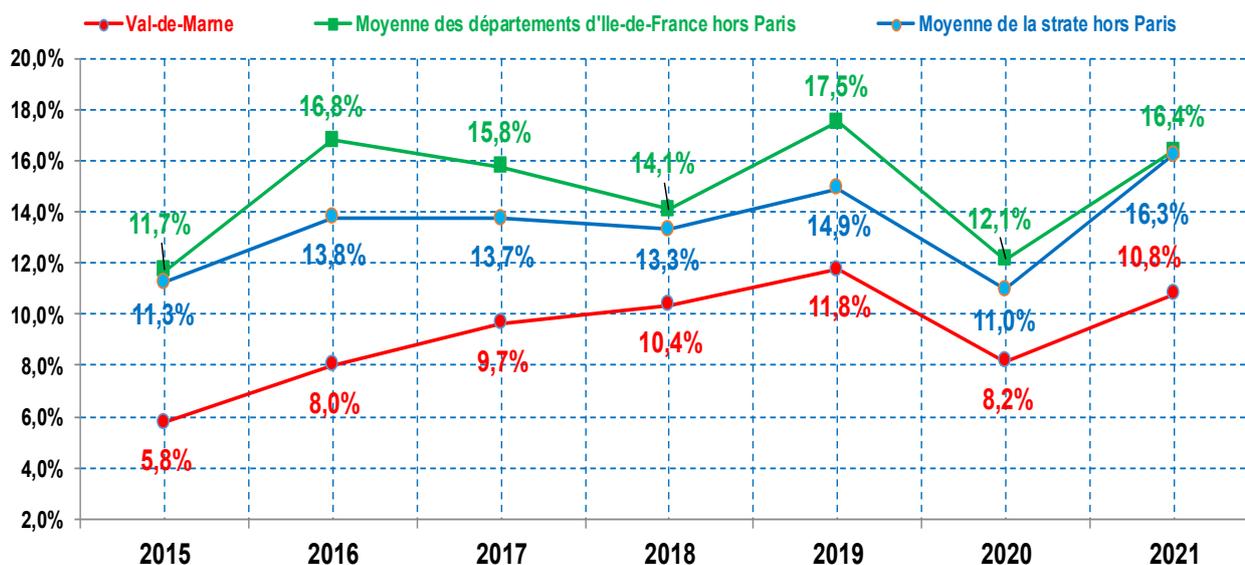


Source site : Repères - RCF/DGCL

La mise en place à partir de 2019 du FS2I par les départements d'Île-de-France à hauteur de 150,63 M € pour les deux premières années, 140,62 M € pour 2021 et 172,71 M € en 2022 (157,50 M € distribués en 2022), impacte fortement cet indicateur qu'il conviendrait de corriger en neutralisant par les « coûts nets » pour les départements globalement contributeurs. À titre d'exemple, la participation au fonds pour le Département du Val-de-Marne a été de 15,94 M € en 2019, 16,18 M € en 2020 et 17,19 M € en 2021 représentant en moyenne sur trois ans 11,76 €/habitant. De plus, les financements obtenus ayant permis de dégager un excédent net de 19,85 M € sur les trois premières années, les indicateurs corrigés seraient alors ramenés à 163,64 €/habitant en 2019, 164,55 €/habitant en 2020 et 170,10 €/habitant en 2021. Pour l'ensemble des départements d'Île-de-France, les moyennes sont ramenées à 190,89 €/habitant en 2019 et 177,19 €/habitant en 2020.

- **Les trois niveaux d'épargne**

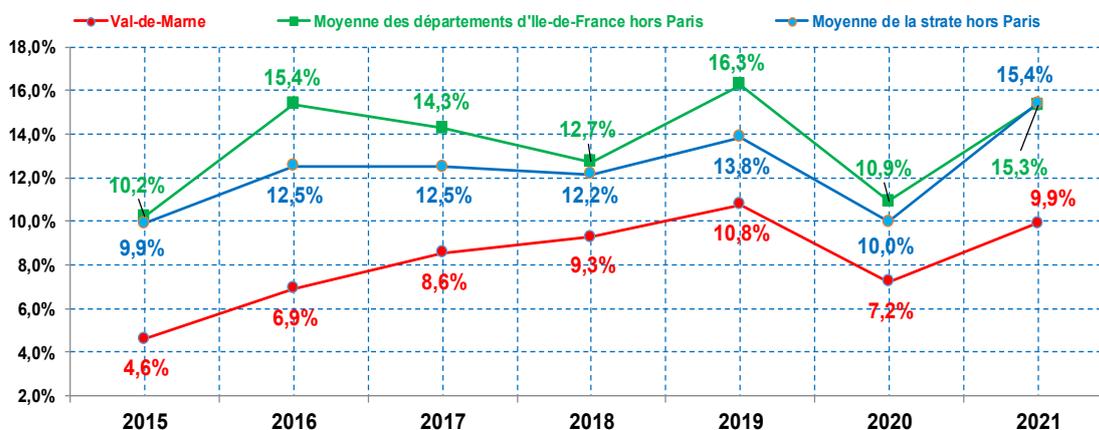
### TAUX D'ÉPARGNE DE GESTION



Source site : Repères - RCF/DGCL

L'épargne de gestion correspond à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement par rapport aux dépenses réelles de fonctionnement avant paiement des frais financiers. L'amélioration de l'épargne de gestion du Val-de-Marne se poursuit en 2022 avec un taux de 11,2% contre 10,8% en 2021.

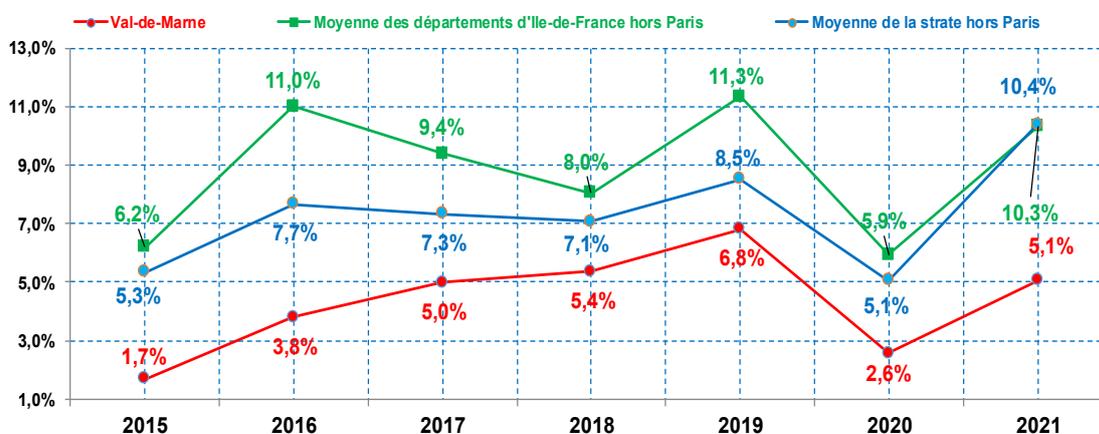
### TAUX D'ÉPARGNE BRUTE



Source site : Repères - RCF/DGCL

L'épargne brute correspond à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement par rapport aux dépenses réelles de fonctionnement. L'année 2020 a été marquée par une diminution de l'épargne brute pour le Département du Val-de-Marne avec -34,32% contre -34,06% pour les départements d'Île-de-France et -28,24% en moyenne pour les départements de même strate. En 2021 et 2022, le taux d'épargne du Département du Val-de-Marne se rapproche de son niveau antérieur à la crise avec respectivement 9,9% et 10,2%.

### TAUX D'ÉPARGNE NETTE

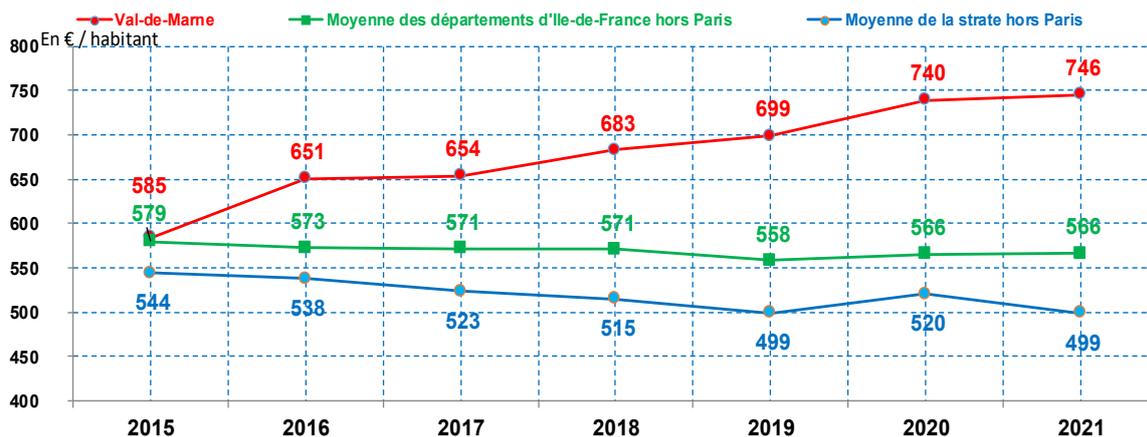


Source site : Repères - RCF/DGCL

L'épargne nette correspond à l'épargne brute de laquelle est déduit le remboursement du capital de la dette par rapport aux recettes réelles de fonctionnement. L'année 2020 avait été marquée par un net recul de ce ratio ramenant celui-ci à 2,6%. Depuis 2021, cet indicateur passe au-dessus du seuil des 5% sans pour autant retrouver le niveau d'avant la crise sanitaire (5,1% en 2021 et 5,2% en 2022).

- **L'endettement**

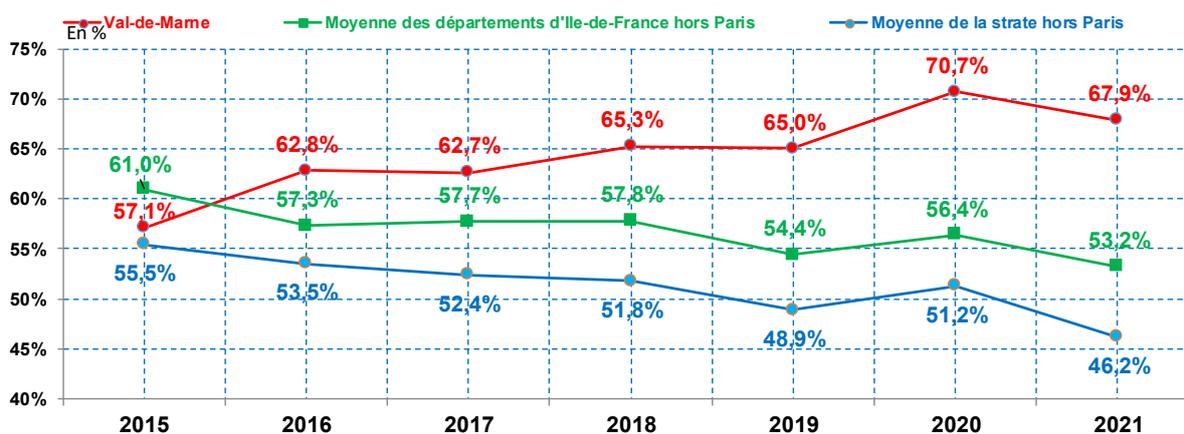
## ENCOURS AU 31 DÉCEMBRE PAR HABITANT



Source site : Repères - RCF/DGCL

En 2021, la moyenne de la strate pour l'encours de dette par habitant diminue de 4,2% par rapport à 2020 pour atteindre 498,60 €. En 2020 et en métropole hors Paris et métropole de Lyon, les niveaux d'endettement sont extrêmement variables d'un département à l'autre, depuis 0 €/habitant en Indre jusqu'à 1 278,7 €/habitant en Corrèze. Sur les 92 départements observés, le Val-de-Marne se situe au 14<sup>ème</sup> rang (17<sup>ème</sup> rang en 2020, soit - 3 places), derrière la Seine-Saint-Denis (5<sup>ème</sup>), devant l'Essonne (19<sup>ème</sup>) et le Val d'Oise (21<sup>ème</sup>) pour les départements de la région Ile-de-France. En 2021, la dette par habitant du Val-de-Marne progresse de 0,8% soit 6,24 €.

## ENCOURS AU 31 DÉCEMBRE / RECETTES RÉELLES DE FONCTIONNEMENT

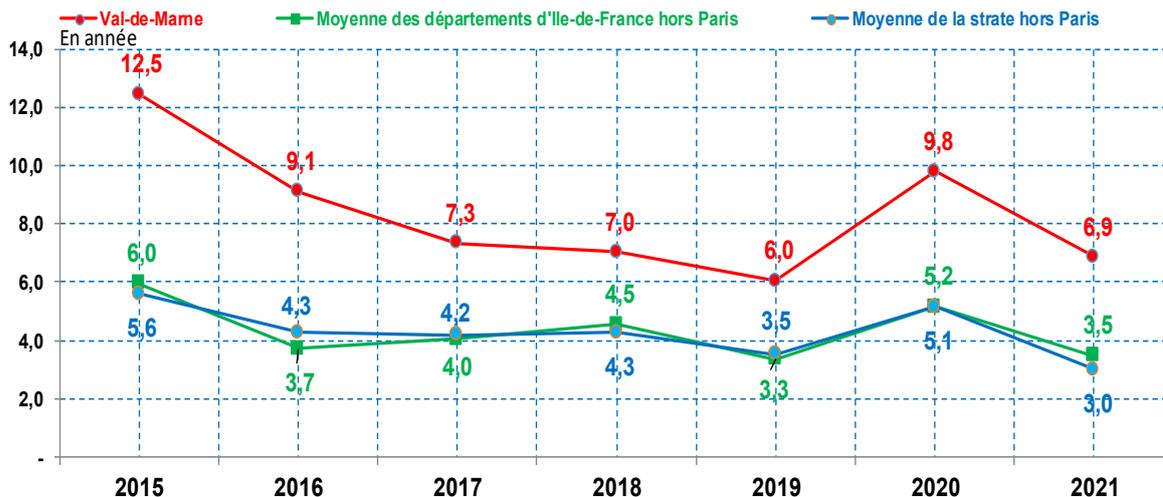


Source site : Repères - RCF/DGCL

En Île-de-France, le poids de la dette 2021 au regard des recettes de fonctionnement est très variable allant de 9,9% pour les Hauts-de-Seine à 73,8% pour la Seine-Saint-Denis. Avec 67,9%, le Val-de-Marne se situe à la quatrième position en ordre décroissant derrière la Seine-Saint-Denis, le Val d'Oise (71,0%) et l'Essonne (70,1%). Le poids des Départements des Hauts-de-Seine et des Yvelines sur la sensibilité de cet indicateur se traduit par une tendance baissière générale cachant des évolutions disparates. En effet, le ratio moyen de ces deux départements de l'ouest-parisien est de 22% en 2021 (20,9% en 2020) contre 65,9% pour les cinq autres départements (70,3% en 2020).

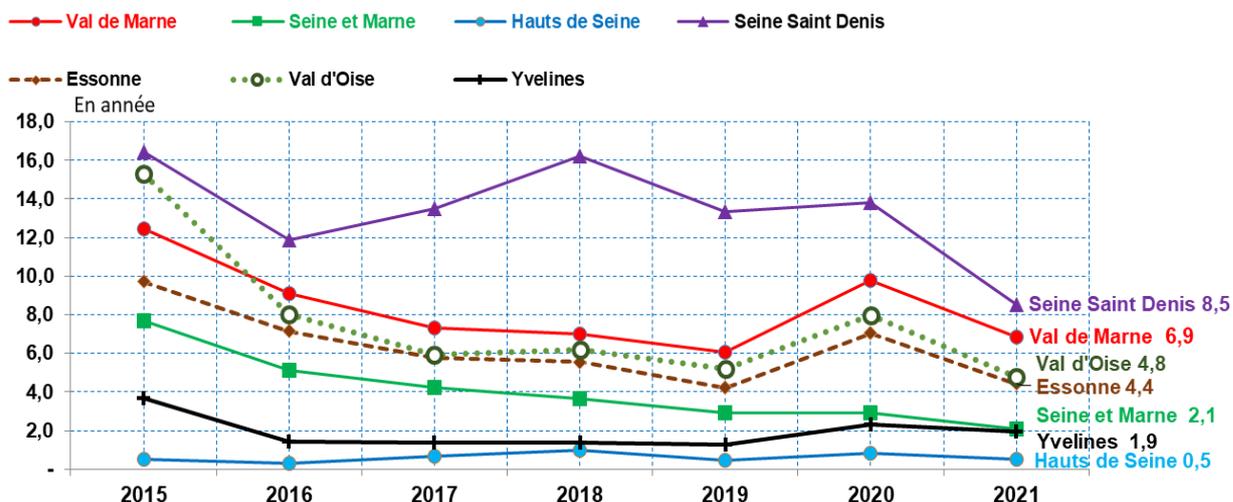
## CAPACITÉ DE DÉSENETTEMENT : ENCOURS AU 31 DÉCEMBRE / CAF

(nombre d'années nécessaires pour rembourser sa dette si le Département y consacrait la totalité de son épargne brute)



Source site : Repères - RCF/DGCL

## CAPACITÉ DE DÉSENETTEMENT EN ILE-DE-FRANCE PÉRIODE 2015-2021



Source : Repères - RCF / DGCL

En Île-de-France sur la période 2014-2019 et avant les premiers effets de la crise sanitaire, quatre départements dont le Val-de-Marne avaient amélioré leur capacité de désendettement sur un rythme moyen de baisse du ratio de 14,0% par an. En 2020, six départements sur sept voient leur ratio se dégrader avec une progression de 1,8 année et des augmentations allant de +79,0% à +3,2%,

En 2020, le Département du Val-de-Marne se situant au niveau de l'évolution médiane des sept collectivités de la Région, soit +62,0%. En 2021, l'ensemble des Départements ont amélioré leur capacité de désendettement entre -40,3% (Hauts-de-Seine et Val d'Oise) et -16,2% (Yvelines) correspondant à une évolution médiane de 37,2%. Le Val-de-Marne connaît une baisse de 30,0%.

## RÉSULTATS BUDGÉTAIRES AU COMPTE DE GESTION DE L'EXERCICE 2022

		Section d'investissement	Section de fonctionnement	Total des sections
<b><u>Recettes</u></b>				
<b>A</b>	<b>Prévisions budgétaires totales</b>	<b>972 059 240,69</b>	<b>1 667 204 856,52</b>	<b>2 639 264 097,21</b>
<b>B</b>	<b>Titres de recettes émis</b>	<b>557 465 657,29</b>	<b>1 693 212 270,38</b>	<b>2 250 677 927,67</b>
<b>C</b>	<b>Réductions de titres</b>	<b>21 414 420,16</b>	<b>31 232 359,00</b>	<b>52 646 779,16</b>
<b>D = B-C</b>	<b>Recettes nettes</b>	<b>536 051 237,13</b>	<b>1 661 979 911,38</b>	<b>2 198 031 148,51</b>
<b><u>Dépenses</u></b>				
<b>E</b>	<b>Prévisions budgétaires totales</b>	<b>972 059 240,69</b>	<b>1 667 204 856,52</b>	<b>2 639 264 097,21</b>
<b>F</b>	<b>Mandats émis</b>	<b>520 933 334,94</b>	<b>1 673 449 160,96</b>	<b>2 194 382 495,90</b>
<b>G</b>	<b>Réductions de mandats</b>	<b>1 281 527,07</b>	<b>75 357 145,88</b>	<b>76 638 672,95</b>
<b>H = F-G</b>	<b>Dépenses nettes</b>	<b>519 651 807,87</b>	<b>1 598 092 015,08</b>	<b>2 117 743 822,95</b>
<b><u>Résultat de l'exercice</u></b>				
<b>D-H</b>	<b>Excédent</b>	<b>16 399 429,26</b>	<b>63 887 896,30</b>	<b>80 287 325,56</b>
<b>H-D</b>	<b>Déficit</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>

Je vous prie de bien vouloir délibérer.

Le Président du Conseil départemental,

Rapport présenté par :  
M. GICQUEL  
Vice président du Conseil départemental

